



# Rapport financier du 1<sup>er</sup> semestre 2020

Le présent document constitue le rapport financier semestriel prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 juillet 2020.

# Sommaire

<b>1. Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2020</b>	<b>3</b>
1.1 Vue d'ensemble	4
1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	11
1.3 Analyse par secteur opérationnel	17
1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	32
1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	34
1.6 Informations complémentaires	39
<b>2. Comptes consolidés résumés du 1<sup>er</sup> semestre 2020</b>	<b>43</b>
Compte de résultat consolidé	44
Etat du résultat global consolidé	45
Etat consolidé de la situation financière	46
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	48
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	49
Tableau des flux de trésorerie consolidés	50
<b>3. Déclaration de la personne responsable</b>	<b>80</b>
<b>4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle</b>	<b>81</b>

# 1. Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2020

<b>1.1</b>	<b>Vue d'ensemble</b>	<b>4</b>			
1.1.1	Données financières et effectifs	4			
1.1.2	Synthèse des résultats du premier semestre 2020	5			
1.1.3	Faits marquants	6			
1.1.4	Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes	10			
<b>1.2</b>	<b>Analyse des résultats et des investissements du Groupe</b>	<b>11</b>			
1.2.1	Chiffre d'affaires du Groupe	11			
1.2.1.1	Chiffre d'affaires	11			
1.2.1.2	Nombre de clients	13			
1.2.2	EBITDAaL du Groupe	13			
1.2.3	Résultat d'exploitation du Groupe	14			
1.2.4	Résultat net du Groupe	15			
1.2.5	Résultat global du Groupe	16			
1.2.6	Investissements du Groupe	16			
1.2.6.1	CAPEX économiques	16			
1.2.6.2	Licences de télécommunication	17			
<b>1.3</b>	<b>Analyse par secteur opérationnel</b>	<b>17</b>			
1.3.1	France	20			
1.3.1.1	Chiffre d'affaires – France	20			
1.3.1.2	EBITDAaL – France	21			
1.3.1.3	Résultat d'exploitation – France	21			
1.3.1.4	CAPEX économiques – France	21			
1.3.1.5	Informations complémentaires – France	22			
1.3.2	Espagne	22			
1.3.2.1	Chiffre d'affaires – Espagne	22			
1.3.2.2	EBITDAaL – Espagne	23			
1.3.2.3	Résultat d'exploitation – Espagne	23			
1.3.2.4	CAPEX économiques – Espagne	23			
1.3.2.5	Informations complémentaires – Espagne	24			
1.3.3	Europe	24			
1.3.3.1	Chiffre d'affaires – Europe	24			
1.3.3.2	EBITDAaL – Europe	25			
1.3.3.3	Résultat d'exploitation – Europe	25			
1.3.3.4	CAPEX économiques – Europe	26			
1.3.3.5	Informations complémentaires – Europe	26			
1.3.4	Afrique & Moyen-Orient	26			
1.3.4.1	Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient	27			
1.3.4.2	EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient	27			
1.3.4.3	Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient	27			
1.3.4.4	CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient	28			
1.3.4.5	Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient	28			
1.3.5	Entreprises	28			
1.3.5.1	Chiffre d'affaires – Entreprises	28			
1.3.5.2	EBITDAaL – Entreprises	29			
1.3.5.3	Résultat d'exploitation – Entreprises	29			
1.3.5.4	CAPEX économiques – Entreprises	29			
1.3.5.5	Informations complémentaires – Entreprises	30			
1.3.6	Opérateurs internationaux & Services partagés	30			
1.3.6.1	Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés	30			
1.3.6.2	EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés	30			
1.3.6.3	Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés	31			
1.3.6.4	CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés	31			
1.3.7	Orange Bank	31			
1.3.7.1	Activité opérationnelle	31			
1.3.7.2	Actifs, passifs et flux de trésorerie	32			
<b>1.4</b>	<b>Trésorerie et endettement financier des activités télécoms</b>	<b>32</b>			
1.4.1	Situation et flux de trésorerie des activités télécoms	32			
1.4.1.1	Cash-flow organique (activités télécoms)	32			
1.4.1.2	Flux de trésorerie des activités télécoms	33			
1.4.2	Endettement financier des activités télécoms	33			
<b>1.5</b>	<b>Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS</b>	<b>34</b>			
1.5.1	Données à base comparable	34			
1.5.2	EBITDAaL	36			
1.5.3	eCAPEX	37			
1.5.4	EBITDAaL – eCAPEX	38			
1.5.5	Cash-flow organique des activités télécoms	38			
1.5.6	Endettement financier net	39			
1.5.7	Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms	39			
<b>1.6</b>	<b>Informations complémentaires</b>	<b>39</b>			
1.6.1	Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	39			
1.6.2	Transactions avec les parties liées	39			
1.6.3	Événements postérieurs à la clôture	40			
1.6.4	Glossaire financier	40			

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont décrits à la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2019 ainsi qu'à la section 1.1.4 *Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes* de ce rapport en ce qui concerne les risques liés à l'épidémie de Covid-19.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

Les données à base comparable, l'*EBITDA after Leases* (dénommé "*EBITDAaL*"), les CAPEX économiques (dénommés "*eCAPEX*" ou "*Economic CAPEX*"), l'indicateur "*EBITDAaL - eCAPEX*", le cash-flow organique des activités télécoms, l'endettement financier net et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'*EBITDAaL* des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utiles pour les lecteurs, voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Les données historiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) correspondent aux données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle. Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2019 est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Les informations sectorielles (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Sauf mention explicite, les données des tableaux sont présentées en millions d'euros, sans décimale. Cette présentation peut conduire, dans certains cas, à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. Par ailleurs, les variations qui sont présentées sont calculées sur la base des données en milliers d'euros.

## 1.1 Vue d'ensemble

### 1.1.1 Données financières et effectifs

#### Données opérationnelles

	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)					
<b>Chiffre d'affaires</b> <sup>(2)</sup>	<b>20 769</b>	<b>20 703</b>	<b>20 573</b>	<b>0,3 %</b>	<b>1,0 %</b>
<b>EBITDAaL</b> <sup>(1)</sup>	<b>5 914</b>	<b>5 960</b>	<b>5 958</b>	<b>(0,8)%</b>	<b>(0,7)%</b>
Activités télécoms	5 986	6 037	6 035	(0,9)%	(0,8)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	28,8 %	29,2 %	29,3 %		
Activités d'Orange Bank	(72)	(78)	(78)	7,7 %	7,7 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 249</b>		<b>2 388</b>		<b>(5,8)%</b>
Activités télécoms	2 336		2 475		(5,6)%
Activités d'Orange Bank	(87)		(88)		0,9 %
<b>eCAPEX</b> <sup>(1)</sup>	<b>3 156</b>	<b>3 502</b>	<b>3 509</b>	<b>(9,9)%</b>	<b>(10,1)%</b>
Activités télécoms	3 142	3 486	3 493	(9,9)%	(10,1)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	15,1 %	16,8 %	17,0 %		
Activités d'Orange Bank	14	16	16	(14,5)%	(14,5)%
<b>EBITDAaL - eCAPEX</b> <sup>(1)</sup>	<b>2 759</b>	<b>2 458</b>	<b>2 449</b>	<b>12,2 %</b>	<b>12,7 %</b>
Activités télécoms	2 844	2 552	2 542	11,5 %	11,9 %
Activités d'Orange Bank	(86)	(94)	(94)	8,9 %	8,9 %
Licences de télécommunication	42	507	510	(91,6)%	(91,7)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) <sup>(3)</sup>	134 085	136 391	135 804	(1,7)%	(1,3)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) <sup>(3)</sup>	142 969	148 342	147 818	(3,6)%	(3,3)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms. Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

## Résultat net

	2020	2019 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 249</b>	<b>2 388</b>
Résultat financier	(742)	(738)
Impôt sur les sociétés	(491)	(513)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 016</b>	<b>1 137</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	927	1 039
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	88	98

## Cash-flow organique (activités télécoms)

	2020	2019 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Cash-flow organique des activités télécoms <sup>(1)</sup></b>	<b>255</b>	<b>92</b>

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

## Endettement financier net

	30 juin 2020	31 déc. 2019 données historiques
(en millions d'euros)		
<b>Endettement financier net <sup>(1)</sup></b>	<b>26 420</b>	<b>25 466</b>

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 9.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2019.

### 1.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2020

Orange affiche une très bonne résistance au premier semestre 2020 en dépit des effets de l'épidémie de Covid-19 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Le chiffre d'affaires et l'EBITDAaL sont en recul au 2<sup>ème</sup> trimestre, pénalisés par les effets de la crise sanitaire, mais sur l'ensemble du premier semestre, le chiffre d'affaires reste en croissance avec une baisse de l'EBITDAaL très modérée. Le Groupe a par ailleurs réalisé une bonne performance commerciale au cours du semestre.

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 20 769 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 1,0 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019. En données à base comparable, cette croissance est portée par la France et les pays d'Afrique & Moyen-Orient. La crise sanitaire Covid-19 a fortement impacté les ventes d'équipements dans les pays européens du fait de la fermeture des boutiques et des points de vente, et a eu pour effet un recul généralisé des revenus de l'itinérance (*roaming*) internationale dans tous les pays (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

L'**activité commerciale** résiste en dépit d'un environnement très concurrentiel et des effets de la crise sanitaire Covid-19. Ces résultats résilients sont le fruit de la stratégie du Groupe axée sur la connectivité augmentée et sur les nouveaux territoires de croissance. En données à base comparable, les accès mobiles progressent de 1,9 % sur un an. Ainsi, en Afrique & Moyen-Orient, la poursuite du déploiement de la 4G permet d'atteindre 27,9 millions de clients au 30 juin 2020, soit une croissance de 40,4 % sur un an, et Orange Money affiche une base de 19,6 millions de clients actifs au 30 juin 2020, en croissance de 18,9 % sur un an. Les offres convergentes totalisent 10,8 millions de clients au 30 juin 2020, en progression de 2,1 % sur un an, permettant à Orange de conforter sa position de 1<sup>er</sup> opérateur convergent en Europe. Dans la fibre, Orange comptabilise 8,1 millions d'accès fibre au 30 juin 2020, et affiche, malgré le confinement, une progression de 19,4 % de sa base d'accès sur un an, essentiellement en France, en Pologne et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient. Enfin, au 30 juin 2020, Orange Bank compte au total 1 million de clients, suite à l'intégration d'Orange Courtage et le développement de son offre en Espagne. En devenant courtier en assurances, la banque franchit ainsi un nouveau cap dans sa politique d'offres croisées avec Orange France.

L'**EBITDAaL** ressort à 5 914 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 0,7 % en données historiques et de 0,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019, pénalisé notamment par les coûts des mesures sanitaires, la baisse de l'itinérance (*roaming*) internationale et une légère augmentation des créances clients à risque en lien avec la crise sanitaire Covid-19. Les principaux surcoûts engendrés par la gestion de la crise sanitaire s'élèvent à 160 millions d'euros sur les 6 premiers mois (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Ils sont globalement compensés par des efforts sur les coûts d'un montant équivalent. S'agissant des activités télécoms, l'EBITDAaL s'établit à 5 986 millions d'euros (en baisse de 0,9 % en données à base comparable) et le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires ressort à 28,8 % au premier semestre 2020, en baisse de 0,3 point par rapport au premier semestre 2019, en données à base comparable.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 2 249 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 2 388 millions d'euros au premier semestre 2019 en données historiques, soit une baisse de 5,8 %. Cette diminution s'explique principalement (i) par l'augmentation de 104 millions d'euros de la charge nette sur principaux litiges, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux, (ii) par l'accroissement de 49 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, et (iii) par le recul de 44 millions

d'euros de l'EBITDAaL en données historiques, (iv) en partie compensés par la baisse de 56 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 1 016 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 1 137 millions d'euros au premier semestre 2019. Cette évolution reflète essentiellement la baisse du résultat d'exploitation.

Les **CAPEX économiques** ressortent à 3 156 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 10,1 % en données historiques et de 9,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019. Ce recul s'explique principalement (i) par l'augmentation des financements externes entre les deux périodes, en particulier des co-financements reçus des autres opérateurs, notamment en France, (ii) par l'inflexion des investissements sur le premier semestre 2020 en raison de la crise sanitaire Covid-19 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (iii) par la progression des cessions d'actifs immobilisés en Espagne, avec la cession de tours non stratégiques, et en France, avec notamment la cession de prises FTTH à SFR au cours du premier semestre 2020, suite à l'accord conclu en mai 2018 entre Orange et SFR.

L'**endettement financier net** s'élève à 26 420 millions d'euros au 30 juin 2020. L'évolution de l'endettement financier net au premier semestre 2020 est notamment liée à la saisonnalité de l'activité. Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms s'établit à 2,04 au 30 juin 2020 et est en ligne avec l'objectif du Groupe d'un ratio autour de 2 à moyen terme.

Le **cash-flow organique des activités télécoms** atteint 255 millions d'euros au premier semestre 2020, en croissance de 163 millions d'euros sur un an en données historiques, principalement grâce à la baisse des CAPEX économiques et des décaissements liés aux intérêts financiers nets et à l'impôt sur les sociétés, qui permettent de compenser la baisse de l'EBITDAaL et la détérioration du besoin en fonds de roulement, affecté notamment par l'effet des mesures de soutien du Groupe aux fournisseurs et prestataires les plus fragiles en France.

### 1.1.3 Faits marquants

#### Effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe

L'épidémie de Covid-19 qui a touché la France et le monde au cours du premier semestre 2020 a affecté les activités et la situation financière du Groupe mais également ses salariés, fournisseurs, sous-traitants et clients, et au-delà l'ensemble de ses parties prenantes. Dans ces circonstances, les priorités d'Orange ont été et restent d'assurer la sécurité de ses employés et de soutenir ses clients en fournissant des services de télécommunications plus essentiels que jamais. Dès le début de l'épidémie, le Groupe a rapidement mis en place un certain nombre d'actions pour s'adapter à la situation de crise, assurer la continuité des affaires et réduire les risques posés par l'épidémie. Orange a notamment axé ses actions autour :

- de la continuité d'activité. Dans les pays gravement affectés par l'épidémie, Orange a dû et doit, en tant que fournisseur de services indispensables à l'activité, assurer la continuité de ses services de communications électroniques et en particulier de ses activités critiques. Conformément aux directives gouvernementales, Orange a mis en place, en particulier en France, un plan de continuité d'activité, puis un plan de reprise d'activité, couvrant principalement les équipes de supervision et d'exploitation du réseau et des systèmes d'information, les équipes de sécurité, les soutiens techniques, le personnel dans les *data centers* et les équipes d'intervention. Dans le cadre de la crise sanitaire, Orange SA et ses entités détenues à 100 % en France ainsi que la plupart des filiales du Groupe en Europe et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient n'ont pas eu recours aux dispositifs exceptionnels d'activité partielle ;

Par ailleurs, le Groupe a renforcé la capacité de ses réseaux et mis en place une supervision et des actions de sécurisation pour faire face à la fois à la charge induite par l'augmentation du trafic liée à la crise et à l'accroissement potentiel des attaques dans le domaine de la cybersécurité. La qualité et la résilience des réseaux d'Orange ont permis d'absorber la forte progression du trafic et des usages. La combinaison des réseaux Fibre, 4G et du Wifi émis au moyen des services fixes a montré son efficacité en permettant aux clients du Groupe de bénéficier de services fiables et performants, démontrant ainsi la pertinence de la stratégie d'Orange en matière d'investissements massifs dans des réseaux fixes et mobiles haut débit de qualité ;

- de la santé et la sécurité humaine. Orange met au premier plan la santé et la sécurité de ses personnels. Un coordinateur rendant compte directement au président-directeur général de l'évolution de la situation mondiale, a été désigné, ainsi que des correspondants dans les différentes zones géographiques du Groupe. L'activité d'Orange dans ses différents pays a été adaptée pour respecter les consignes sanitaires données par chaque autorité nationale, tout en assurant les conditions de continuité d'activité. Le Groupe a instauré des mesures de prévention en recourant au télétravail pour ses salariés chaque fois que l'activité pouvait être réalisée à distance et que l'équipement nécessaire était disponible. Dans les autres cas, Orange a également promu les gestes barrière dès que possible dans ses consignes au personnel et a mis à disposition des matériels individuels de protection et des dispositifs d'hygiène adaptés ;
- de la mise en place d'actions spécifiques de solidarité à l'égard des clients, du monde de la santé, de l'éducation et des autorités publiques, et du renforcement de la communication interne et externe.

Les conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière d'Orange ne sont pas aisément quantifiables, ces effets étant difficiles à dissocier des autres facteurs d'évolution (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés). Toutefois, au premier semestre 2020, les principaux effets de l'épidémie de Covid-19 ont été les suivants :

- Sur le chiffre d'affaires du Groupe :
  - une forte baisse des ventes d'équipements (au grand public et aux entreprises), principalement en Europe, en raison de la fermeture des boutiques Orange. Au plus fort de la crise sanitaire, toutes les boutiques en France et les 3/4 des points de vente en Europe étaient fermés, et ceux qui sont restés ouverts ont enregistré une fréquentation significativement plus faible ;

- une croissance des revenus des services fixes aux opérateurs moindre que celle qui était attendue, en raison du ralentissement de la construction des Réseaux d'Initiatives Publiques (RIP) commercialisés, déployés et exploités par Orange en France ;
  - un recul généralisé des revenus issus de l'itinérance internationale (*roaming* des clients et des visiteurs), dans quasiment tous les pays et de façon marquée pour les services aux entreprises, en raison de la restriction des déplacements et de la fermeture des frontières ;
  - un ralentissement de l'activité des services aux entreprises, avec notamment une baisse des revenus des services d'intégration et des technologies de l'information au deuxième trimestre 2020, et accessoirement de certains services de données (télédiffusion satellitaire), non compensée par la progression des certains services de voix (audioconférence) ;
  - et une baisse généralisée de l'activité commerciale, avec notamment la fermeture des boutiques Orange, et selon les pays, une restriction de la portabilité, l'interdiction de campagnes commerciales agressives.... partiellement compensée par des taux de désabonnement globalement plus faibles.
- Sur les charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDAaL du Groupe :
- une augmentation globale des charges d'interconnexion du Groupe, principalement en France, en Espagne et en Pologne, mais avec des effets très variables selon les pays, en fonction de l'évolution des volumes de trafic ;
  - une hausse des achats externes (essentiellement des autres achats externes), liée principalement (i) aux achats relatifs à l'hygiène et à la sécurité des personnels pour 50 millions d'euros, (ii) aux surcoûts liés au dispositif de mesures d'accompagnement de certains prestataires de réseaux en France (afin de maintenir l'activité et de compenser une partie des coûts fixes de ces prestataires) pour 20 millions d'euros (voir également ci-dessous les effets de l'épidémie de Covid-19 sur les investissements), et (iii) aux dons et mécénats pour 9 millions d'euros ;
  - une augmentation de 72 millions d'euros des dépréciations et pertes sur créances clients (voir notes 5.1 et 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés), dont 67 millions d'euros liés aux activités télécoms (essentiellement en France, en Espagne et pour les services aux entreprises) et 5 millions d'euros liées aux activités d'Orange Bank ;
  - accessoirement, une progression des charges de personnel de 10 millions d'euros avec le versement à certains salariés de primes spécifiques en lien avec la crise sanitaire, notamment les primes pour l'engagement des salariés ayant poursuivi leur activité sur site (interne ou externe à Orange) ;
  - et, en sens inverse (i) une baisse significative des charges commerciales et coûts d'équipements, avec la diminution des achats de terminaux et autres produits vendus, la baisse des charges de publicité et de promotion, et de moindres commissions de distribution, et (ii) un recul des frais généraux, lié notamment aux économies de voyage et à l'annulation d'événements divers.

Au cours du premier semestre 2020, 160 millions d'euros ont été comptabilisés au titre des principaux surcoûts spécifiques engendrés par la gestion de la crise sanitaire (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

- Sur les investissements du Groupe :
- une inflexion significative des investissements du fait du ralentissement du déploiement des réseaux, tant fixes (FTTH) que mobiles, pendant les périodes de confinement et après ces périodes en raison des mesures et restrictions imposées par la crise sanitaire, et de la mise à l'arrêt de plusieurs secteurs économiques ;
  - un retard dans certains projets structurants pour le Groupe, tel qu'Orange Concessions, qui vise (i) à regrouper les prises FTTH des Réseaux d'Initiative Publique (RIP) appartenant aux collectivités locales en France et dont Orange est concessionnaire, et (ii) à saisir les opportunités potentielles de développement ou de consolidation sur ce marché ;
  - accessoirement, la comptabilisation de surcoûts liés au dispositif de mesures d'accompagnement de certains prestataires de réseaux en France pour 23 millions d'euros (voir également ci-dessus les effets de l'épidémie de Covid-19 sur les achats externes) ;
  - et la constatation de modifications ou de reports temporaires dans les processus d'attribution des licences 5G, notamment en France, en Espagne et en Pologne.

- Sur la valeur des actifs immobilisés du Groupe :

Le Groupe a revu au 30 juin 2020 les indices de perte de valeur de ses zones géographiques et activités. Compte tenu des incidences de l'épidémie et des incertitudes du contexte actuel, les hypothèses clés comme les taux d'actualisation et de croissance, ainsi que les analyses de sensibilité des flux de trésorerie générés par certaines activités, ont été révisées. Ces éléments n'ont pas conduit à constater une dépréciation des actifs au 30 juin 2020 (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

- Sur la trésorerie, la gestion de l'endettement financier et le cash-flow organique des activités télécoms :

Au premier semestre 2020, la crise sanitaire Covid-19 n'a pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers. Ainsi, le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Les couvertures de flux de trésorerie en place, notamment, n'ont pas été remises en cause malgré la crise. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié (voir note 9.5 de l'annexe aux comptes consolidés). Les opérations de financement réalisées au cours du premier semestre 2020 s'inscrivent ainsi dans le cadre de la politique de refinancement active et opportuniste du groupe Orange qui vise à conserver une gestion prudente et anticipée de sa liquidité en optimisant le coût de ses ressources et en maintenant un niveau de trésorerie



élevé. Au 30 juin 2020, la position de liquidité des activités télécoms s'élève ainsi à 16 523 millions d'euros (voir note 10.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Sur le premier semestre 2020, le cash-flow organique des activités télécoms est impacté (i) positivement par le recul des CAPEX économiques, en lien notamment avec le ralentissement du déploiement des réseaux fixes et mobiles pendant la crise sanitaire Covid-19 (voir ci-dessus), et (ii) négativement par l'augmentation de la variation du besoin en fonds de roulement. Orange a pris très tôt la mesure de la crise qui se profilait et a décidé courant mars d'anticiper le paiement des fournisseurs en France, en particulier en accélérant et en systématisant le paiement comptant des factures inférieures à 50 000 euros des petites et moyennes entreprises partenaires, de manière à aider les secteurs économiques les plus impactés. Par ailleurs, Orange a décidé de soutenir ses prestataires de réseaux en France en leur accordant des avances financières (voir notes 5.1 et 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

– Et sur le dividende d'Orange :

Du fait des incertitudes générées par cette crise exceptionnelle, l'Assemblée générale d'Orange du 19 mai 2020 a décidé, sur proposition du Conseil d'administration, la distribution d'un dividende au titre de l'exercice 2019 de 0,50 euro par action au lieu des 0,70 euro par action annoncés précédemment. Compte tenu du versement d'un acompte de 0,30 euro par action versé en décembre 2019, le solde du dividende payé en numéraire le 4 juin 2020 s'est élevé à 0,20 euro par action (voir note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au-delà de la crise sanitaire, le Groupe a engagé un plan qui donne la priorité à l'inclusion digitale, avec un objectif d'amélioration continue des réseaux et une digitalisation accélérée. Les réseaux fixes et mobiles, les accords de partage d'accès réseau et la gestion optimisée du réseau, qui étaient déjà au cœur de la stratégie d'Orange, sont et restent des enjeux majeurs pour le Groupe. Par ailleurs, Orange souhaite notamment accompagner l'accélération de la digitalisation de ses clients et mettre l'accent sur la maison / le foyer avec des choix stratégiques encore plus pertinents. En outre, le Groupe a pour objectif de prioriser ses activités commerciales à venir, de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement et de rattraper autant que possible les retards de livraison et de production.

## Réorganisation du Comité Exécutif du Groupe

Stéphane Richard, Président Directeur Général d'Orange, a annoncé en juin 2020 la réorganisation du Comité Exécutif du Groupe, afin d'accélérer la mise en œuvre d'*Engage 2025*, le nouveau plan stratégique du Groupe. Celle-ci sera effective à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Suite à cette évolution de l'organisation du Comité Exécutif, la présentation des informations sectorielles pourrait être modifiée au second semestre 2020.

## Capitalisation de l'avance du Groupe dans les réseaux

### Réseaux d'accès fixes

Au cours du premier semestre 2020, la crise sanitaire Covid-19 a marqué une inflexion significative des déploiements des réseaux FTTH. Toutefois, le Groupe a poursuivi le déploiement de ses réseaux fixes à très haut débit (THD fixe) avec 8,0 millions de foyers raccordables supplémentaires sur un an. Au 30 juin 2020, Orange comptait ainsi 43,5 millions de foyers raccordables au très haut débit à travers le monde (en croissance de 22,7 % sur un an), dont 19,3 millions en France, 15,1 millions en Espagne et 7,9 millions en Europe (secteur opérationnel).

Que ce soit grâce à l'effort de déploiement en propre ou à l'utilisation de réseaux de tiers, Orange a annoncé fin 2019 son ambition de commercialiser ses offres FTTH dans plus de 65 millions de foyers en Europe d'ici 2023, afin de confirmer son leadership européen sur la fibre. En Espagne, s'agissant des réseaux d'accès fixes permettant l'accès à internet en très haut débit (fibre optique et autres technologies à très haut débit), Orange souhaite accélérer ses déploiements et s'est donné désormais comme objectif de raccorder au très haut débit 18 millions de foyers d'ici la fin 2023 (à travers plusieurs canaux, dont ses propres déploiements), contre 15 millions de foyers annoncés fin 2019. Pour cela, le Groupe a mis en place un financement à travers un programme de location financière avec son partenaire Banco Santander.

### Réseaux d'accès mobiles

En janvier 2020, Orange France a sélectionné Nokia et Ericsson comme équipementiers 5G au terme de plusieurs mois de test. Ce partenariat porte sur un ensemble de produits et services permettant le déploiement du réseau 5G sur tout le territoire métropolitain. Partenaires industriels de longue date, ces deux sociétés ont démontré la qualité de leurs produits sur les réseaux 2G / 3G / 4G et partagent les mêmes valeurs qu'Orange, à savoir l'accompagnement et la qualité de l'expérience client. Le déploiement de la 5G est l'un des piliers majeurs du plan stratégique *Engage 2025*.

En février 2020, Orange et Free ont signé un avenant prolongeant la période d'extinction de l'itinérance nationale de Free mobile sur les réseaux 2G et 3G d'Orange jusqu'au 31 décembre 2022. Cet avenant est en cours d'examen par l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) qui en a informé les acteurs du marché le 3 avril 2020.

### Réseaux de transmission

En février 2020, Orange a annoncé s'être associé avec Telxius (filiale de Telefónica) pour collaborer à l'extension des liaisons terrestres du câble transatlantique "Dunant" de Google. Orange et Telxius offriront et exploiteront des services de colocalisation dans leurs



stations d'atterrissage respectives situées de chaque côté de l'Atlantique. Cet accord permettra de renforcer les capacités de connectivité du Groupe pour ses clients internationaux en Europe et en Amérique et son leadership international sur le marché de la vente en gros. La mise en service du câble Dunant, long de 6 600 kilomètres, est prévue avant la fin 2020 et permettra de répondre à la demande croissante des données échangées entre les deux continents.

Orange a également annoncé en mai 2020 sa participation dans le projet 2Africa. Ce projet, porté par un consortium international, doit permettre la création d'un câble sous-marin de 37 000 kilomètres tout autour de l'Afrique afin d'améliorer l'accès à internet de ce continent et du Moyen-Orient. La mise en service du câble est prévue pour 2023 ou 2024.

En avril 2020, Orange Marine et sa filiale italienne Elettra ont par ailleurs mis à l'eau un nouveau navire, l'"Urbano Monti". Ce navire permettra de réaliser des études de routes sous-marines, étape clé pour choisir les tracés de câbles. Orange continue de renforcer son expertise dans les services maritimes dédiés aux câbles sous-marins avec cette nouvelle activité qui vient s'ajouter aux missions classiques d'installation et de maintenance.

### Achat de capacité satellitaire

En juillet 2020, Orange a annoncé l'achat à Eutelsat Communications de l'intégralité de la capacité disponible sur le satellite Eutelsat Konnect pour couvrir toute la France. Grâce à la technologie satellite, tous les clients grand public d'Orange qui le souhaitent, y compris ceux vivant dans les zones les plus isolées, pourront bénéficier dès janvier 2021 du très haut débit fixe par satellite. Cet accord s'inscrit dans la droite ligne du Plan France Haut / Très Haut Débit adopté par le gouvernement dans le but de déployer un service haut débit d'au moins 30 Mégabits / seconde sur l'ensemble du territoire français d'ici 2022. Le service sera distribué par la filiale Nordnet d'Orange, premier distributeur français de services internet par satellite depuis 2008.

## Accélération sur les territoires porteurs de croissance

### Afrique & Moyen-Orient

Orange a inauguré début janvier 2020 le nouveau siège de sa filiale Orange Middle East and Africa à Casablanca, au Maroc. Acteur dans la région africaine depuis plus de 20 ans, Orange souhaite y devenir l'opérateur multiservices préféré des populations. Pour réussir, Orange doit créer ses nouveaux services depuis l'Afrique en se rapprochant des clients pour s'adapter aux spécificités locales et répondre au mieux à leurs besoins.

Dans cette optique, Orange a notamment annoncé en février 2020 avoir investi, via sa filiale Orange Digital Ventures, dans la *marketplace* panafricaine, Gebeya, spécialisée dans la formation et le placement des futurs talents de la Tech africaine. De même, au mois de mars 2020, Orange Digital Ventures a investi dans Youverify, start-up spécialisée dans la vérification d'identité et d'adresses.

### Services financiers sur mobile (Orange Money – Orange Bank)

En mars 2020, Orange Bank a élargi ses services et a franchi un nouveau cap dans sa politique d'offres croisées avec Orange en intégrant dans son activité la filiale Orange Courtage qui propose notamment des assurances pour terminaux mobiles auprès de 450 000 clients particuliers et 150 000 clients professionnels. Cette intégration permet à Orange Bank de devenir courtier en assurance et de pouvoir proposer à l'avenir de nouveaux produits d'assurance. Orange Bank compte désormais un million de clients, comptes, crédit et assurance.

En Afrique, la stratégie d'Orange dans les services financiers mobiles vise à offrir des solutions accessibles au plus grand nombre quel que soit leur niveau de revenu ou leur lieu d'habitation.

En mars 2020, Orange a ainsi annoncé le lancement d'Orange Money au Maroc. Ce service permet aux marocains d'utiliser leur téléphone comme moyen de paiement et de transfert d'argent et facilite ainsi les échanges. Aujourd'hui, le service Orange Money est désormais disponible dans tous les pays d'Afrique & Moyen-Orient. De plus, depuis le mois de mai 2020, les clients Orange Money peuvent transférer de l'argent depuis la France vers le Maroc ou le Burkina Faso, en temps réel et de façon sécurisée, directement sur un compte Orange Money. Au 30 juin 2020, Orange Money compte 54 millions de clients, dont 19,6 millions de clients actifs utilisant le service chaque mois, dans 16 pays (hors entités mises en équivalence).

Par ailleurs, Orange et NSIA, leader de la bancassurance, ont annoncé en juillet 2020 le lancement des activités commerciales d'Orange Bank Africa à Abidjan en Côte d'Ivoire. Dès son lancement, Orange Bank Africa proposera, à travers le canal Orange Money, une offre d'épargne et de micro crédit permettant d'emprunter à partir de 5 000 francs CFA de façon instantanée depuis son mobile. Orange Bank Africa a vocation à s'étendre au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. L'objectif d'Orange Bank Africa est de devenir l'acteur de référence de l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest.

### Services aux opérateurs

En juillet 2020, Orange Wholesale France est devenu le premier opérateur de gros à proposer la e-SIM (carte SIM dématérialisée) pour les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) *light*. Grâce au partenariat avec Orange, Prixtel deviendra le premier MVNO sur le marché français à proposer la e-SIM à ses clients grand public dès l'été 2020. Par cette démarche, Orange Wholesale France souhaite devenir le partenaire préféré des opérateurs de France, notamment en les accompagnant dans la digitalisation des parcours des clients.

## Orange, employeur digital et humain

En février 2020, Orange a annoncé vouloir investir plus de 1,5 milliard d'euros dans un programme de développement des compétences et de reconversion professionnelle. Le Groupe a choisi de placer le défi des compétences au cœur du plan *Engage 2025* et, pour relever ce défi, a défini trois grandes priorités : renforcer son expertise tech, développer la pratique et les usages de la *data* et offrir à chaque salarié l'opportunité de développer ses compétences générales (*soft skills*).

## Evolution du portefeuille d'actifs

Comme annoncé en février 2020, Orange Business Services a lancé le 28 mai 2020 une offre publique de retrait obligatoire visant à acquérir la totalité des actions Business & Decision non encore détenues par le Groupe, représentant 6,38 % du capital. A la clôture de l'offre, le 8 juillet, Orange détenait 95,75 % du capital et 97,22 % des droits de vote de Business & Decision. L'offre a été suivie du retrait de cote effectif des actions de Business & Decision le 13 juillet 2020 (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

## Lancement du programme d'efficacité opérationnelle *Scale Up*

Afin de sécuriser l'atteinte de ses objectifs, Orange s'est engagé fin 2019 à réaliser d'ici 2023 des économies nettes d'un milliard d'euros sur un périmètre délimité de coûts indirects des activités télécoms de 14 milliards d'euros à fin 2019 (périmètre délimité de coûts indirects des activités télécoms à fin 2019 de 14 milliards d'euros excluant (i) la totalité des coûts indirects d'Afrique & Moyen-Orient et (ii) les charges de personnel, et les autres charges de réseau et charges informatiques des activités de services d'intégration et des technologies de l'information d'Entreprises). A cette fin, Orange a lancé au cours du premier semestre 2020 le programme d'efficacité opérationnelle *Scale Up*.

### 1.1.4 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes

Pour l'exercice 2020, Orange confirme qu'il ne prévoit pas de déviation significative par rapport à ses objectifs financiers :

- Compte tenu des informations détenues et des trajectoires anticipées à ce jour, le Groupe anticipe ainsi désormais un léger recul de l'EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) en 2020 autour de -1% en incluant tous les effets liés à l'épidémie de Covid-19. Il est à noter que, hors impact Covid-19, l'EBITDAaL aurait été comme prévu stable positif.
- Etant donné les retards dans les investissements constatés à date, le niveau des CAPEX économiques (voir section 1.5.3 *eCAPEX*) sera en recul, compensant le recul de l'EBITDAaL.
- Ainsi, l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" (voir section 1.5.4 *EBITDAaL – eCAPEX*) du Groupe sera stable en 2020.
- L'engagement du Groupe de dépasser 2,3 milliards d'euros de cash-flow organique des activités télécoms reste inchangé.
- L'objectif d'un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.7 *Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms*) est maintenu autour de 2x à moyen terme.

L'atteinte de ces objectifs est toutefois soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Compte tenu des grandes incertitudes qui subsistent à la date de publication du présent rapport sur l'évolution de la situation sanitaire et économique, Orange restera particulièrement attentif aux revenus des services aux entreprises et de l'itinérance (*roaming*) internationale, aux ventes d'équipements, ainsi qu'aux provisions pour risques clients et aux encaissements clients.

En outre, l'épidémie de Covid-19 pourrait aggraver les risques de toute nature auxquels est confronté le Groupe, tels que décrits à la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2019, et notamment :

- S'agissant des risques opérationnels :
  - augmenter la pression tarifaire exercée par certains concurrents d'Orange ;
  - durcir la position des régulateurs sectoriels ;
  - contribuer à la mise en place de sanctions économiques visant certains fournisseurs critiques d'Orange et augmenter de ce fait les risques liés à la forte concentration de ces fournisseurs ;
  - aggraver l'exposition d'Orange à des risques géopolitiques ou macroéconomiques ;
  - entraîner une dégradation de la qualité de service sur les réseaux d'Orange du fait de l'augmentation significative du trafic ;
  - et contribuer à faire évoluer le positionnement stratégique d'acteurs mondiaux de la sphère technologique.
- S'agissant des risques juridiques :
  - provoquer des changements législatifs ou réglementaires, notamment en ce qui concerne l'alourdissement de taxes ou l'attribution de licences ;
  - et contribuer à l'augmentation des litiges impliquant Orange.
- S'agissant des risques financiers :
  - renchérir l'accès du Groupe aux marchés de capitaux ;

- et entraîner une baisse de la valeur des écarts d'acquisitions ou des actifs immobilisés.
- Et s'agissant des risques extra-financiers :
  - favoriser l'accroissement des attaques dans le domaine de la cybersécurité ;
  - et avoir des incidences psychologiques sur les salariés d'Orange du fait de l'isolement et du travail à distance favorisés par les mesures de confinement prises par les autorités publiques et relayées par le Groupe.

Orange versera un acompte sur le dividende 2020 de 0,30 euro en numéraire le 9 décembre 2020. La décision sur le solde du dividende 2020 sera annoncée entre les dates de publication des résultats du 3<sup>ème</sup> et du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020. Une distribution de 0,70 euro par action reste toujours l'objectif du Groupe, y compris au titre de l'année 2020 ; la décision définitive sera prise ultérieurement en fonction de la situation.

## 1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe

### 1.2.1 Chiffre d'affaires du Groupe

#### 1.2.1.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par secteur <sup>(2)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
France	9 024	8 880	8 874	1,6 %	1,7 %
Espagne	2 503	2 624	2 624	(4,6)%	(4,6)%
Europe	2 729	2 774	2 789	(1,6)%	(2,1)%
Afrique & Moyen-Orient	2 845	2 742	2 737	3,8 %	3,9 %
Entreprises	3 859	3 908	3 770	(1,3)%	2,3 %
Opérateurs internationaux & Services partagés	728	746	747	(2,4)%	(2,4)%
Eliminations	(920)	(971)	(968)		
<b>Total Groupe</b>	<b>20 769</b>	<b>20 703</b>	<b>20 573</b>	<b>0,3 %</b>	<b>1,0 %</b>

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Chiffre d'affaires par offre <sup>(2)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Services convergents	3 645	3 502	3 495	4,1 %	4,3 %
Services mobiles seuls	5 122	5 182	5 204	(1,2)%	(1,6)%
Services fixes seuls	4 673	4 767	4 764	(2,0)%	(1,9)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 555	1 479	1 334	5,1 %	16,5 %
Services aux opérateurs	4 062	3 861	3 863	5,2 %	5,2 %
Ventes d'équipements	1 184	1 424	1 428	(16,9)%	(17,1)%
Autres revenus	529	487	485	8,6 %	8,9 %
<b>Total Groupe</b>	<b>20 769</b>	<b>20 703</b>	<b>20 573</b>	<b>0,3 %</b>	<b>1,0 %</b>

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 20 769 millions d'euros, soit une hausse de 1,0 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019.

En **données historiques**, l'augmentation de 1,0 % du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, soit une hausse de 196 millions d'euros, s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 112 millions d'euros, et qui comprend principalement (i) l'effet des acquisitions en juillet 2019 de SecureLink pour 122 millions d'euros, et dans une moindre mesure, de BKM pour 19 millions d'euros, en partie compensé par l'effet de la cession d'Orange Niger en novembre 2019 pour 34 millions d'euros ;
- par l'effet positif des variations de change, qui représente 18 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne et du dollar américain par rapport à l'euro et partiellement contrebalancée par l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 66 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 66 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, soit une progression de 0,3 %, résulte principalement :

- de l'augmentation de 144 millions d'euros du chiffre d'affaires en **France** (soit une hausse de 1,6 %). Cette évolution s'explique principalement :
  - par la croissance des services fixes aux opérateurs, relative principalement à l'activité de construction, d'exploitation et de commercialisation des réseaux de fibre optique (avec la progression des locations de lignes aux opérateurs tiers, des co-financements et de la construction des Réseaux d'Initiative Publique ou RIP), et ce malgré les retards dans la construction des RIP en raison de la crise sanitaire Covid-19,
  - par le développement des services convergents (tirée à la fois par la progression de la base de clients et par la hausse de l'ARPO convergent sur 6 mois, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*),
  - par la progression des autres revenus (démarrage des déploiements de sites mobiles en *build-to-suit*), et dans une moindre mesure, par la hausse des services fixes seuls haut débit,
  - en partie compensés (i) par le fort recul des ventes d'équipements lié à la crise sanitaire Covid-19, avec la fermeture des boutiques en France pendant la période de confinement, (ii) par la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit (téléphonie classique), (iii) par la diminution des services mobiles aux opérateurs (itinérance nationale), et (iv) par la décroissance des services mobiles seuls (migration des offres avec forfaits vers les offres convergentes et décroissance structurelle des offres prépayées) ;
- et de la progression de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Afrique & Moyen-Orient** (soit une hausse de 3,8 %), portée en majeure partie par la croissance des services de données, et dans une moindre mesure, d'Orange Money, et ce malgré les pertes de revenus enregistrées dans cette zone en raison de la crise sanitaire Covid-19. La croissance de la zone est tirée essentiellement par les bonnes performances du sous-groupe Côte d'Ivoire (dans tous les pays), de l'Egypte et du sous-groupe Sonatel (principalement la Guinée).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la baisse de 121 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Espagne** (soit une décroissance de 4,6 %), dans un contexte d'intensité promotionnelle et de forte concurrence sur l'entrée de marché mobile et sur le haut débit fixe. Ce recul reflète principalement (i) la diminution des services mobiles seuls, et dans une moindre mesure, la baisse des services convergents, du fait de la polarisation des offres et du glissement général du marché vers les offres à bas coûts, et (ii) un important recul des ventes d'équipements, en raison de la baisse significative des volumes liée à la crise sanitaire Covid-19 (fermeture des boutiques) et d'une baisse en gamme des terminaux vendus, (ii) partiellement compensés par la progression des services aux opérateurs, tirée en grande partie par le développement du trafic international ;
- par la diminution de 49 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Entreprises** (soit une baisse de 1,3 %), essentiellement liée (i) au recul des services et équipements mobiles, impactés par la crise sanitaire Covid-19, (ii) à la baisse tendancielle des services de voix, et (iii) accessoirement, à la diminution des services de données (principalement les services de télédiffusion satellitaire), (iv) en partie compensés par la progression des services d'intégration et des technologies de l'information (principalement les services de cloud et de sécurité) ;
- par la décroissance de 44 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Europe** (soit une baisse de 1,6 %), en raison essentiellement :
  - (i) de la baisse significative des ventes d'équipements dans tous des pays à l'exception de la Moldavie, résultant de la crise sanitaire Covid-19 (fermetures des boutiques, restrictions des déplacements...), (ii) de la diminution des services mobiles seuls, principalement en Belgique, en Roumanie et en Slovaquie, en lien notamment avec la migration des clients vers les offres convergentes, (iii) de la décroissance des autres revenus en Pologne (ventes d'énergie), en Roumanie et en Belgique (baisse d'activité du fait de la crise sanitaire Covid-19), et dans une moindre mesure, (iii) de la diminution des services mobiles aux opérateurs (en particulier en Belgique et en Roumanie, en lien avec la crise sanitaire Covid-19) et (iv) de la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit en Pologne (recul de la téléphonie classique),
  - en partie compensées (i) par la progression significative des services convergents dans tous les pays, tirée notamment par la croissance de la base de clients, et (ii) par l'augmentation des services d'intégration et des technologies de l'information, principalement en Pologne, et dans une moindre mesure, en Roumanie ;
- et par le recul de 18 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Opérateurs internationaux & Services partagés** (soit une baisse de 2,4 %), sous l'effet principalement de la crise sanitaire Covid-19 (arrêt des déplacements et des voyages à l'international, réduction des flux sur les corridors voix) et du recul de l'activité relative aux opérateurs internationaux.

S'agissant en particulier des effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe, voir section 1.1.3 *Faits marquants*.

## 1.2.1.2 Nombre de clients

Nombre de clients (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2020	2019	2019	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable <sup>(1)</sup>	données historiques	données à base comparable <sup>(1)</sup>	données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	10 814	10 588	10 588	2,1 %	2,1 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles <sup>(2)</sup></b>	<b>207 956</b>	<b>204 155</b>	<b>206 874</b>	<b>1,9 %</b>	<b>0,5 %</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	19 233	18 654	18 654	3,1 %	3,1 %
Accès mobiles seuls	188 722	185 501	188 219	1,7 %	0,3 %
Dont : Clients avec forfaits	75 094	72 730	72 790	3,3 %	3,2 %
Clients avec offres prépayées	132 862	131 425	134 083	1,1 %	(0,9)%
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes</b>	<b>45 120</b>	<b>46 025</b>	<b>46 026</b>	<b>(2,0)%</b>	<b>(2,0)%</b>
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	29 322	29 892	29 894	(1,9)%	(1,9)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	20 971	20 353	20 355	3,0 %	3,0 %
Dont : Accès très haut débit (THD)	8 421	7 028	7 030	19,8 %	19,8 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	10 814	10 588	10 588	2,1 %	2,1 %
Accès fixes seuls	10 158	9 765	9 766	4,0 %	4,0 %
Nombre d'accès fixes bas débit	8 351	9 539	9 539	(12,5)%	(12,5)%
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	15 797	16 132	16 132	(2,1)%	(2,1)%
<b>Total Groupe <sup>(3)</sup></b>	<b>253 076</b>	<b>250 180</b>	<b>252 900</b>	<b>1,2 %</b>	<b>0,1 %</b>

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Nombre de clients des services mobiles et des services fixes.

Au premier trimestre 2020, le Groupe a modifié la méthode de comptabilisation de ses accès. Cette évolution résulte principalement d'un changement de méthodologie d'agrégation des bases (et non des bases elles-mêmes), accessoirement d'une harmonisation entre les pays, et enfin de l'intégration des bases d'accès *Wholesale* FTTH.

Auparavant, le Groupe distinguait (i) les clients des services mobiles, (ii) les clients des services fixes haut débit et (iii) ceux de la téléphonie fixe. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Groupe distingue désormais (i) les accès mobiles (bases inchangées) et (ii) les accès fixes qui incluent les accès fixes haut débit (bases inchangées) et les accès fixes bas débit. En outre, les accès fixes intègrent dorénavant les accès *Wholesale* FTTH en France et en Espagne (lignes en cofinancement et location à la ligne).

Sur le total des accès du Groupe, ce changement entraîne une baisse nette de 13,4 millions des accès du Groupe au 30 juin 2019, au titre (i) de la suppression de doubles comptages (principalement les clients des services fixes haut débit sans accès au Réseau Téléphonique Commuté (RTC) qui étaient comptés dans les bases de clients des services fixes haut débit et dans les bases de clients de la téléphonie fixe), (ii) de la comptabilisation du parc RTC en nombre d'accès (et non plus en nombre de lignes), (iii) d'alignements de méthodologie entre les pays, et (iv) de l'intégration des bases d'accès *Wholesale* FTTH.

Les données des périodes précédentes ont été ajustées sur cette base.

## 1.2.2 EBITDAaL du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDAaL du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans les notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019	2019	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable <sup>(1)</sup>	données historiques	données à base comparable <sup>(1)</sup>	données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 769</b>	<b>20 703</b>	<b>20 573</b>	<b>0,3 %</b>	<b>1,0 %</b>
Achats externes <sup>(2)</sup>	(8 557)	(8 639)	(8 562)	(0,9)%	(0,1)%
Autres produits et charges opérationnels <sup>(2) (3)</sup>	(3)	151	146	na	na
Charges de personnel <sup>(2) (3)</sup>	(4 342)	(4 375)	(4 320)	(0,7)%	0,5 %
Impôts et taxes d'exploitation <sup>(2) (3)</sup>	(1 232)	(1 206)	(1 207)	2,1 %	2,1 %
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	(3)	(3)	ns	ns
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation <sup>(3)</sup>	(642)	(609)	(609)	5,4 %	5,4 %
Perte de valeur des droits d'utilisation <sup>(3)</sup>	-	(0)	-	na	na
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(4)</sup>	(1)	(0)	-	492,0 %	492,0 %
Intérêts sur dettes locatives <sup>(3) (4)</sup>	(56)	(61)	(60)	(7,6)%	(6,5)%
<b>EBITDAaL</b>	<b>5 914</b>	<b>5 960</b>	<b>5 958</b>	<b>(0,8)%</b>	<b>(0,7)%</b>

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Données ajustées (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2020, l'EBITDAaL du groupe Orange ressort à 5 914 millions d'euros (dont 5 986 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 72 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank), en baisse de 0,7 % en données historiques



et de 0,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019. Le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 28,8 % au premier semestre 2020, en baisse de 0,5 point en données historiques et de 0,3 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019.

En **données historiques**, la diminution de 0,7 % de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, soit une baisse de 44 millions d'euros, intègre (i) l'effet positif des variations de change qui s'établit à 11 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, (ii) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 9 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 46 millions d'euros de l'EBITDAaL.

En **données à base comparable**, la diminution de 0,8 %, soit 46 millions d'euros, de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, s'explique principalement :

- par l'augmentation de 6,3 %, soit 100 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) dans quasiment tous les pays, du fait essentiellement de la hausse des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, ainsi que des charges informatiques, liée notamment à la crise sanitaire Covid-19, à la progression de l'activité dans les services d'intégration et des technologies de l'information (en particulier pour les services aux Entreprises), et à la poursuite des déploiements des réseaux et des programmes de transformation dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- par la croissance de 6,2 %, soit 83 millions d'euros, des autres achats externes (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), essentiellement en France, qui s'explique (i) par la progression des achats pour revente liés à l'activité de construction des Réseaux d'Initiative Publique (RIP), et (ii) par les effets de la crise sanitaire Covid-19, avec les achats relatifs à l'hygiène et à la sécurité des personnels, en partie compensés par la baisse des frais généraux (frais de mission, de réception et de véhicules) dans la majeure partie des pays ;
- par la hausse de 3,7 %, soit 82 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), résultant principalement de l'augmentation des charges d'interconnexion, particulièrement en France, en Espagne et en Pologne, en lien avec la crise sanitaire Covid-19 ;
- par la progression de 41,9 %, soit 81 millions d'euros, des autres charges opérationnelles ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés), qui résulte essentiellement de la hausse des dépréciations et pertes sur créances clients (en particulier en France et pour les services aux Entreprises) en raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (voir note 5.1 et 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés), et accessoirement, au contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2019, de reprises de provisions suite à l'évolution favorable de litiges ;
- par le recul de 21,2 %, soit 73 millions d'euros, des autres produits opérationnels ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), particulièrement marquée en France et en Espagne, qui découle notamment de la baisse des refacturations liées aux partages de réseau, des produits reçus sur litiges et des produits sur dommages aux lignes ;
- et dans une moindre mesure, (i) par la progression de 33 millions d'euros des dotations aux amortissements des droits d'utilisation (effets de l'indexation des loyers, nouveaux baux...), (ii) par l'augmentation de 2,1 %, soit 26 millions d'euros, des impôts et taxes d'exploitation ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), essentiellement en France (notamment l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux, IFER), et (iii) par la hausse de 18 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs financés (décodeurs en France financés par un intermédiaire bancaire).

Ces évolutions défavorables sont en partie compensées :

- par la baisse de 10,1 %, soit 347 millions d'euros, des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), du fait (i) de la forte diminution des charges commerciales et coûts d'équipements dans tous les pays à l'exception des pays d'Afrique & Moyen-Orient, en raison des conséquences de la crise sanitaire Covid-19 (fermetures des boutiques), (ii) partiellement compensée par la hausse des coûts de contenus en Espagne (liée en grande partie à l'augmentation des droits relatifs au football) et en Europe ;
- par la progression de 0,3 % du chiffre d'affaires, soit 66 millions d'euros ;
- et par le recul de 0,7 %, soit 33 millions d'euros, des charges de personnel ajustées (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*). Entre les deux périodes, l'effet de la baisse de 1,7 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), représentant une diminution de 2 306 employés en équivalent temps plein (essentiellement en France et en Pologne), compense notamment l'effet des politiques salariales en France et à l'international et le versement à certains salariés de primes spécifiques en lien avec la crise sanitaire Covid-19 (en particulier les primes pour l'engagement des salariés ayant poursuivi leur activité sur site).

Au cours du premier semestre 2020, 160 millions d'euros ont été comptabilisés au titre des principaux surcoûts spécifiques engendrés par la gestion de la crise sanitaire. S'agissant en particulier des effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe, voir section 1.1.3 *Faits marquants*.

### 1.2.3 Résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDAaL au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans les notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données historiques
<b>EBITDAaL</b>	<b>5 914</b>	<b>5 958</b>
Principaux litiges	(169)	(65)
Charges spécifiques de personnel	(28)	(46)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	59	68
Coûts des programmes de restructuration	(19)	(75)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(10)	(10)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 549)	(3 500)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	2
Perte de valeur des actifs immobilisés	1	-
Résultat des entités mises en équivalence	(6)	(4)
Neutralisation des intérêts sur dettes liés aux actifs financés <sup>(1)</sup>	1	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives <sup>(1)</sup>	56	60
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 249</b>	<b>2 388</b>

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2020, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 2 249 millions d'euros (dont 2 336 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 87 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank) contre 2 388 millions d'euros au premier semestre 2019 en données historiques, soit une baisse de 5,8 % représentant 139 millions d'euros. En données historiques, cette diminution s'explique principalement :

- par l'augmentation de 104 millions d'euros de la charge nette sur principaux litiges, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux ;
- par l'accroissement de 49 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, essentiellement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en raison notamment du déploiement des réseaux mobiles et fixes, et de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro entre les deux semestres), en Pologne (en lien avec le déploiement des réseaux mobiles et fixes) et pour les services aux Entreprises (en particulier du fait des acquisitions de SecureLink et de SecureData en 2019) ;
- et par le recul de 44 millions d'euros de l'EBITDAaL en données historiques ;
- en partie compensés par la baisse de 56 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration, principalement pour les services partagés (optimisation du patrimoine immobilier) et en France.

## 1.2.4 Résultat net du Groupe

(au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données historiques
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 249</b>	<b>2 388</b>
Coût de l'endettement financier brut (hors actifs financés)	(569)	(575)
Intérêts sur dettes liés aux actifs financés <sup>(1)</sup>	(1)	-
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	1	4
Gain (perte) de change	(115)	(2)
Intérêts sur dettes locatives <sup>(1)</sup>	(56)	(60)
Autres produits et charges financiers	(3)	14
Effets liés à la participation dans BT	-	(119)
<b>Résultat financier</b>	<b>(742)</b>	<b>(738)</b>
Impôt sur les sociétés	(491)	(513)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 016</b>	<b>1 137</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	927	1 039
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	88	98

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2020, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 1 016 millions d'euros, contre 1 137 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de 121 millions d'euros. Cette diminution s'explique (i) principalement par le recul de 139 millions d'euros du résultat d'exploitation, et (ii) accessoirement, par la légère dégradation de 4 millions d'euros du résultat financier, (iii) en partie compensée par la diminution de 22 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

L'évolution du résultat financier entre les deux périodes intègre principalement (i) le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2019, d'une charge de 119 millions d'euros au titre de la participation détenue dans BT Group jusqu'en 2019, (ii) compensé en grande partie par la comptabilisation, au premier semestre 2020, d'une perte de change de 115 millions d'euros lié essentiellement à l'effet de la revalorisation des dérivés de transaction détenus en couverture économique des nominaux des titres subordonnés libellés en livres sterling et enregistrés en capitaux propres pour leur valeur historique (voir notes 9.2 et 12.6 de l'annexe aux comptes consolidés).



Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 927 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 1 039 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une diminution de 112 millions d'euros.

## 1.2.5 Résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé du Groupe est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé des comptes consolidés*.

## 1.2.6 Investissements du Groupe

Investissements incorporels et corporels <sup>(2)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
eCAPEX	3 156	3 502	3 509	(9,9)%	(10,1)%
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés <sup>(3)</sup>	197	131	131	50,6 %	50,2 %
Licences de télécommunication	42	507	510	(91,6)%	(91,7)%
Actifs financés <sup>(4)</sup>	117	66	66	78,1 %	78,1 %
<b>Total Groupe</b>	<b>3 513</b>	<b>4 205</b>	<b>4 216</b>	<b>(16,5)%</b>	<b>(16,7)%</b>

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés inclus dans les CAPEX économiques (eCAPEX).

(4) Les actifs financés comprennent les décodeurs (*set-up box*) en France financés par un intermédiaire bancaire et qui répondent au critère normatif de la définition d'une immobilisation selon IAS 16.

Entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, le recul des investissements incorporels et corporels du Groupe résulte à la fois de la baisse des dépenses relatives aux licences de télécommunication et de la diminution des investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication. S'agissant en particulier des effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe, voir section 1.1.3 *Faits marquants*.

Les investissements financiers (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) du Groupe s'élèvent à 33 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 154 millions d'euros au premier semestre 2019 (voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés* et section 1.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*).

### 1.2.6.1 CAPEX économiques

Au premier semestre 2020, les CAPEX économiques du groupe Orange représentent 3 156 millions d'euros (dont 3 142 millions d'euros au titre des activités télécoms et 14 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank), en baisse de 10,1 % en données historiques et de 9,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019. Le ratio de CAPEX économiques rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 15,1 % au premier semestre 2020, en baisse de 1,9 point en données historiques et de 1,7 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2019.

En **données historiques**, la diminution de 10,1 % des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, soit une baisse de 353 millions d'euros, s'explique (i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 7 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit un recul de 346 millions d'euros des CAPEX économiques.

En **données à base comparable**, la diminution de 346 millions d'euros des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, soit un recul de 9,9 %, s'explique principalement :

- par l'augmentation des financements externes entre les deux périodes. Les investissements du Groupe bénéficient de cofinancements reçus des autres opérateurs et de subventions, notamment en France, en Espagne et en Pologne ;
- par l'inflexion des investissements sur le premier semestre 2020 en raison de la crise sanitaire Covid-19, qui a notamment entraîné :
  - d'importants retards sur les déploiements des réseaux fixes et mobiles à très haut débit (fibre optique et 4G / 5G, voir section 1.1.3 *Faits marquants*), en particulier en France et en Espagne, et dans une moindre mesure, en Europe (principalement en Pologne). En France, la progression des investissements bruts réalisés dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH entre les deux périodes est notamment ralentie par la crise sanitaire Covid-19,
  - et de façon plus générale, (i) des retards sur le déploiement des autres réseaux tant fixes que mobiles, et (ii) des décalages dans les projets d'investissements liés à l'informatique et les projets d'équipements installés chez les clients ;
- par la progression des cessions d'actifs immobilisés :
  - en Espagne, dans le cadre de la cession de 1 500 sites mobiles non stratégiques à Cellnex pour 260 millions d'euros (dont 75 millions d'euros au premier semestre 2020), annoncée en décembre 2019,
  - en France, avec notamment la cession de prises FTTH à SFR au cours du premier semestre 2020, suite à l'accord conclu en mai 2018 entre Orange et SFR (accord ayant conduit à ce qu'Orange se retire de 236 communes sur le périmètre de sa zone AMII, au profit de SFR),

- partiellement compensées par la baisse des cessions réalisées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier, essentiellement pour les services partagés (et liée au contre-effet des importantes cessions réalisées au premier semestre 2019 et aux retards dans les projets de restructuration immobilière du fait de la crise sanitaire Covid-19) ;
- et par la baisse des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, essentiellement en France, et dans une moindre mesure, pour les services aux Entreprises ;
- en partie compensés par la progression des investissements dans les réseaux des pays d'Afrique & Moyen-Orient (Egypte, Botswana, Maroc, Burkina Faso...), et relatifs principalement aux réseaux à très haut débit mobile et fixe (4G et fibre optique).

Au 30 juin 2020, le Groupe compte 43,5 millions de foyers raccordables au très haut débit (en croissance de 22,7 % sur un an), dont 19,3 millions en France, 15,1 millions en Espagne, 4,6 millions en Pologne et 2,5 millions en Roumanie (notamment dans le cadre de l'accord de partage croisé des réseaux avec Telekom Romania).

### 1.2.6.2 Licences de télécommunication

Au premier semestre 2020, les licences de télécommunication s'élèvent à 42 millions d'euros et concernent principalement (i) la Roumanie pour 30 millions d'euros (avec le renouvellement de la licence 3G dans la bande de fréquences 2 100MHz), et (ii) le Maroc pour 9 millions d'euros (réallocation de fréquence 4G dans la bande de fréquences 800 MHz).

Au premier semestre 2019, les licences de télécommunication s'élevaient à 510 millions d'euros en **données historiques** et concernaient essentiellement (i) l'Espagne pour 297 millions d'euros, (ii) le Burkina Faso pour 119 millions d'euros, avec l'acquisition d'une licence technologiquement neutre 2G / 3G / 4G, et (iii) la Guinée pour 82 millions d'euros, comprenant, d'une part, le renouvellement de la licence actuelle avec des ressources spectrales supplémentaires et l'acquisition d'une licence 4G, et d'autre part, l'acquisition d'une nouvelle licence technologiquement neutre 2G / 3G / 4G.

Par ailleurs, les licences de télécommunication peuvent donner lieu, dans certains cas, à des redevances annuelles comptabilisées en impôts et taxes d'exploitation dans le *Compte de résultat consolidé*.

## 1.3 Analyse par secteur opérationnel

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2020, 2019 en données à base comparable et 2019 en données historiques.

Pour plus de détails concernant les informations sectorielles, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

<b>Exercices clos le 31 décembre</b> (en millions d'euros)	<b>France</b>	<b>Espagne</b>	<b>Europe</b>	<b>Afrique &amp; Moyen-Orient</b>
<b>30 juin 2020</b>				
Chiffre d'affaires	9 024	2 503	2 729	2 845
EBITDAaL	3 301	728	730	935
Résultat d'exploitation	1 557	228	173	456
eCAPEX	1 635	392	369	449
Licences de télécommunication	0	3	30	9
Nombre moyen d'employés	51 909	7 017	20 089	14 440
<b>30 juin 2019 - Données à base comparable (1)</b>				
Chiffre d'affaires	8 880	2 624	2 774	2 742
EBITDAaL	3 284	787	699	872
eCAPEX	1 862	529	401	420
Licences de télécommunication	0	297	0	209
Nombre moyen d'employés	54 117	6 884	21 267	14 463
<b>30 juin 2019 - Données historiques</b>				
Chiffre d'affaires	8 874	2 624	2 789	2 737
EBITDAaL	3 281	787	708	868
Résultat d'exploitation	1 649	254	170	435
eCAPEX	1 862	529	407	418
Licences de télécommunication	-	297	-	213
Nombre moyen d'employés	54 133	6 884	21 072	14 912

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Entreprises	Opérateurs Internationaux & Services Partagés	Eliminations Activités télécoms	Total Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations Groupe	Total Groupe
3 859	728	(918)	<b>20 771</b>	-	(1)	<b>20 769</b>
471	(179)	-	<b>5 986</b>	(72)	1	<b>5 914</b>
267	(345)	-	<b>2 336</b>	(87)	1	<b>2 249</b>
174	123	-	<b>3 142</b>	14	-	<b>3 156</b>
0	0	-	<b>42</b>	-	-	<b>42</b>
27 116	12 682	-	<b>133 254</b>	831	-	<b>134 085</b>
3 908	746	(969)	<b>20 705</b>	-	(2)	<b>20 703</b>
578	(183)	-	<b>6 037</b>	(78)	1	<b>5 960</b>
200	73	-	<b>3 486</b>	16	-	<b>3 502</b>
-	0	-	<b>507</b>	-	-	<b>507</b>
26 235	12 592	-	<b>135 557</b>	835	-	<b>136 391</b>
3 770	747	(966)	<b>20 575</b>	-	(2)	<b>20 573</b>
565	(174)	-	<b>6 035</b>	(78)	1	<b>5 958</b>
360	(393)	-	<b>2 475</b>	(88)	1	<b>2 388</b>
197	80	-	<b>3 493</b>	16	-	<b>3 509</b>
-	-	-	<b>510</b>	-	-	<b>510</b>
25 420	12 549	-	<b>134 970</b>	834	-	<b>135 804</b>

### 1.3.1 France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	9 024	8 880	8 874	1,6 %	1,7 %
EBITDAaL	3 301	3 284	3 281	0,5 %	0,6 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	36,6 %	37,0 %	37,0 %		
Résultat d'exploitation	1 557		1 649		(5,6)%
eCAPEX	1 635	1 862	1 862	(12,2)%	(12,2)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	18,1 %	21,0 %	21,0 %		
Licences de télécommunication <sup>(2)</sup>	0	0	-	94,9 %	94,9 %
Nombre moyen d'employés	51 909	54 117	54 133	(4,1)%	(4,1)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 1.2.6.2 *Licences de télécommunication*.

#### 1.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>9 024</b>	<b>8 880</b>	<b>8 874</b>	<b>1,6 %</b>	<b>1,7 %</b>
Services facturés aux clients <sup>(2)</sup>	5 377	5 376	5 375	0,0 %	0,0 %
Services convergents	2 268	2 165	2 153	4,7 %	5,3 %
Services mobiles seuls	1 124	1 157	1 168	(2,9)%	(3,8)%
Services fixes seuls	1 986	2 054	2 054	(3,3)%	(3,3)%
Services fixes seuls haut débit	1 363	1 337	1 337	1,9 %	1,9 %
Services fixes seuls bas débit	623	717	717	(13,2)%	(13,2)%
Services aux opérateurs	2 871	2 678	2 672	7,2 %	7,5 %
Ventes d'équipements	458	578	578	(20,8)%	(20,8)%
Autres revenus	318	248	249	28,1 %	27,6 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

En **données historiques**, la progression de 150 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique (i) par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations pour 6 millions d'euros et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 144 millions d'euros.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 144 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement par la forte progression des services aux opérateurs, par la hausse des services convergents et par l'augmentation des autres revenus. Cette augmentation est partiellement compensée (i) par les effets de la crise sanitaire Covid-19 entraînant essentiellement une baisse des ventes d'équipements et, dans une moindre mesure, des revenus liés au *roaming*, et (ii) par le recul des services de téléphonie classique (bas débit).

En données à base comparable, la progression de 144 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes, soit une hausse de 1,6 %, est liée principalement :

- à la croissance de 194 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, tirée par le développement des offres de fibre optique, essentiellement lié à la progression des co-financements et des locations de lignes aux opérateurs tiers, mais également à la construction des Réseaux d'Initiative Publique (toutefois ralentie en raison de la crise sanitaire Covid-19), compensant largement les effets de la baisse du dégroupage et de l'itinérance nationale ;
- à l'augmentation de 103 millions d'euros des **Services convergents** qui continuent leur progression, avec une croissance de 1,1 % de la base de clients convergents sur un an, tirée par le succès des offres Open et accompagnée d'une croissance en valeur. A cet égard, l'ARPO convergent semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) augmente de 2,3 % entre le 30 juin 2019 et le 30 juin 2020, pour atteindre 68,8 euros par mois et par offre sur le premier semestre 2020. Par ailleurs, le nombre de téléphones mobiles au sein des foyers continue de croître, avec 9,7 millions de clients mobiles convergents au 30 juin 2020 (en croissance de 2,4 % sur un an), soit 1,67 accès mobile par client convergent ;
- et dans une moindre mesure, à la progression de 70 millions d'euros des **Autres revenus**, tirée essentiellement par le démarrage des déploiements de sites mobiles *build-to-suit*, permettant à Orange d'accélérer le déploiement de son réseau mobile et de renforcer sa couverture dans les zones moins denses et sur les axes de transport, tout en limitant les investissements.

Cette croissance est en partie compensée :

- par la diminution de 120 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Ventes d'équipements**, fortement impacté par les effets de la crise sanitaire Covid-19, du fait de la fermeture des boutiques en France pendant la période de confinement ;
- par le recul du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls**, en baisse de 68 millions d'euros, en raison de la baisse tendancielle de la téléphonie classique (en recul de 13,2 %, soit 94 millions d'euros) et de la migration des clients vers des offres convergentes. Le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit est en hausse de 1,9 % sur un an en raison de la progression de 2,6 % de la

base d'accès fixes seuls haut débit sur un an, l'ARPO fixe seul haut débit semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) étant quasi-stable sur un an (en légère baisse de 0,1 %) ;

- et par la baisse du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls** (en recul de 33 millions d'euros sur un an) du fait essentiellement (i) de la diminution de 3,7 % de la base d'accès mobiles seuls sur un an, liée à la pression concurrentielle et à la décroissance structurelle des offres pré-payées, (ii) et de la baisse de 0,9 % de l'ARPO mobile seul semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), impactée par la baisse du hors-forfait lié à l'itinérance (*roaming*) en lien direct avec la crise sanitaire Covid-19.

### 1.3.1.2 EBITDAaL – France

En **données historiques**, l'augmentation de 20 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique (i) par l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 3 millions d'euros, partiellement compensé par l'impact défavorable des variations de change pour 1 million d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 17 millions d'euros de l'EBITDAaL.

En **données à base comparable**, la progression de 17 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement :

- (i) par la diminution des charges commerciales et coûts d'équipements, essentiellement des coûts des terminaux et autres équipements vendus en lien avec la baisse des ventes d'équipements engendrée par la crise sanitaire Covid-19, et (ii) par la hausse de 144 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- en partie compensées (i) par la hausse des autres achats externes, en particulier des achats pour revente liés à l'activité de construction des Réseaux d'Initiative Publique (RIP) ainsi que des achats relatifs à l'hygiène et à la sécurité des personnels dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19, (ii) par la diminution des autres produits opérationnels (nets des autres charges opérationnelles), liée notamment à l'augmentation des dépréciations et pertes sur créances clients en lien avec la crise sanitaire Covid-19, (iii) par l'augmentation des charges d'interconnexion, (iv) par la progression des impôts et taxes d'exploitation, correspondant, en autres, à la hausse de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER, en lien avec le déploiement de la fibre et l'augmentation de la tarification unitaire des lignes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020), et (v) par la progression des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des actifs financés.

### 1.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

En **données historiques**, la diminution de 92 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique principalement :

- par la comptabilisation d'une charge nette sur principaux litiges de 167 millions d'euros au premier semestre 2020, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux ;
- partiellement compensée (i) par la progression de 23 millions d'euros du résultat de cession des actifs immobilisés, (ii) par la baisse de 21 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration, et (iii) par l'augmentation de 20 millions d'euros de l'EBITDAaL.

### 1.3.1.4 CAPEX économiques – France

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 227 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement :

- (i) par l'augmentation des co-financements reçus des autres opérateurs dans le cadre des déploiements des réseaux de fibre optique, et (ii) par progression des cessions d'actifs immobilisés, avec notamment la cession de prises FTTH à SFR au cours du premier semestre 2020, suite à l'accord conclu en mai 2018 entre Orange et SFR (accord ayant conduit à ce qu'Orange se retire de 236 communes sur le périmètre de sa zone AMII, au profit de SFR) ;
- en partie compensées par la progression des investissements bruts réalisés dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH entre les deux périodes (progression toutefois ralentie par les effets de la crise sanitaire Covid-19).

## 1.3.1.5 Informations complémentaires – France

France (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	5 796	5 734	5 734	1,1 %	1,1 %
ARPO convergent (semestriel, en euros) <sup>(3)</sup>	68,8	67,3	66,9	2,3 %	2,8 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles <sup>(2)</sup></b>	<b>21 467</b>	<b>21 697</b>	<b>21 697</b>	<b>(1,1)%</b>	<b>(1,1)%</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	9 692	9 468	9 468	2,4 %	2,4 %
Accès mobiles seuls	11 775	12 228	12 228	(3,7)%	(3,7)%
Dont : Clients avec forfaits	19 417	19 308	19 308	0,6 %	0,6 %
Clients avec offres prépayées	2 050	2 389	2 389	(14,2)%	(14,2)%
ARPO mobile seul (semestriel, en euros) <sup>(3)</sup>	16,6	16,8	16,9	(0,9)%	(1,8)%
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes <sup>(4)</sup></b>	<b>30 674</b>	<b>31 441</b>	<b>31 441</b>	<b>(2,4)%</b>	<b>(2,4)%</b>
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	16 044	16 512	16 512	(2,8)%	(2,8)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	11 755	11 543	11 543	1,8 %	1,8 %
Dont : Accès très haut débit (THD)	3 766	2 920	2 920	29,0 %	29,0 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 796	5 734	5 734	1,1 %	1,1 %
Accès fixes seuls	5 959	5 809	5 809	2,6 %	2,6 %
ARPO fixe seul haut débit (semestriel, en euros) <sup>(3)</sup>	36,4	36,5	36,5	(0,1)%	(0,1)%
Dont : Nombre d'accès fixes bas débit	4 289	4 969	4 969	(13,7)%	(13,7)%
Dont : Accès RTC	4 253	4 934	4 934	(13,8)%	(13,8)%
Autres accès fixes	36	35	35	2,0 %	2,0 %
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	14 630	14 929	14 929	(2,0)%	(2,0)%
Dont : Accès FTTH	3 005	1 934	1 934	55,4 %	55,4 %
Accès Cuivre	11 624	12 995	12 995	(10,5)%	(10,5)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.(4) Modification de la méthode de comptabilisation des accès fixes au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (voir section 1.2.1.2 *Nombre de clients*).

## 1.3.2 Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 503	2 624	2 624	(4,6)%	(4,6)%
EBITDAaL	728	787	787	(7,5)%	(7,5)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	29,1 %	30,0 %	30,0 %		
Résultat d'exploitation	228		254		(10,3)%
eCAPEX	392	529	529	(25,9)%	(25,9)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	15,7 %	20,2 %	20,2 %		
Licences de télécommunication <sup>(2)</sup>	3	297	297	(99,1)%	(99,1)%
Nombre moyen d'employés	7 017	6 884	6 884	1,9 %	1,9 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.(2) Voir section 1.2.6.2 *Licences de télécommunication*.

## 1.3.2.1 Chiffre d'affaires – Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 503</b>	<b>2 624</b>	<b>2 624</b>	<b>(4,6)%</b>	<b>(4,6)%</b>
Services facturés aux clients	1 779	1 889	1 890	(5,8)%	(5,8)%
Services convergents	1 020	1 049	1 049	(2,8)%	(2,8)%
Services mobiles seuls	517	584	584	(11,5)%	(11,5)%
Services fixes seuls	238	254	254	(6,1)%	(6,1)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	4	3	3	56,3 %	56,3 %
Services aux opérateurs	449	418	418	7,6 %	7,6 %
Ventes d'équipements	263	317	316	(17,0)%	(17,0)%
Autres revenus	12	0	-	-	-

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.



En **données historiques**, comme en **données à base comparable**, la diminution de 121 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique principalement (i) par la diminution des services mobiles seuls, et dans une moindre mesure, par la baisse des services convergents, du fait de la polarisation des offres et du glissement général du marché vers les offres à bas coûts, (ii) par le recul des ventes d'équipements, en raison notamment de la crise sanitaire Covid-19, (iii) partiellement compensés par la croissance des services aux opérateurs, tirée en grande partie par le développement du trafic international.

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires de l'Espagne est impacté défavorablement par la crise sanitaire Covid-19, notamment pendant la période de confinement, du fait de la fermeture des boutiques mais également du fait de l'interdiction de portabilité fixe et de l'interdiction de campagnes commerciales agressives.

En données historiques, comme en données à base comparable, la baisse de 121 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre les deux périodes, soit une baisse de 4,6 %, résulte essentiellement :

- de la décroissance de 67 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, en raison principalement de la migration du marché vers les offres à bas coûts entraînant (i) une baisse de 6,6 % de l'ARPO mobile seul semestriel sur un an, et (ii) une diminution de 4,3 % de la base d'accès mobiles seuls sur un an ;
- du recul de 54 millions d'euros des **Ventes d'équipements**, en raison d'une baisse significative des volumes liée à la crise sanitaire Covid-19 (fermeture des boutiques) et d'une baisse en gamme des terminaux vendus ;
- de la diminution de 29 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services convergents**, s'expliquant notamment (i) par un environnement concurrentiel toujours difficile entraînant une baisse de 3,7 % de la base de clients convergents sur un an, alors que l'ARPO convergent semestriel reste stable (en légère hausse de 0,1 % sur un an), et (ii) par les effets de la crise sanitaire Covid-19, notamment sur les offres de contenu de football suite à l'arrêt de la saison sportive ;
- et dans une moindre mesure, de la baisse de 16 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls**, impacté par un environnement très concurrentiel et par la crise sanitaire Covid-19, entraînant un recul de 2,6 % de la base d'accès fixes seuls haut débit, l'ARPO fixe seul semestriel baissant également de 3,4 % sur un an ;
- en partie compensés par la croissance de 32 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services aux opérateurs**, tirée essentiellement par la progression du trafic international, et ce malgré la baisse de l'itinérance internationale (*roaming* des visiteurs) en raison des restrictions des déplacements et de la fermeture des frontières liées à la crise sanitaire Covid-19.

### 1.3.2.2 EBITDAaL – Espagne

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 59 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Espagne entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement :

- (i) par la baisse de 121 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la progression des charges d'interconnexion, en lien avec la progression de l'activité de services aux opérateurs, (iii) par l'augmentation des coûts de contenus, en raison principalement de la hausse des droits relatifs au football, et (iv) par la diminution des autres produits opérationnels ;
- partiellement compensés (i) par la diminution des charges commerciales et coûts d'équipements, du fait de la crise sanitaire Covid-19 (avec la diminution des coûts des terminaux et autres produits vendus, et de moindres commissions de distribution), et dans une moindre mesure, (ii) par la baisse des impôts et taxes d'exploitation, et (iii) par le recul des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, lié à un moindre recours à la location d'accès réseau du fait du développement du réseau FTTH et de l'augmentation des raccordements de clients aux actifs détenus en propre.

### 1.3.2.3 Résultat d'exploitation – Espagne

En **données historiques**, la diminution de 26 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Espagne entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte principalement du recul de 59 millions d'euros de l'EBITDAaL, partiellement compensé (i) par la progression de 22 millions d'euros du résultat de cession des actifs immobilisés et, dans une moindre mesure, (ii) de la diminution de 6 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, et (iii) de la baisse de 6 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration.

### 1.3.2.4 CAPEX économiques – Espagne

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 137 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Espagne entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte (i) de l'augmentation des cessions d'actifs immobilisés, principalement dans le cadre de la cession de 1 500 sites mobiles non stratégiques à Cellnex pour 260 millions d'euros (dont 75 millions d'euros au premier semestre 2020), et (ii) de moindres investissements dans les réseaux fixes et mobiles du fait des retards de déploiement liés à la crise sanitaire Covid-19.

## 1.3.2.5 Informations complémentaires – Espagne

<b>Espagne</b> (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	<b>2020</b>	<b>2019</b> données à base comparable <sup>(1)</sup>	<b>2019</b> données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	2 949	3 062	3 062	(3,7)%	(3,7)%
ARPO convergent (semestriel, en euros) <sup>(3)</sup>	57,9	57,8	57,8	0,1 %	0,1 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles</b> <sup>(2)</sup>	<b>15 863</b>	<b>16 386</b>	<b>16 386</b>	<b>(3,2)%</b>	<b>(3,2)%</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	5 787	5 857	5 857	(1,2)%	(1,2)%
Accès mobiles seuls	10 076	10 529	10 529	(4,3)%	(4,3)%
Dont : Clients avec forfaits	13 651	13 635	13 635	0,1 %	0,1 %
Clients avec offres prépayées	2 212	2 751	2 751	(19,6)%	(19,6)%
ARPO mobile seul (semestriel, en euros) <sup>(3)</sup>	11,3	12,1	12,1	(6,6)%	(6,6)%
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes</b> <sup>(4)</sup>	<b>4 648</b>	<b>4 727</b>	<b>4 727</b>	<b>(1,7)%</b>	<b>(1,7)%</b>
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	3 966	4 106	4 106	(3,4)%	(3,4)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	3 966	4 106	4 106	(3,4)%	(3,4)%
Dont : Accès très haut débit (THD)	3 192	3 068	3 068	4,0 %	4,0 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	2 949	3 062	3 062	(3,7)%	(3,7)%
Accès fixes seuls	1 017	1 044	1 044	(2,6)%	(2,6)%
ARPO fixe seul haut débit (semestriel, en euros) <sup>(3)</sup>	30,1	31,2	31,2	(3,4)%	(3,4)%
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	683	622	622	9,8 %	9,8 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.(4) Modification de la méthode de comptabilisation des accès fixes au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (voir section 1.2.1.2 *Nombre de clients*).

## 1.3.3 Europe

<b>Europe</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	<b>2020</b>	<b>2019</b> données à base comparable <sup>(1)</sup>	<b>2019</b> données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 729	2 774	2 789	(1,6)%	(2,1)%
EBITDAaL	730	699	708	4,3 %	3,0 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	26,7 %	25,2 %	25,4 %		
Résultat d'exploitation	173		170		1,9 %
eCAPEX	369	401	407	(8,2)%	(9,5)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	13,5 %	14,5 %	14,6 %		
Licences de télécommunication <sup>(2)</sup>	30	0	-	ns	ns
Nombre moyen d'employés	20 089	21 267	21 072	(5,5)%	(4,7)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.(2) Voir section 1.2.6.2 *Licences de télécommunication*.

## 1.3.3.1 Chiffre d'affaires – Europe

<b>Europe</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	<b>2020</b>	<b>2019</b> données à base comparable <sup>(1)</sup>	<b>2019</b> données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 729</b>	<b>2 774</b>	<b>2 789</b>	<b>(1,6)%</b>	<b>(2,1)%</b>
Services facturés aux clients	1 817	1 766	1 768	2,9 %	2,7 %
Services convergents	357	288	293	23,9 %	21,8 %
Services mobiles seuls	1 008	1 058	1 065	(4,7)%	(5,3)%
Services fixes seuls	308	321	326	(3,9)%	(5,6)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	143	99	84	45,0 %	71,4 %
Services aux opérateurs	506	523	530	(3,2)%	(4,5)%
Ventes d'équipements	348	397	401	(12,3)%	(13,3)%
Autres revenus	58	89	90	(34,2)%	(34,7)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

En **données historiques**, la diminution de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte (i) de l'effet négatif des variations de change pour 35 millions d'euros (compte tenu essentiellement de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro), en partie compensé par l'impact favorable des variations de périmètres et autres variations pour 19 millions d'euros (correspondant à l'acquisition de BKM en Belgique le 30 juillet 2019), et (ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 44 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 44 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre les deux périodes, soit une baisse de 1,6 %, s'explique essentiellement :

- (i) par la baisse des ventes d'équipements dans la quasi-totalité des pays, (ii) par le recul des services mobiles seuls, principalement en Belgique, en Roumanie et en Slovaquie, (iii) par la baisse des autres revenus en Pologne, dans une moindre mesure, (iv) par la diminution des services aux opérateurs, et (v) par la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit en Pologne ;
- partiellement compensés par la croissance des services convergents, dans tous les pays, et dans une moindre mesure, par l'augmentation des services d'intégration et des technologies de l'information.

En données à base comparable, cette diminution de 44 millions d'euros du chiffre d'affaires entre les deux périodes résulte de la baisse du chiffre d'affaires de la Roumanie, de la Belgique et dans une moindre mesure de la Slovaquie, partiellement compensée par la hausse du chiffre d'affaires de la Pologne.

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires de l'Europe est impacté par la crise sanitaire Covid-19, en particulier les **Ventes d'équipements**, en baisse de 49 millions d'euros entre les deux périodes, dans la quasi-totalité des pays (à l'exception de la Roumanie), du fait essentiellement de la fermeture des boutiques en période de confinement. L'épidémie a également eu des effets sur l'activité d'itinérance (*roaming*) internationale, en retrait du fait de la fermeture des frontières et des restrictions des déplacements mis en place par certains Etats.

Entre les deux périodes, le recul du chiffre d'affaires de l'Europe s'explique également :

- par la baisse de 49 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, liée à une légère diminution de la base d'accès mobiles seuls, en recul de 0,5 % sur un an (en particulier dans les pays d'Europe centrale) sous l'effet conjugué de moindres ventes d'accès prépayés et de la migration des clients vers les offres convergentes. A cela s'ajoute une décroissance des ARPO mobile seul semestriel dans la quasi-totalité des pays, en partie sous l'effet de moindres revenus d'itinérance (*roaming*) internationale ;
- par la diminution de 30 millions d'euros des **Autres revenus**, concernant essentiellement (i) la Belgique et la Roumanie, en lien avec la baisse d'activité du fait de la crise sanitaire Covid-19, et (ii) la Pologne en raison de moindres ventes d'énergie ;
- dans une moindre mesure, (i) par la diminution de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services aux opérateurs**, notamment dû à la diminution des services mobiles aux opérateurs en lien avec la crise sanitaire Covid-19, dans quasiment tous les pays, résultant essentiellement de la baisse des volumes de SMS et de l'itinérance (*roaming*) des visiteurs en Belgique, ainsi que de la baisse des terminaisons d'appel (principalement en Roumanie), et (ii) par la baisse de 12 millions d'euros des **Services fixes seuls**, liée principalement à la baisse tendancielle de la téléphonie classique en Pologne et à la migration des clients vers les offres convergentes.

Cette décroissance est partiellement compensée :

- par l'augmentation de 69 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services convergents**, en hausse dans tous les pays, avec une progression de 15,4 % de la base de clients convergents sur un an (principalement en Pologne et en Belgique, avec la bonne performance des offres Love), liée à la migration des clients vers les services convergents. Cette croissance en volume s'accompagne par ailleurs d'une croissance de 3,4 % de l'ARPO convergent semestriel en Pologne ;
- et par la progression de 44 millions d'euros du chiffre d'affaire des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, en particulier en Pologne, et dans une moindre mesure en Roumanie, du fait de l'extension des services de technologies de l'information et des services de visioconférence dans ce pays.

### 1.3.3.2 EBITDAaL – Europe

En **données historiques**, l'augmentation de 22 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 intègre (i) l'impact défavorable des variations de change pour 8 millions d'euros, (ii) l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 1 million d'euros, (iii) plus que compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 30 millions d'euros de l'EBITDAaL.

En **données à base comparable**, la progression de 30 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement :

- par la baisse des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus, principalement en raison du recul des coûts des terminaux et autres équipements vendus engendré par la crise sanitaire Covid-19 ;
- par la diminution des charges de personnel, (i) essentiellement en Pologne, avec d'une part l'effet de la baisse du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein), et d'autre part, l'effet d'une reprise de provision de 14 millions d'euros relative aux retraites, liée à l'amendement du plan *Seniority awards*, et (ii) dans une moindre mesure en Belgique ;
- partiellement compensées par la diminution de 44 millions d'euros du chiffre d'affaires.

### 1.3.3.3 Résultat d'exploitation – Europe

En **données historiques**, la progression de 3 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique principalement par la progression de 22 millions d'euros de l'EBITDAaL, partiellement compensée (i) par l'augmentation de 13 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, essentiellement en Pologne, et par le recul de 8 millions d'euros du résultat de cession des actifs immobilisés.

### 1.3.3.4 CAPEX économiques – Europe

En **données historiques**, la diminution de 39 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, s'explique (i) par l'effet négatif des variations de change, soit 6 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 33 millions d'euros des CAPEX économiques.

En **données à base comparable**, la diminution de 33 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte principalement des effets de la crise sanitaire Covid-19, ayant engendré des retards (i) dans les investissements relatifs aux réseaux fixes haut débit et dans les projets informatiques, essentiellement en Pologne, et (ii) dans les investissements liés aux réseaux mobiles, notamment sous l'effet des restrictions des déplacements.

### 1.3.3.5 Informations complémentaires – Europe

Europe (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	2 068	1 792	1 792	15,4 %	15,4 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles <sup>(2)</sup></b>	<b>34 235</b>	<b>33 955</b>	<b>33 955</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,8 %</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	3 754	3 329	3 329	12,8 %	12,8 %
Accès mobiles seuls	30 481	30 625	30 625	(0,5)%	(0,5)%
Dont : Clients avec forfaits	23 358	22 562	22 562	3,5 %	3,5 %
Clients avec offres prépayées	10 877	11 393	11 393	(4,5)%	(4,5)%
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes <sup>(3)</sup></b>	<b>6 054</b>	<b>6 305</b>	<b>6 305</b>	<b>(4,0)%</b>	<b>(4,0)%</b>
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	5 569	5 723	5 723	(2,7)%	(2,7)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	3 563	3 355	3 355	6,2 %	6,2 %
Dont : Accès très haut débit (THD)	1 203	914	914	31,6 %	31,6 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	2 068	1 792	1 792	15,4 %	15,4 %
Accès fixes seuls	1 495	1 563	1 563	(4,3)%	(4,3)%
Dont : Nombre d'accès fixes bas débit	2 005	2 368	2 368	(15,3)%	(15,3)%
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	485	582	582	(16,6)%	(16,6)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Modification de la méthode de comptabilisation des accès fixes au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (voir section 1.2.1.2 *Nombre de clients*).

### 1.3.4 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 845	2 742	2 737	3,8 %	3,9 %
EBITDAaL	935	872	868	7,2 %	7,7 %
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	32,9 %	31,8 %	31,7 %		
Résultat d'exploitation	456		435		4,7 %
eCAPEX	449	420	418	6,8 %	7,4 %
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	15,8 %	15,3 %	15,3 %		
Licences de télécommunication <sup>(2)</sup>	9	209	213	(95,5)%	(95,6)%
Nombre moyen d'employés	14 440	14 463	14 912	(0,2)%	(3,2)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 1.2.6.2 *Licences de télécommunication*.

L'Afrique et le Moyen-Orient continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2019.

### 1.3.4.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 845</b>	<b>2 742</b>	<b>2 737</b>	<b>3,8 %</b>	<b>3,9 %</b>
Services facturés aux clients	2 444	2 287	2 288	6,8 %	6,8 %
Services mobiles seuls	2 164	2 039	2 042	6,1 %	5,9 %
Services fixes seuls	270	242	240	11,4 %	12,2 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	11	6	6	73,3 %	73,1 %
Services aux opérateurs	342	392	391	(12,7)%	(12,5)%
Ventes d'équipements	40	46	45	(13,1)%	(11,0)%
Autres revenus	19	17	13	13,5 %	52,6 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

En **données historiques**, l'augmentation de 108 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique :

- (i) par l'impact positif des variations de change pour 43 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne, du dinar jordanien et du dirham marocain par rapport à l'euro, (ii) en partie compensé par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 38 millions d'euros, correspondant principalement à la cession d'Orange Niger le 22 novembre 2019 ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, s'explique principalement par la progression de l'activité (i) du sous-groupe Côte d'Ivoire (porté notamment par la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso), (ii) de l'Égypte, et (iii) du sous-groupe Sonatel (tiré essentiellement par la Guinée).

Entre les deux périodes, la croissance du chiffre d'affaires est principalement tirée par la hausse de 125 millions d'euros des **Services mobiles seuls**, liée à la progression de ses moteurs de croissance que sont les services de données, en une hausse de 26,7 % sur un an, et Orange Money, en hausse de 17,2 % sur un an, et ce malgré la crise sanitaire Covid-19 ayant notamment entraîné des restrictions réglementaires mises en place par les banques centrales pour les services de paiement mobile. Par ailleurs, la base d'accès mobiles continue sa progression et affiche une hausse de 3,0 % sur un an.

Dans une moindre mesure, le chiffre d'affaires des **Services fixes seuls** progresse de 28 millions d'euros entre les deux périodes, tiré par le développement des services haut débit, qui augmentent de 36 millions d'euros (soit une hausse de 27,8 % sur un an), avec une base de 1,4 millions d'accès au 30 juin 2020 (en progression de 31,6 % sur un an).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées par les effets de la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020, concernant (i) essentiellement les revenus des **Services aux opérateurs**, qui baissent de 50 millions d'euros entre les deux périodes, reflétant notamment la baisse des volumes sur le trafic international entrant, et (ii) dans une moindre mesure, les **Ventes d'équipements**, en recul du fait de la fermeture des points de distribution pendant les périodes de confinement.

### 1.3.4.2 EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient

En **données historiques**, l'augmentation de 67 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, intègre (i) l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations pour 9 millions d'euros, correspondant à la cession d'Orange Niger le 22 novembre 2019, plus que compensés (ii) par l'effet positif des variations de change pour 13 millions d'euros et (iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 63 millions d'euros de l'EBITDAaL.

En **données à base comparable**, la progression de 63 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement :

- par la croissance de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires, et dans une moindre mesure, par le recul des charges d'interconnexion ;
- partiellement compensés (i) par la progression des autres charges de réseau et charges informatiques, en raison de la poursuite des déploiements des réseaux dans l'ensemble des pays, (ii) par l'augmentation des charges commerciales, en lien avec la progression de l'activité (notamment d'Orange Money), et ce malgré la fermeture des points de distribution et l'annulation de campagnes événementielles du fait de la crise sanitaire Covid-19, et (iii) par la progression des autres charges opérationnelles.

### 1.3.4.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

En **données historiques**, l'augmentation de 20 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique principalement (i) par la hausse de 67 millions d'euros de l'EBITDAaL, (ii) en partie compensée par l'augmentation de 38 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, en raison notamment du déploiement des réseaux mobiles et fixes et de l'évolution entre les deux semestres de la livre égyptienne par rapport à l'euro.



### 1.3.4.4 CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient

En **données historiques**, l'augmentation de 31 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique et Moyen-Orient s'expliquent (i) par l'effet positif des variations de change, soit 5 millions d'euros, partiellement compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 2 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 29 millions d'euros des CAPEX économiques.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 29 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux mobiles et fixes à très haut débit (4G et FTTH). Les offres 4G comptent ainsi 27,9 millions de clients au 30 juin 2020, en progression de 40,4 % sur un an. Le nombre de foyers raccordables au très haut débit progresse également de 79,1 % sur un an et comptabilise 1,2 million de foyers raccordables au 30 juin 2020.

### 1.3.4.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles <sup>(2)</sup></b>	<b>123 516</b>	<b>119 884</b>	<b>122 603</b>	<b>3,0 %</b>	<b>0,7 %</b>
Dont : Clients avec forfaits	5 793	4 992	5 052	16,0 %	14,7 %
Clients avec offres prépayées	117 723	114 892	117 551	2,5 %	0,1 %
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes <sup>(3)</sup></b>	<b>2 277</b>	<b>1 961</b>	<b>1 963</b>	<b>16,1 %</b>	<b>16,0 %</b>
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	2 277	1 961	1 963	16,1 %	16,0 %
Dont : Nombre d'accès haut débit	1 441	1 094	1 096	31,6 %	31,5 %
Nombre d'accès fixes bas débit	836	867	867	(3,5)%	(3,5)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Modification de la méthode de comptabilisation des accès fixes au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (voir section 1.2.1.2 *Nombre de clients*).

## 1.3.5 Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 859	3 908	3 770	(1,3)%	2,3 %
EBITDAaL	471	578	565	(18,5)%	(16,7)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	12,2 %	14,8 %	15,0 %		
Résultat d'exploitation	267		360		(25,8)%
eCAPEX	174	200	197	(13,0)%	(11,9)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	4,5 %	5,1 %	5,2 %		
Nombre moyen d'employés	27 116	26 235	25 420	3,4 %	6,7 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

### 1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 859</b>	<b>3 908</b>	<b>3 770</b>	<b>(1,3)%</b>	<b>2,3 %</b>
Services fixes seuls	1 958	1 986	1 978	(1,4)%	(1,0)%
Services de voix <sup>(2)</sup>	632	650	649	(2,8)%	(2,6)%
Services de données <sup>(3)</sup>	1 326	1 335	1 329	(0,7)%	(0,3)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 475	1 448	1 318	1,9 %	12,0 %
Services et équipements mobiles <sup>(4)</sup>	426	475	474	(10,3)%	(10,3)%
Services mobiles seuls	327	368	367	(11,0)%	(11,0)%
Services aux opérateurs	21	18	18	20,1 %	20,1 %
Ventes d'équipements	77	89	89	(13,3)%	(13,3)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Les Services de voix comprennent (i) les offres de voix historiques (accès au réseau téléphonique commuté, RTC), (ii) les produits de Voix sur IP (VoIP), (iii) les services d'audioconférence et (iv) le trafic entrant pour centres d'appels.

(3) Les Services de données comprennent (i) les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), (ii) les services ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique, (iii) les services de télédiffusion satellitaire (*broadcast*) et (iv) les offres de nomadisme Business Everywhere.

(4) Les Services et équipements mobiles comprennent (i) les services mobiles seuls, les services aux opérateurs correspondant au trafic mobile entrant des entreprises facturé aux autres opérateurs, et (ii) les ventes d'équipements mobiles facturées aux entreprises.

En **données historiques**, la progression de 88 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique (i) par l'impact positif des variations de périmètre et autres variations pour 128 millions d'euros,

résultant essentiellement l'acquisition de SecureLink le 8 juillet 2019, (ii) par l'effet favorable des variations de change, soit 10 millions d'euros, (iii) partiellement compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 49 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 49 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte essentiellement (i) du recul des services et équipements mobiles, impactés par la crise sanitaire Covid-19, (ii) de la diminution des services de voix, et (iii) dans une moindre mesure, de la baisse des services de données, (iv) partiellement compensés par la progression des services d'intégration et des technologies de l'information.

Entre les deux périodes, les **Services et équipements mobiles** sont en baisse de 49 millions d'euros, impactés par l'effet de la crise sanitaire Covid-19, principalement concernant les revenus des services mobiles seuls (*roaming*), et dans une moindre mesure, les ventes d'équipements mobiles. La diminution de 18 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services de voix** reflète la baisse tendancielle des services de voix, en particulier de la téléphonie fixe classique (en retrait de 10,3 % sur un an), et ce malgré la croissance de 81,0 % des services d'audioconférence dont l'utilisation a augmenté durant la crise sanitaire Covid-19. Dans une moindre mesure, la diminution de 10 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services de données** entre les deux périodes résulte principalement de la baisse de 10,6 % du chiffre d'affaires des services de télédiffusion satellitaire (Globecast) du fait de reports et d'annulations de manifestations et événements sportifs et culturels en lien avec la crise sanitaire Covid-19.

Cette évolution est partiellement compensée par l'augmentation de 28 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services d'intégration et des technologies de l'information** entre les deux périodes, résultant en grande partie de la croissance du *cloud* (en hausse de 8,0 % sur un an), et des services de sécurité (en progression de 11,4 % sur un an).

### 1.3.5.2 EBITDAaL – Entreprises

En **données historiques**, la diminution de 94 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 intègre (i) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 6 millions d'euros, (ii) l'impact favorable des variations de change pour 7 millions d'euros, (iii) plus que compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 107 millions d'euros de l'EBITDAaL.

En **données à base comparable**, la diminution de 107 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement :

- (i) par le recul de 49 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la hausse des charges de personnel, en raison notamment de la progression du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) liée au développement des services d'intégration et des technologies de l'information, (iii) par la progression des autres charges de réseau et charges informatiques, correspondant à la hausse des coûts d'exploitation et de maintenance des infrastructures et des applications informatiques, et (iv) par l'augmentation des dépréciations et pertes sur créances clients en lien avec la crise sanitaire Covid-19 ;
- en partie compensées (i) par la diminution des charges commerciales liée à la baisse de l'activité, et (ii) par la baisse des autres achats externes, en partie liée à la crise sanitaire Covid-19.

### 1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

En **données historiques**, la diminution de 93 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique principalement par la baisse de 94 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises.

### 1.3.5.4 CAPEX économiques – Entreprises

En **données historiques**, la diminution de 23 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, intègre (i) l'impact favorable des variations de change, soit 2 millions d'euros, et (ii) l'effet positif des variations de périmètres et autres variations pour 1 million d'euros, (iii) plus que compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 26 millions d'euros des CAPEX économiques.

En **données à base comparable**, la diminution de 26 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique essentiellement (i) par des reports de projets (projets immobiliers et projets de clients) liés en partie à la crise sanitaire Covid-19, et (ii) par l'arrêt d'un projet significatif d'un client avec la revente des actifs au client.



### 1.3.5.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles en France <sup>(2)</sup></b>	<b>12 875</b>	<b>12 233</b>	<b>12 233</b>	<b>5,2 %</b>	<b>5,2 %</b>
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes en France <sup>(3)</sup></b>	<b>1 467</b>	<b>1 591</b>	<b>1 591</b>	<b>(7,8)%</b>	<b>(7,8)%</b>
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	1 467	1 591	1 591	(7,8)%	(7,8)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	246	255	255	(3,4)%	(3,4)%
Nombre d'accès fixes bas débit	1 220	1 336	1 336	(8,6)%	(8,6)%
Nombre d'accès IP-VPN dans le monde <sup>(4)</sup>	360	359	359	0,5 %	0,5 %
Dont : Nombre d'accès IP-VPN en France <sup>(4)</sup>	305	301	301	1,3 %	1,3 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Clients avec forfaits. Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Modification de la méthode de comptabilisation des accès fixes au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (voir section 1.2.1.2 *Nombre de clients*).

(4) Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

### 1.3.6 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	728	746	747	(2,4)%	(2,4)%
EBITDAaL	(179)	(183)	(174)	1,9 %	(2,9)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	<i>(24,6)%</i>	<i>(24,5)%</i>	<i>(23,3)%</i>		
Résultat d'exploitation	(345)		(393)		12,3 %
eCAPEX	123	73	80	68,9 %	55,7 %
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>16,9 %</i>	<i>9,8 %</i>	<i>10,6 %</i>		
Nombre moyen d'employés	12 682	12 592	12 549	0,7 %	1,1 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

#### 1.3.6.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>728</b>	<b>746</b>	<b>747</b>	<b>(2,4)%</b>	<b>(2,4)%</b>
Services aux opérateurs	530	543	542	(2,4)%	(2,3)%
Autres revenus	199	203	205	(2,4)%	(2,9)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 18 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 s'explique :

- par la décroissance de 13 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, en particulier les services aux opérateurs internationaux (*roaming*), fortement impactés par la crise sanitaire Covid-19, avec l'arrêt des déplacements et des voyages à l'international, et la réduction des flux sur les corridors voix ;
- et par la baisse de 5 millions d'euros les **Autres revenus**, notamment en raison de la diminution des revenus du cinéma (Orange Studio), impactés (i) par la fermeture des cinémas pendant la période de confinement et les restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19, et (ii) par le recul des activités de pose d'Orange Marine, également freinées par la crise sanitaire Covid-19.

#### 1.3.6.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés

En **données historiques**, la diminution de 5 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte (i) de l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 8 millions d'euros, (ii) en partie compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 4 millions d'euros de l'EBITDAaL.

En **données à base comparable**, la progression de 4 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte principalement :

- du recul des autres achats externes, essentiellement lié à la baisse des frais généraux des services partagés du fait de la crise sanitaire Covid-19 (économies de voyage, annulation d'événements divers, baisse d'activité...) et de la diminution des charges de personnel ;

- partiellement compensés (i) par la diminution des autres produits opérationnels (nets des autres charges opérationnelles), avec notamment l'effet et le contre-effet de divers litiges entre les deux périodes, et (ii) par la baisse de 18 millions d'euros du chiffre d'affaires.

### 1.3.6.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

En **données historiques**, la progression de 48 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte principalement (i) du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2019, d'une charge de 65 millions d'euros au titre des principaux litiges, (ii) de la baisse de 23 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration, principalement du fait de l'optimisation du patrimoine immobilier, et (iii) de la diminution de 14 millions d'euros des charges spécifiques de personnel au titre des dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France), (iv) en partie compensés par le recul du résultat de cession des actifs immobilisés entre les deux périodes (contre-effet des importantes cessions réalisées au premier semestre 2019 dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier).

### 1.3.6.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés

En **données historiques**, la progression de 44 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, intègre (i) l'impact défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 6 millions d'euros, (ii) plus que compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 50 millions d'euros des CAPEX économiques.

En **données à base comparable**, la progression de 50 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 résulte principalement de la baisse des cessions d'actifs immobilisés réalisées entre les deux périodes (contre-effet des importantes cessions réalisées au premier semestre 2019 dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier, et accessoirement reports de projets de restructuration immobilière dus à la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020).

## 1.3.7 Orange Bank

Orange Bank (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données à base comparable <sup>(1)</sup>	2019 données historiques	Var. (%) données à base comparable <sup>(1)</sup>	Var. (%) données historiques
Produit Net Bancaire (PNB) <sup>(2)</sup>	34	15	15	119,0 %	119,0 %
Coût du risque de crédit bancaire <sup>(3)</sup>	(11)	(4)	(4)	180,5 %	180,5 %
Résultat d'exploitation	(87)		(88)		0,9 %
eCAPEX	14	16	16	(14,5)%	(14,5)%
Nombre moyen d'employés	831	835	834	(0,5)%	(0,5)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Produit net bancaire (PNB) comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Coût du risque de crédit bancaire comptabilisée en autres charges opérationnelles (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Orange Bank a poursuivi son déploiement (i) en France, avec le développement de ses services financiers sur mobile et l'intégration d'Orange Courtage, courtier des programmes d'assurances affinitaires d'Orange, et (ii) en Espagne, avec le déploiement de son offre de banque au quotidien dans les boutiques Orange ainsi que le lancement d'une offre de prêt personnel (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

Au 30 juin 2020, Orange Bank compte 1 million de clients issus des boutiques Orange, des agences Groupama ou des canaux digitaux.

### 1.3.7.1 Activité opérationnelle

Les informations sectorielles d'Orange Bank (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels) sont présentées dans les notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

En **données historiques**, le résultat d'exploitation d'Orange Bank est négatif de 87 millions d'euros au premier semestre 2020, et est globalement stable par rapport au premier semestre 2019. Cette évolution s'explique essentiellement :

- par la hausse de 18 millions d'euros du Produit net bancaire (PNB), en raison notamment (i) du développement du PNB de la nouvelle offre Orange Bank et (ii) d'une baisse des coûts d'acquisition ;
- partiellement compensés (i) par l'augmentation des achats externes liée notamment au développement de l'offre Orange Bank en Espagne, et (ii) par une hausse du coût du risque de crédit bancaire engendrée par la dégradation de l'environnement économique et commercial du fait de la crise sanitaire Covid-19 (fermeture des boutiques Orange et des agences Groupama pendant la période de confinement) ayant pour conséquence une production de comptes et de crédits centrée sur les canaux digitaux.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, les CAPEX économiques d'Orange Bank sont en recul de 2 millions d'euros entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 en raison d'une baisse des investissements en France.

### 1.3.7.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie

Les informations sectorielles d'Orange Bank (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels, actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, et les activités d'Orange Bank (actifs et passifs financiers) sont décrites dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités d'Orange Bank, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2019.

## 1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les analyses et commentaires financiers sont scindés pour refléter ces deux périmètres d'activité (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Ainsi, la section 1.4 *Trésorerie et endettement financier des activités télécoms* traite des activités télécoms, et la section 1.3.7 *Orange Bank* est dédiée aux activités d'Orange Bank.

S'agissant en particulier des effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe, voir section 1.1.3 *Faits marquants*.

### 1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

#### 1.4.1.1 Cash-flow organique (activités télécoms)

Le cash-flow organique des activités télécoms est un agrégat financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul du cash-flow organique des activités télécoms et les raisons pour lesquelles le groupe Orange utilise cet agrégat, voir les sections 1.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et 1.6.4 *Glossaire financier*.

Le cash-flow organique des activités télécoms s'établit à 255 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 92 millions d'euros au premier semestre 2019 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	<b>2020</b>	<b>2019</b> données historiques
EBITDAaL des activités télécoms	5 986	6 035
eCAPEX des activités télécoms	(3 142)	(3 493)
<b>EBITDAaL - eCAPEX des activités télécoms</b>	<b>2 844</b>	<b>2 542</b>
Augmentation (diminution) des fournisseurs de eCAPEX <sup>(1)</sup>	(340)	(252)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement <sup>(2)</sup>	(1 017)	(574)
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés) <sup>(3)</sup>	(559)	(704)
Impôt sur les sociétés décaissé	(527)	(640)
Autres éléments opérationnels <sup>(4)</sup>	(147)	(280)
<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	<b>255</b>	<b>92</b>

(1) Y compris avance sur subventions d'investissements.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Hors charges d'intérêts décaissés sur les dettes locatives pour 62 millions d'euros au premier semestre 2020 et 46 millions d'euros au premier semestre 2019 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Dont (i) décaissements liés aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et aux coûts de restructuration et d'intégration, (ii) remboursements des dettes locatives, et (iii) neutralisation des effets non monétaires.

Entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, la progression de 163 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms s'explique principalement :

- par le recul de 351 millions d'euros des CAPEX économiques des activités télécoms, en raison essentiellement (i) de la crise sanitaire Covid-19 (avec le ralentissement du déploiement des réseaux fixes et mobiles), (ii) de l'augmentation des cofinancements reçus des autres opérateurs, et (iii) de la progression des cessions d'actifs immobilisés (voir section 1.2.6.1 *CAPEX économiques*) ;
- et dans une moindre mesure, (i) par la baisse de 145 millions d'euros des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (hors intérêts décaissés sur les dettes locatives et nets des dividendes encaissés) et (ii) par la diminution de 113 millions d'euros de l'impôt sur les sociétés décaissé ;
- en partie compensés par l'évolution de 443 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes. Cette évolution résulte essentiellement (i) de la progression des créances relatives à l'activité de construction, d'exploitation et de commercialisation des réseaux de fibre optique en France, et dans une moindre mesure, (ii) à l'augmentation des retards de paiement des clients, liée notamment à la crise sanitaire Covid-19, (iii) aux mesures de soutien aux fournisseurs en France dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19, (iv) en partie compensées par les effets sur la variation du besoin en fonds de roulement de la baisse généralisée de l'activité commerciale pendant la crise sanitaire Covid-19 (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et notes 5.1 et 6.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

### 1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms

Les flux de trésorerie des activités télécoms sont présentés dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

<b>Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms</b> <sup>(1)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	<b>2020</b>	<b>2019</b> données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 375	4 541
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(3 280)	(4 153)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 158)	263
<b>Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités</b>	<b>(62)</b>	<b>651</b>
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	6 112	5 081
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(62)	651
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(19)	2
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>6 031</b>	<b>5 734</b>

(1) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, la diminution de 166 millions d'euros du flux net de trésorerie généré par l'activité, pour les activités télécoms, s'explique principalement :

- (i) par l'évolution de 443 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes (voir ci-dessus), et (ii) dans une moindre mesure, par la diminution de 139 millions d'euros du résultat d'exploitation ;
- partiellement compensées par la baisse conjointe (i) de 129 millions d'euros des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés), (ii) de 113 millions d'euros des impôts et taxes d'exploitation décaissés, et (iii) de 113 millions d'euros de l'impôt sur les sociétés décaissé (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

#### Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, la diminution de 873 millions d'euros du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique essentiellement :

- par la baisse de 379 millions d'euros des placements et autres actifs financiers, liée essentiellement au contre-effet de l'augmentation de trésorerie reçue au premier semestre 2019 et correspondant aux émissions d'emprunts obligataires réalisées durant ce semestre ;
- par la diminution de 361 millions d'euros des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations), en lien principalement (i) avec le recul généralisé des CAPEX économiques sur le premier semestre 2020 en raison de la crise sanitaire Covid-19, notamment avec le ralentissement du déploiement des réseaux fixes et mobiles, et (ii) avec la baisse des licences de télécommunication décaissées entre les deux périodes (voir section 1.2.6 *Investissements du Groupe*) ;
- et par le contre-effet des acquisitions de titres de participations (nettes de la trésorerie acquise) réalisées au premier semestre 2019 pour 151 millions d'euros (principalement SecureData et BlueSoft).

#### Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, la diminution de 1 421 millions d'euros du flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités télécoms résulte principalement de la baisse de 2 856 millions d'euros des émissions d'emprunts à moyen et long terme (voir note 9.5 de l'annexe aux comptes consolidés), en partie compensée :

- par la diminution de 529 millions d'euros des dividendes versés par Orange SA, suite à la réduction du dividende au titre de l'exercice 2019 dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par l'évolution des découverts bancaires et des emprunts à court terme pour 519 millions d'euros, en raison du rachat en février 2020 de 500 millions d'euros de titres subordonnés qui avaient été reclassés en emprunts à court terme au 31 décembre 2019 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collatéral* pour 258 millions d'euros.

## 1.4.2 Endettement financier des activités télécoms

L'endettement financier net (voir note 9.4 de l'annexe aux comptes consolidés) et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2019.

	30 juin 2020	31 déc. 2019 données historiques
(en millions d'euros)		
<b>Endettement financier net <sup>(1)</sup></b>	<b>26 420</b>	<b>25 466</b>
<b>Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms <sup>(1)</sup></b>	<b>2,04</b>	<b>1,96</b>

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*.

Entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020, l'endettement financier net augmente de 954 millions d'euros.

Evolution de l'endettement financier net (au 30 juin, en millions d'euros)	Diminution / (Augmentation)
<b>Endettement financier net au 31 décembre 2019</b>	<b>(25 466)</b>
Cash-flow organique des activités télécoms <sup>(1)</sup>	255
Licences de télécommunication décaissées	(134)
Principaux litiges décaissés (et encaissés)	(18)
Acquisitions et cessions de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales	(18)
Coupons et autres frais sur titres subordonnés <sup>(2)</sup>	(186)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère <sup>(3)</sup>	(532)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(164)
Autres éléments financiers	(157)
<i>Augmentation de capital d'Orange Bank souscrite par le Groupe <sup>(4)</sup></i>	<i>(89)</i>
<i>Autres <sup>(5)</sup></i>	<i>(68)</i>
<b>Diminution (augmentation) de l'endettement financier net</b>	<b>(954)</b>
<b>Endettement financier net au 30 juin 2020</b>	<b>(26 420)</b>

(1) Voir section 3.1.4.1 *Cash-flow organique (activités télécoms)* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir note 12.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) L'Assemblée Générale du 19 mai 2020 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,50 euro par action au titre de l'exercice 2019 au lieu d'un dividende de 0,70 euro par action annoncé lors de la présentation des résultats consolidés 2019 en février 2020. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 4 décembre 2019 pour un montant total de 796 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,20 euro par action a été mis en paiement le 4 juin 2020 pour un montant de 532 millions d'euros (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(5) Dont (i) l'effet de la comptabilisation des dettes sur actifs financés.

Au 30 juin 2020, la position de liquidité des activités télécoms s'élevait ainsi à 16 523 millions d'euros (voir note 10.1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'évolution des actifs, passifs et résultat financiers hors activités d'Orange Bank est décrite dans la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les indicateurs financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les indicateurs financiers tels que définis par les normes IFRS.

### 1.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation des indicateurs en données à base comparable est pertinente car il s'agit des indicateurs utilisés en interne par le Groupe pour le suivi de ses activités opérationnelles. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

## Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2019 pour les principales données opérationnelles.

<b>Premier semestre 2019 / Groupe</b> (au 30 juin 2019, en millions d'euros)	<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>EBITDAaL</b>	<b>eCAPEX</b>	<b>Nombre moyen d'employés</b>
<b>Données historiques</b>	<b>20 573</b>	<b>5 958</b>	<b>3 509</b>	<b>135 804</b>
<b>Variations de change <sup>(1)</sup></b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>
Livre égyptienne (EGP)	43	13	6	-
Dollar américain (USD)	20	5	2	-
Zloty polonais (PLN)	(35)	(8)	(6)	-
Autres	(10)	1	(2)	-
<b>Variations de périmètre et autres variations</b>	<b>112</b>	<b>(9)</b>	<b>(7)</b>	<b>587</b>
Acquisition de SecureLink	122	8	2	709
Acquisition de BKM	19	(1)	-	194
Acquisition de SecureData	5	-	-	106
Cession d'Orange Niger	(34)	(9)	(1)	(410)
Autres	0	(7)	(8)	(12)
<b>Données à base comparable</b>	<b>20 703</b>	<b>5 960</b>	<b>3 502</b>	<b>136 391</b>

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2019 et les taux de change moyens du premier semestre 2020.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2019 intègrent :

- les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2019 et les taux de change moyens du premier semestre 2020 ;
- et les variations de périmètre et autres variations, avec principalement :
  - l'acquisition de SecureLink (Entreprises) le 8 juillet 2019, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans les données à base comparable,
  - l'acquisition de BKM (Europe) le 30 juillet 2019, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans les données à base comparable,
  - l'acquisition de SecureData (Entreprises) le 31 janvier 2019, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans les données à base comparable,
  - et la cession d'Orange Niger (Afrique & Moyen-Orient) le 22 novembre 2019 prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans les données à base comparable.

## Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2019 pour les principales données opérationnelles.



Premier semestre 2019 / Secteurs (au 30 juin 2019, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>France</b>				
Données historiques	8 874	3 281	1 862	54 133
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	(1)	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	6	3	0	(16)
Données à base comparable	8 880	3 284	1 862	54 117
<b>Espagne</b>				
Données historiques	2 624	787	529	6 884
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(0)	0	0	(0)
Données à base comparable	2 624	787	529	6 884
<b>Europe</b>				
Données historiques	2 789	708	407	21 072
Variations de change <sup>(1)</sup>	(35)	(8)	(6)	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	19	(1)	0	195
Acquisition de BKM	19	(1)	-	194
Autres variations <sup>(2)</sup>	0	0	0	1
Données à base comparable	2 774	699	401	21 267
<b>Afrique &amp; Moyen-Orient</b>				
Données historiques	2 737	868	418	14 912
Variations de change <sup>(1)</sup>	43	13	5	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(38)	(9)	(3)	(449)
Cession d'Orange Niger	(34)	(9)	(1)	(410)
Autres variations <sup>(2)</sup>	(4)	(0)	(2)	(39)
Données à base comparable	2 742	872	420	14 463
<b>Entreprises</b>				
Données historiques	3 770	565	197	25 420
Variations de change <sup>(1)</sup>	10	7	1	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	128	7	2	815
Acquisition de SecureLink	122	8	2	709
Acquisition de SecureData	5	-	-	106
Autres variations <sup>(2)</sup>	1	(1)	0	(0)
Données à base comparable	3 908	578	200	26 235
<b>Opérateurs internationaux &amp; Services partagés</b>				
Données historiques	747	(174)	80	12 549
Variations de change <sup>(1)</sup>	(1)	(0)	0	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(0)	(9)	(7)	43
Données à base comparable	746	(183)	73	12 592
<b>Orange Bank</b>				
Données historiques	-	(78)	16	834
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	-	(0)	0	1
Données à base comparable	-	(78)	16	835

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2019 et les taux de change moyens du premier semestre 2020.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

## 1.5.2 EBITDAaL

L'EBITDAaL (ou "EBITDA after Leases") correspond au résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDAaL et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.



	2020			2019 données historiques		
	Données ajustées	Ajustements de présen- tation <sup>(1)</sup>	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présen- tation <sup>(1)</sup>	Compte de résultat consolidé
(au 30 juin, en millions d'euros)						
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 769</b>	-	<b>20 769</b>	<b>20 573</b>	-	<b>20 573</b>
Achats externes	(8 557)	-	(8 557)	(8 562)	-	(8 562)
Autres produits opérationnels	271	-	271	341	-	341
Autres charges opérationnelles	(274)	(174)	(448)	(195)	(6)	(201)
Charges de personnel	(4 342)	(33)	(4 376)	(4 320)	(114)	(4 434)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 232)	-	(1 232)	(1 207)	-	(1 207)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	59	59	-	68	68
Coûts des restructurations	-	(13)	(13)	-	(52)	(52)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	-	(22)	(3)	-	(3)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(642)	-	(642)	(609)	-	(609)
Perte de valeur des droits d'utilisation	-	(6)	(6)	-	(24)	(24)
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>	(1)	1	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives <sup>(2)</sup>	(56)	56	-	(60)	60	-
<b>EBITDAaL</b>	<b>5 914</b>	<b>(111)</b>	<b>-</b>	<b>5 958</b>	<b>(68)</b>	<b>-</b>
Principaux litiges	(169)	169	-	(65)	65	-
Charges spécifiques de personnel	(28)	28	-	(46)	46	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	59	(59)	-	68	(68)	-
Coûts des programmes de restructuration	(19)	19	-	(75)	75	-
Coûts d'acquisition et d'intégration	(10)	10	-	(10)	10	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 549)	-	(3 549)	(3 500)	-	(3 500)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	2	-	2
Perte de valeur des actifs immobilisés	1	-	1	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	(6)	-	(6)	(4)	-	(4)
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>	1	(1)	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives <sup>(2)</sup>	56	(56)	-	60	(60)	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 249</b>	<b>0</b>	<b>2 249</b>	<b>2 388</b>	<b>-</b>	<b>2 388</b>
Résultat financier	-	-	(742)	-	-	(738)
Impôt sur les sociétés	-	-	(491)	-	-	(513)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 016</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 137</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	-	-	927	-	-	1 039
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	88	-	-	98

(1) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au *Compte de résultat consolidé*.

(2) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur EBITDAaL est pertinente car, en intégrant les charges de location dans son calcul, cet indicateur permet de mieux refléter la performance opérationnelle des secteurs opérationnels tout en conservant une cohérence avec l'indicateur EBITDA ajusté utilisé dans les informations sectorielles jusqu'au 31 décembre 2018. Il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle utilisés en interne par le Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 (i) pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources. L'EBITDAaL, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou au flux net de trésorerie généré par l'activité.

### 1.5.3 eCAPEX

Les eCAPEX (ou "CAPEX économiques") correspondent à la fois (i) aux investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés, et (ii) aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, diminués du prix de cession des actifs immobilisés.

Le tableau suivant montre le passage (i) des investissements incorporels et corporels tels que présentés dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés, et (ii) des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés*, (iii) aux eCAPEX.

	2020	2019 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Investissements incorporels et corporels</b>	<b>3 513</b>	<b>4 216</b>
Actifs financés	(117)	(66)
<b>Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(1)</sup></b>	<b>3 395</b>	<b>4 150</b>
Prix de cession des actifs immobilisés	(197)	(131)
Licences de télécommunication	(42)	(510)
<b>eCAPEX</b>	<b>3 156</b>	<b>3 509</b>

(1) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés*. Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations. Les actifs financés sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur eCAPEX est pertinente car cet indicateur (i) exclut les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les actifs financés (sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition), et (ii) permet, dans un contexte de rotation des actifs lié notamment au modèle économique de la fibre optique, de mesurer plus justement le montant réel des investissements en excluant le prix de cession des actifs immobilisés. Il s'agit de l'indicateur utilisé en interne par le Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ou aux investissements incorporels et corporels.

#### 1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" correspond à l'EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) diminué des eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle utilisé en interne par le Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour (i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement du Groupe.

#### 1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité, diminué (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et hors effet des principaux litiges décaissés (et encaissés).

Le tableau suivant présente, pour les activités télécoms, le passage du flux net de trésorerie généré par l'activité au cash-flow organique des activités télécoms tel que présenté dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	2020	2019 données historiques
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)</b>	<b>4 375</b>	<b>4 541</b>
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 615)	(3 976)
Remboursements des dettes locatives	(633)	(676)
Remboursements des dettes actifs financés	(24)	(5)
Neutralisation des licences de télécommunication décaissées	134	230
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	18	(23)
<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	<b>255</b>	<b>92</b>

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation du cash-flow organique des activités télécoms est pertinente pour mesurer la capacité du Groupe à dégager de la trésorerie à travers ses activités télécoms prises dans leur ensemble en excluant les principaux éléments qui ne sont pas sous son contrôle et qui peuvent varier significativement d'une année à l'autre, ce qui est particulièrement le cas des décaissements (et encaissements) relatifs aux principaux litiges et des décaissements liés aux acquisitions de licences de télécommunication. Il s'agit d'un indicateur plus complet que l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" (utilisé en interne pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels et mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources), car il inclut notamment l'impact des frais financiers, de l'impôt sur les sociétés et de la variation des besoins en fonds de roulement. C'est pourquoi cet indicateur a été retenu par Orange dans le cadre du plan stratégique *Engage 2025* comme indicateur de performance opérationnelle clé des activités télécoms. Cet indicateur est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il ne se substitue pas au flux de trésorerie généré par l'activité ni au flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement.

### 1.5.6 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. En conséquence, la part relative aux instruments de couvertures en vie est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 9.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs du Groupe.

### 1.5.7 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 1.5.6 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDAaL des entités concernées sur les 12 mois précédents.

	30 juin 2020	31 déc. 2019 données historiques
(en millions d'euros)		
Endettement financier net (a)	26 420	25 466
EBITDAaL des activités télécoms (b) <sup>(1)</sup>	12 969	13 019
<b>Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (a/b)</b>	<b>2,04</b>	<b>1,96</b>

(1) EBITDAaL calculé sur les 12 mois précédents en données historiques.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

## 1.6 Informations complémentaires

### 1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2020 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 1.6.2 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2020, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiées au 31 décembre 2019 (voir note 14 de l'annexe aux comptes consolidés).

### 1.6.3 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2020 sont décrits dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 1.6.4 Glossaire financier

**Achats et reversements aux opérateurs** : voir Achats externes.

**Achats externes** : les achats externes comprennent les charges opérationnelles suivantes, hors contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 :

- les **Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : coûts des terminaux et autres équipements vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

**ARPO convergent** : le chiffre d'affaires moyen par client des offres convergentes (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services des offres convergentes grand public facturées aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres convergentes grand public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO convergent est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres convergentes.

**ARPO mobile seul** : le chiffre d'affaires moyen par client des offres mobiles seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services mobiles seuls facturés aux clients (hors *machine-to-machine* et hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres mobiles seuls (hors *machine-to-machine*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO mobile seul est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres mobiles seuls.

**ARPO fixe seul haut débit** : le chiffre d'affaires moyen par client des offres fixes seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit facturés aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres fixes seuls haut débit sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO fixe seul haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres fixes seuls.

**Autres achats externes** : voir Achats externes.

**Autres charges de réseau et charges informatiques** : voir Achats externes.

**Autres charges opérationnelles** : voir Autres produits et charges opérationnels.

**Autres produits et charges opérationnels** : autres produits opérationnels nets des autres charges opérationnelles. Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement le Produit Net Bancaire (PNB, solde net des produits et charges d'exploitation bancaire), les crédits d'impôts et subventions, les produits du service universel, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non contrôlées, les produits sur créances clients dépréciées, les refacturations liées aux partages de réseau, et les produits sur dommages aux lignes ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, les charges du service universel, les litiges, le résultat de change opérationnel, le coût du risque de crédit bancaire et les frais d'acquisition sur titres.

**Autres produits opérationnels** : voir Autres produits et charges opérationnels.

**Autres revenus** : voir Chiffre d'affaires.

**CAPEX économiques** : voir eCAPEX.

**Cash-flow organique (activités télécoms)** : le cash-flow organique des activités télécoms correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité, diminué (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et hors effet des principaux litiges décaissés (et encaissés) (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes

consolidés). Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : voir Achats externes.

**Charges de personnel** : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

**Chiffre d'affaires** : le chiffre d'affaires (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés) comprend :

- les **Services convergents** : le chiffre d'affaires des services convergents comprend le chiffre d'affaires facturé aux clients grand public des offres convergentes (hors ventes d'équipements, voir cette définition) définies comme la combinaison a minima d'un accès haut débit fixe (xDSL, FTTx, câble, 4G fixe) et d'un forfait mobile ;
- les **Services mobiles seuls** : le chiffre d'affaires des services mobiles seuls comprend le chiffre d'affaires facturé aux clients des offres mobiles (appels entrants et sortants : voix, SMS et données), hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions) ;
- les **Services fixes seuls** : le chiffre d'affaires des services fixes seuls comprend le chiffre d'affaires facturé aux clients des services fixes hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions). Il comprend la téléphonie fixe classique, les services fixes haut débit, et les solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception de la France, pour lequel l'essentiel des solutions et réseaux d'entreprises est porté par le secteur opérationnel Entreprises) ;
- les **Services d'intégration et des technologies de l'information** : le chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information inclut les revenus des services de communication et de collaboration unifiés (*Local Area Network* et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet, offres de vidéoconférence), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *cloud computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les services liés au *machine-to-machine* (hors connectivité) ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus ;
- les **Services aux opérateurs** : le chiffre d'affaires des services aux autres opérateurs inclut (i) les services mobiles aux opérateurs, qui regroupent notamment le trafic mobile entrant, l'itinérance (*roaming*) visiteurs, le partage de réseaux, l'itinérance nationale et les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO), et (ii) les services fixes aux opérateurs, qui comprennent notamment l'interconnexion nationale, les services aux opérateurs internationaux, les services d'accès à haut et très haut débit (accès fibre, dégroupage de lignes téléphoniques, ventes d'accès xDSL), et la vente en gros de lignes téléphoniques ;
- les **Ventes d'équipements** : ventes d'équipements fixes et mobiles, à l'exception (i) des ventes d'équipement liés à la fourniture des services d'intégration et des technologies de l'information, et (ii) des ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers ;
- et les **Autres revenus** : les autres revenus incluent notamment les ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers, les revenus des portails, de la publicité en ligne et d'activités transverses du Groupe, et divers autres revenus.

**Données à base comparable** : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Données contributives** : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

**Données historiques** : données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle.

**Données sociales** : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

**EBITDAaL ou "EBITDA after Leases"** : résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**EBITDAaL – eCAPEX** : EBITDAaL (voir cette définition) diminué des eCAPEX (voir cette définition). L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).



**eCAPEX ou "CAPEX économiques"** : investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés (voir note 1.4 de l'annexe aux des comptes consolidés). Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Endettement financier net** : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. En conséquence, la part relative aux instruments de couvertures en vie est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 9.4 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Impôts et taxes d'exploitation** : impôts et taxes incluant notamment la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur les services de télécommunication.

**Investissements incorporels et corporels** : voir eCAPEX.

**Investissements financiers** : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

**Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période)** : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

**Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)** : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

**Salaires et charges** : voir Charges de personnel.

**Services aux opérateurs** : voir Chiffre d'affaires.

**Services convergents** : voir Chiffre d'affaires.

**Services d'intégration et des technologies de l'information** : voir Chiffre d'affaires.

**Services facturés aux clients** : agrégation des Services convergents, des Services mobiles seuls, des Services fixes seuls et des Services d'intégration et des technologies de l'information.

**Services fixes seuls** : voir Chiffre d'affaires.

**Services mobiles seuls** : voir Chiffre d'affaires.

**Variation du besoin en fonds de roulement** : la variation du besoin en fonds de roulement comprend :

- la **Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation**, qui comprend (i) la variation des stocks bruts, (ii) la variation des créances clients brutes, (iii) la variation des dettes de fournisseurs d'autres biens et services, et (iv) la variation des actifs et passifs de contrats clients ;
- et la **Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation**, qui comprend la variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

**Ventes d'équipements** : voir Chiffre d'affaires.

## 2. Comptes consolidés résumés du 1<sup>er</sup> semestre 2020

### Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	44
Etat du résultat global consolidé	45
Etat consolidé de la situation financière	46
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	48
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	49
Tableau des flux de trésorerie consolidés	50

### Notes annexes

<b>Note 1 Informations sectorielles</b>	<b>52</b>
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	52
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2020	54
1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2019	56
1.4 Investissements sectoriels	58
1.5 Actifs sectoriels	60
1.6 Passifs sectoriels	62
1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque	64
1.8 Définition des secteurs opérationnels	66
<b>Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés</b>	<b>66</b>
2.1 Base de préparation des informations financières	66
2.2 Recours à des estimations et au jugement	67
2.3 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 <sup>er</sup> janvier 2020	67
<b>Note 3 Incidences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19</b>	<b>68</b>
3.1 Effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe	68
3.2 Principaux effets sur les comptes consolidés semestriels	68
<b>Note 4 Résultat de cession et principales variations de périmètre</b>	<b>69</b>
4.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	69
4.2 Principales variations de périmètre	69
<b>Note 5 Ventes</b>	<b>69</b>
5.1 Créances clients	69
5.2 Actifs nets et passifs de contrats clients	70

<b>Note 6 Autres charges</b>	<b>70</b>
6.1 Autres charges opérationnelles	70
6.2 Coûts des restructurations	71
6.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	71
<b>Note 7 Pertes de valeur</b>	<b>71</b>
<b>Note 8 Impôt sur les sociétés</b>	<b>72</b>
<b>Note 9 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)</b>	<b>72</b>
9.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	72
9.2 Résultat de change financier	73
9.3 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé	73
9.4 Endettement financier net	73
9.5 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires	74
9.6 Actifs financiers	74
<b>Note 10 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (hors activités d'Orange Bank)</b>	<b>75</b>
10.1 Politique de gestion des risques	75
10.2 Evolution de la notation d'Orange	75
10.3 Ratios financiers	75
10.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers	75
<b>Note 11 Activités d'Orange Bank</b>	<b>75</b>
11.1 Eléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank	75
11.2 Informations sur la gestion du risque de crédit	77
<b>Note 12 Capitaux propres</b>	<b>77</b>
12.1 Evolution du capital	77
12.2 Actions propres	77
12.3 Distributions	77
12.4 Participations ne donnant pas le contrôle	78
12.5 Ecart de conversion	78
12.6 Titres subordonnés	78
<b>Note 13 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés</b>	<b>78</b>
13.1 Litiges	78
13.2 Engagements contractuels non comptabilisés	79
<b>Note 14 Transactions avec les parties liées</b>	<b>79</b>
<b>Note 15 Evénements postérieurs à la clôture</b>	<b>79</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.



## Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>20 769</b>	<b>20 573</b>
Achats externes		(8 557)	(8 562)
Autres produits opérationnels		271	341
Autres charges opérationnelles	6.1	(448)	(201)
Charges de personnel		(4 376)	(4 434)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 232)	(1 207)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	4.1	59	68
Coûts des restructurations	6.2	(13)	(52)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		(3 549)	(3 500)
Dotations aux amortissements des actifs financés		(22)	(3)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		(642)	(609)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		-	2
Pertes de valeur des actifs immobilisés		1	0
Pertes de valeur des droits d'utilisation		(6)	(24)
Résultat des entités mises en équivalence		(6)	(4)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 249</b>	<b>2 388</b>
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés		(569)	(575)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés		(1)	(0)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		1	4
Gain (perte) de change	9.2	(115)	(2)
Intérêts sur les dettes locatives		(56)	(60)
Autres produits et charges financiers		(3)	14
Effets liés à la participation dans BT		-	(119)
<b>Résultat financier</b>		<b>(742)</b>	<b>(738)</b>
Impôt sur les sociétés	8	(491)	(513)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 016</b>	<b>1 137</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		927	1 039
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		88	98
<b>Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère</b>			
Résultat net			
- de base		0,30	0,34
- dilué		0,29	0,33

## Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 016</b>	<b>1 137</b>
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		(16)	(89)
Titres à la juste valeur		(33)	34
Impôt sur les éléments non recyclables		(3)	17
<b>Eléments non recyclables en résultat (a)</b>		<b>(51)</b>	<b>(38)</b>
Titres à la juste valeur		(2)	11
Couverture de flux de trésorerie	9.3	554	(184)
Ecart de conversion	12.5	(184)	50
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(177)	57
Eléments recyclables ou recyclés du résultat global des MEE		-	-
<b>Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)</b>		<b>191</b>	<b>(66)</b>
<b>Autres éléments du résultat global consolidé (a) + (b)</b>		<b>140</b>	<b>(104)</b>
<b>Résultat global consolidé</b>		<b>1 155</b>	<b>1 033</b>
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		1 100	922
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		55	111

MEE : Entités mises en équivalence

## Etat consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Actif</b>			
Ecarts d'acquisition		27 589	27 644
Autres immobilisations incorporelles		14 434	14 737
Immobilisations corporelles		28 398	28 423
Droits d'utilisation		6 197	6 263
Titres mis en équivalence		103	103
Actifs financiers non courants liés aux opérations d'Orange Bank	11.1	1 380	1 259
Actifs financiers non courants	9.1	1 274	1 208
Dérivés actifs non courants		881	562
Autres actifs non courants		135	125
Impôts différés actifs		859	992
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>81 250</b>	<b>81 316</b>
Stocks		866	906
Créances clients	5.1	5 899	5 320
Autres actifs de contrats clients		1 189	1 209
Actifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank	11.1	1 977	3 095
Actifs financiers courants	9.1	4 375	4 766
Dérivés actifs courants		41	12
Autres actifs courants		1 509	1 258
Impôts et taxes d'exploitation		955	1 090
Impôt sur les sociétés		116	120
Charges constatées d'avance		887	730
Disponibilités et quasi-disponibilités	9.1	6 364	6 481
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>24 178</b>	<b>24 987</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>105 428</b>	<b>106 303</b>

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Passif</b>			
Capital social		10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés	12.6	5 803	5 803
Réserves		(1 196)	(1 575)
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>32 106</b>	<b>31 727</b>
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	12.4	2 553	2 688
<b>Total capitaux propres</b>	12	<b>34 660</b>	<b>34 416</b>
Passifs financiers non courants	9.1	32 744	33 148
Dérivés passifs non courants		672	487
Dettes locatives non courantes		5 290	5 225
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		798	817
Avantages du personnel non courants		2 398	2 554
Provision pour démantèlement non courante		818	810
Provision pour restructuration non courante		88	96
Autres passifs non courants		331	353
Impôts différés passifs		779	703
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>43 918</b>	<b>44 192</b>
Passifs financiers courants	9.1	4 489	3 925
Dérivés passifs courants		54	22
Dettes locatives courantes		1 233	1 267
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes		2 472	2 848
Dettes fournisseurs sur autres biens et services		6 397	6 682
Passifs de contrats clients		2 026	2 093
Passifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank	11.1	3 234	4 279
Avantages du personnel courants		2 115	2 261
Provision pour démantèlement courante		10	15
Provision pour restructuration courante		67	120
Autres passifs courants		2 412	2 095
Impôts et taxes d'exploitation		1 566	1 287
Impôt sur les sociétés		724	748
Produits constatés d'avance		50	51
<b>Total des passifs courants</b>		<b>26 850</b>	<b>27 695</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>105 428</b>	<b>106 303</b>

## Tableau des variations des capitaux propres consolidés

	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres	
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global		Total
(en millions d'euros)												
<b>Solde au 1er janvier 2019</b>		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 062)	(571)	30 669	2 357	223	2 580	33 249
Effet de l'application d'IFRS 16		-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	2
<b>Solde au 1er janvier 2019 après effet de l'application d'IFRS 16</b>		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 060)	(571)	30 671	2 357	223	2 580	33 251
<b>Résultat global consolidé</b>		-	-	-	-	1 039	(117)	922	98	13	111	1 033
Rémunération en actions		-	-	-	-	27	-	27	4	-	4	31
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(1)	-	(1)	-	-	-	(1)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 061)	-	(1 061)	(243)	-	(243)	(1 304)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(194)	-	(194)	-	-	-	(194)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	1	-	1	(4)	-	(4)	(3)
Autres mouvements		-	-	-	-	(54)	-	(54)	19	-	19	(35)
<b>Solde au 30 juin 2019</b>		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 303)	(688)	30 311	2 231	236	2 467	32 778
<b>Résultat global consolidé</b>		-	-	-	-	1 967	186	2 153	122	(2)	121	2 274
Rémunération en actions		-	-	-	-	25	-	25	-	-	-	25
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(33)	-	(33)	-	-	-	(33)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(796)	-	(796)	(5)	-	(5)	(801)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(103)	-	(103)	-	-	-	(103)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	3	-	3	5	-	5	8
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	2
Autres mouvements		-	-	-	-	168	-	168	100	-	100	268
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(1 073)	(502)	31 727	2 454	234	2 688	34 416
<b>Résultat global consolidé</b>		-	-	-	-	927	173	1 100	88	(33)	55	1 155
Rémunération en actions		-	-	-	-	7	-	7	2	-	2	9
Rachat d'actions propres	12.2	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1
Distribution de dividendes	12.3	-	-	-	-	(532)	-	(532)	(206)	-	(206)	(738)
Rémunération des titres subordonnés	12.6	-	-	-	-	(164)	-	(164)	-	-	-	(164)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(6)	-	(6)	2	-	2	(4)
Autres mouvements		-	-	-	-	(27)	-	(27)	11	-	11	(16)
<b>Solde au 30 juin 2020</b>		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(867)	(330)	32 106	2 352	201	2 553	34 660

## Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global

	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global	
	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE <sup>(1)</sup>	Total	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés		Total
(en millions d'euros)														
<b>Solde au 1er janvier 2019</b>	(10)	(264)	15	(504)	232	(40)	(571)	(4)	(3)	237	(8)	1	223	(348)
Effet de l'application d'IFRS 16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 1er janvier 2019 après effet de l'application d'IFRS 16</b>	(10)	(264)	15	(504)	232	(40)	(571)	(4)	(3)	237	(8)	1	223	(348)
Variation	41	(180)	37	(89)	74	-	(117)	4	(4)	13	-	-	13	(104)
<b>Solde au 30 juin 2019</b>	<b>31</b>	<b>(444)</b>	<b>52</b>	<b>(593)</b>	<b>306</b>	<b>(40)</b>	<b>(688)</b>	<b>(0)</b>	<b>(7)</b>	<b>250</b>	<b>(8)</b>	<b>1</b>	<b>236</b>	<b>(452)</b>
Variation	(59)	328	27	(18)	(90)	-	186	(2)	1	1	(2)	(0)	(2)	184
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>(28)</b>	<b>(117)</b>	<b>78</b>	<b>(611)</b>	<b>216</b>	<b>(40)</b>	<b>(502)</b>	<b>(2)</b>	<b>(6)</b>	<b>251</b>	<b>(10)</b>	<b>1</b>	<b>234</b>	<b>(268)</b>
Variation	(34)	551	(149)	(15)	(179)	-	173	(1)	3	(35)	(0)	(0)	(33)	140
<b>Solde au 30 juin 2020</b>	<b>(61)</b>	<b>434</b>	<b>(71)</b>	<b>(626)</b>	<b>36</b>	<b>(40)</b>	<b>(330)</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>216</b>	<b>(10)</b>	<b>1</b>	<b>201</b>	<b>(128)</b>

(1) MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.



## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Flux de trésorerie lié à l'activité</b>			
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 016	1 137
Eléments non monétaires et reclassements de présentation			
Impôts et taxes d'exploitation		1 232	1 207
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	4.1	(59)	(68)
Autres gains et pertes		(4)	(7)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		3 549	3 500
Dotations aux amortissements des actifs financés		22	3
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		642	609
Dotations (reprises) des provisions		(288)	(251)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		-	(2)
Pertes de valeur des actifs immobilisés		(1)	-
Pertes de valeur des droits d'utilisation		6	24
Résultat des entités mises en équivalence		6	4
Ecarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		(4)	8
Résultat financier		742	738
Impôt sur les sociétés	8	491	513
Rémunération en actions		9	30
Variations du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles <sup>(1)</sup>			
Diminution (augmentation) des stocks bruts		24	18
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		(699)	(219)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		(248)	(239)
Variation des actifs et passifs de contrats clients		41	(22)
Variation des autres éléments d'actif et de passif <sup>(2)</sup>		(131)	(468)
Autres décaissements nets			
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(871)	(986)
Dividendes encaissés		3	14
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net <sup>(3)</sup>		(624)	(764)
Impôt sur les sociétés décaissé		(527)	(640)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)</b>		<b>4 326</b>	<b>4 139</b>
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(4)</sup>		(3 395)	(4 150)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(441)	7
Avance sur subventions d'investissements		7	-
Cession des actifs corporels et incorporels		201	151
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise			
SecureData		-	(95)
Autres		(0)	(31)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence		(2)	-
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur		(29)	(25)
Produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée		15	2
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers			
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		436	(28)
Autres		(135)	11
<b>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)</b>		<b>(3 344)</b>	<b>(4 158)</b>

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement</b>			
Emissions d'emprunts moyen et long terme	9.5	2 028	4 884
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	9.5	(1 575)	(1 520)
Remboursements des dettes locatives		(634)	(678)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme <sup>(5)</sup>		(219)	(723)
Variation nette des dépôts de cash collateral		132	(150)
Effet change des dérivés net		72	64
Coupons et autres frais sur titres subordonnés	12.6	(186)	(267)
Cessions (rachats) d'actions propres	12.2	(0)	(1)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		1	41
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		(2)	(3)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	12.3	(532)	(1 061)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	12.4	(164)	(243)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)</b>		<b>(1 080)</b>	<b>343</b>
<b>Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)</b>		<b>(98)</b>	<b>324</b>
<b>Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités</b>			
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>		<b>6 481</b>	<b>5 634</b>
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(98)	324
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(19)	2
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>		<b>6 364</b>	<b>5 960</b>

(1) Les activités bancaires opérationnelles comprennent principalement les opérations avec la clientèle et les établissements de crédit. Elles sont présentées en variation des autres éléments d'actif et passif.

(2) Hors créances, dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(3) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (62) millions d'euros au 30 juin 2020 et (46) millions d'euros au 30 juin 2019.

(4) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 117 millions d'euros au 30 juin 2020 et 66 millions d'euros au 30 juin 2019 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(5) Dont rachat de titres subordonnés reclassés en emprunts à court terme pour (500) millions d'euros au 30 juin 2020.

## Note 1 Informations sectorielles

### 1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

	France	Espagne	Europe
(en millions d'euros)			
<b>30 juin 2020</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>9 024</b>	<b>2 503</b>	<b>2 729</b>
Services convergents	2 268	1 020	357
Services mobiles seuls	1 124	517	1 008
Services fixes seuls	1 986	238	308
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	4	143
Services aux opérateurs (Wholesale)	2 871	449	506
Ventes d'équipements	458	263	348
Autres revenus	318	12	58
<i>Externe</i>	<i>8 694</i>	<i>2 486</i>	<i>2 693</i>
<i>Inter-secteurs</i>	<i>330</i>	<i>17</i>	<i>37</i>

<b>30 juin 2019</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 874</b>	<b>2 624</b>	<b>2 789</b>
Service convergents	2 153	1 049	293
Services mobiles seuls	1 168	584	1 065
Services fixes seuls	2 054	254	326
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	3	84
Services aux opérateurs (Wholesale)	2 672	418	530
Ventes d'équipements	578	316	401
Autres revenus	249	-	90
<i>Externe</i>	<i>8 543</i>	<i>2 602</i>	<i>2 748</i>
<i>Inter-secteurs</i>	<i>331</i>	<i>22</i>	<i>41</i>

(1) Dont, en 2020, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 511 millions d'euros, en Espagne pour 6 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 820 millions d'euros et dans les autres pays pour 523 millions d'euros.

Dont, en 2019, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 593 millions d'euros, en Espagne pour 5 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 638 millions d'euros et dans les autres pays pour 534 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 660 millions d'euros en 2020 et 687 millions d'euros en 2019.

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations	Total activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
<b>2 845</b>	<b>3 859</b>	<b>728</b>	<b>(918)</b>	<b>20 771</b>	-	<b>(1)</b>	<b>20 769</b>
-	-	-	-	3 645	-	-	3 645
2 164	327	-	(18)	5 122	-	(0)	5 122
270	1 958	-	(86)	4 673	-	(0)	4 673
11	1 475	-	(78)	1 556	-	(1)	1 555
342	21	530	(657)	4 062	-	-	4 062
40	77	-	(2)	1 184	-	(0)	1 184
19	-	199	(77)	529	-	(0)	529
<b>2 756</b>	<b>3 667</b>	<b>474</b>	-	<b>20 769</b>	-	-	<b>20 769</b>
89	192	255	(918)	1	-	(1)	-
<b>2 737</b>	<b>3 770</b>	<b>747</b>	<b>(966)</b>	<b>20 575</b>	-	<b>(2)</b>	<b>20 573</b>
-	-	-	-	3 495	-	-	3 495
2 042	367	-	(22)	5 204	-	-	5 204
240	1 978	-	(88)	4 764	-	-	4 764
6	1 318	-	(75)	1 336	-	(2)	1 334
391	18	542	(708)	3 863	-	-	3 863
45	89	-	(1)	1 428	-	-	1 428
13	-	205	(72)	485	-	-	485
<b>2 624</b>	<b>3 583</b>	<b>473</b>	-	<b>20 573</b>	-	-	<b>20 573</b>
113	187	274	(966)	2	-	(2)	-

## 1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2020

	France	Espagne	Europe	Afrique et Moyen-Orient
(en millions d'euros)				
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>9 024</b>	<b>2 503</b>	<b>2 729</b>	<b>2 845</b>
Achats externes	(3 313)	(1 395)	(1 531)	(1 219)
Autres produits opérationnels	641	63	72	24
Autres charges opérationnelles	(288)	(103)	(85)	(104)
Charges de personnel	(1 900)	(141)	(315)	(252)
Impôts et taxes d'exploitation	(735)	(63)	(53)	(264)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(102)	(131)	(79)	(64)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>	(1)	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives <sup>(2)</sup>	(4)	(6)	(8)	(32)
<b>EBITDAaL</b>	<b>3 301</b>	<b>728</b>	<b>730</b>	<b>935</b>
Principaux litiges	(167)	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(26)	-	0	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	23	22	4	(0)
Coûts des programmes de restructuration	(4)	(0)	(3)	(2)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	-	(2)	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 575)	(528)	(563)	(508)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(0)	0	1	(0)
Résultat des entités mises en équivalence	0	-	0	(1)
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés<sup>(2)</sup></i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes locatives<sup>(2)</sup></i>	<i>4</i>	<i>6</i>	<i>8</i>	<i>32</i>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 557</b>	<b>228</b>	<b>173</b>	<b>456</b>
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés				
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>				
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net				
Gain (perte) de change				
Intérêts sur les dettes locatives <sup>(2)</sup>				
Autres produits et charges financiers				
<b>Résultat financier</b>				
Impôt sur les sociétés				
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>				

(1) Le produit net bancaire (PNB) d'Orange Bank est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 34 millions d'euros à fin juin 2020. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (11) millions d'euros à fin juin 2020.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Entreprises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank <sup>(1)</sup>	Eliminations activités télécoms / banque	Total	Ajustements de présentation <sup>(2)</sup>	Comptes consolidés Orange
<b>3 859</b>	<b>728</b>	<b>(918)</b>	<b>20 771</b>	-	<b>(1)</b>	<b>20 769</b>	-	<b>20 769</b>
(1 977)	(970)	1 901	(8 504)	(54)	1	(8 557)	-	(8 557)
76	1 006	(1 644)	239	37	(5)	271	-	271
(328)	(17)	661	(265)	(15)	6	(274)	(174)	(448)
(1 035)	(662)	-	(4 305)	(38)	-	(4 342)	(33)	(4 376)
(58)	(58)	-	(1 231)	(1)	-	(1 232)	-	(1 232)
-	-	-	-	-	-	-	59	59
-	-	-	-	-	-	-	(13)	(13)
-	-	-	(22)	-	-	(22)	-	(22)
(63)	(202)	-	(640)	(1)	-	(642)	-	(642)
-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(2)	(4)	-	(56)	(0)	-	(56)	56	n/a
<b>471</b>	<b>(179)</b>	-	<b>5 986</b>	<b>(72)</b>	<b>1</b>	<b>5 914</b>	<b>(111)</b>	<b>n/a</b>
-	(2)	-	(169)	-	-	(169)	169	n/a
(2)	1	-	(28)	(0)	-	(28)	28	n/a
7	4	-	59	-	-	59	(59)	n/a
(3)	(6)	-	(17)	(2)	-	(19)	19	n/a
(4)	(4)	-	(10)	-	-	(10)	10	n/a
(205)	(157)	-	(3 536)	(13)	-	(3 549)	-	(3 549)
-	-	-	-	-	-	-	-	-
(0)	0	-	1	-	-	1	-	1
1	(6)	-	(6)	-	-	(6)	-	(6)
-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
2	4	-	56	0	-	56	(56)	n/a
<b>267</b>	<b>(345)</b>	-	<b>2 336</b>	<b>(87)</b>	<b>1</b>	<b>2 249</b>	-	<b>2 249</b>
								(569)
								(1)
								1
								(115)
								(56)
								(3)
								<b>(742)</b>
								(491)
								<b>1 016</b>



## 1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2019

	France	Espagne	Europe	Afrique et Moyen-Orient
(en millions d'euros)				
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 874</b>	<b>2 624</b>	<b>2 789</b>	<b>2 737</b>
Achats externes	(3 309)	(1 448)	(1 581)	(1 199)
Autres produits opérationnels	686	99	70	23
Autres charges opérationnelles	(264)	(107)	(89)	(93)
Charges de personnel	(1 930)	(135)	(344)	(249)
Impôts et taxes d'exploitation	(684)	(86)	(59)	(253)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(3)	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(84)	(154)	(71)	(64)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>	(0)	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives <sup>(2)</sup>	(5)	(6)	(7)	(34)
<b>EBITDAaL</b>	<b>3 281</b>	<b>787</b>	<b>708</b>	<b>868</b>
Principaux litiges	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(31)	-	-	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	11	5
Coûts des programmes de restructuration	(24)	(6)	(5)	(2)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	-	(1)	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 582)	(533)	(550)	(471)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	2
Pertes de valeur des actifs immobilisés	-	-	-	(1)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés<sup>(2)</sup></i>	<i>0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes locatives<sup>(2)</sup></i>	<i>5</i>	<i>6</i>	<i>7</i>	<i>34</i>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 649</b>	<b>254</b>	<b>170</b>	<b>435</b>
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés				
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>				
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net				
Gain (perte) de change				
Intérêts sur les dettes locatives <sup>(2)</sup>				
Autres produits et charges financiers				
Effets liés à la participation dans BT				
<b>Résultat financier</b>				
Impôt sur les sociétés				
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>				

(1) Le produit net bancaire (PNB) d'Orange Bank est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 15 millions d'euros à fin juin 2019. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (4) millions d'euros à fin juin 2019.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Entreprises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank <sup>(1)</sup>	Eliminations activités télécoms / banque	Total	Ajustements de présentation <sup>(2)</sup>	Comptes consolidés Orange
3 770	747	(966)	20 575	-	(2)	20 573	-	20 573
(1 896)	(1 043)	1 958	(8 518)	(47)	3	(8 562)	-	(8 562)
78	1 034	(1 659)	331	17	(7)	341	-	341
(311)	5	667	(192)	(10)	7	(195)	(6)	(201)
(964)	(662)	-	(4 284)	(36)	-	(4 320)	(114)	(4 434)
(63)	(62)	-	(1 207)	-	-	(1 207)	-	(1 207)
-	-	-	-	-	-	-	68	68
-	-	-	-	-	-	-	(52)	(52)
-	-	-	(3)	-	-	(3)	-	(3)
(47)	(187)	-	(607)	(2)	-	(609)	-	(609)
-	-	-	-	-	-	-	(24)	(24)
-	-	-	(0)	-	-	(0)	0	n/a
(2)	(6)	-	(60)	-	-	(60)	60	n/a
<b>565</b>	<b>(174)</b>	-	<b>6 035</b>	<b>(78)</b>	<b>1</b>	<b>5 958</b>	<b>(68)</b>	<b>n/a</b>
-	(65)	-	(65)	-	-	(65)	65	n/a
(1)	(14)	-	(46)	-	-	(46)	46	n/a
-	52	-	68	-	-	68	(68)	n/a
(10)	(28)	-	(75)	-	-	(75)	75	n/a
(4)	(5)	-	(10)	-	-	(10)	10	n/a
(195)	(159)	-	(3 490)	(10)	-	(3 500)	-	(3 500)
-	-	-	2	-	-	2	-	2
1	-	-	0	-	-	0	-	0
2	(6)	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
-	-	-	0	-	-	0	(0)	n/a
2	6	-	60	-	-	60	(60)	n/a
<b>360</b>	<b>(393)</b>	-	<b>2 475</b>	<b>(88)</b>	<b>1</b>	<b>2 388</b>	-	<b>2 388</b>
								(575)
								(0)
								4
								(2)
								(60)
								14
								(119)
								<b>(738)</b>
								(513)
								<b>1 137</b>

## 1.4 Investissements sectoriels

	France	Espagne	Europe
(en millions d'euros)			
<b>30 juin 2020</b>			
eCapex	1 635	392	369
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	95	75	7
Licences de télécommunication	-	3	30
Actifs financés	117	-	-
<b>Total investissements incorporels et corporels<sup>(3)</sup></b>	<b>1 847</b>	<b>470</b>	<b>405</b>
<b>30 juin 2019</b>			
eCapex	1 862	529	407
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	47	-	17
Licences de télécommunication	-	297	-
Actifs financés	66	-	-
<b>Total investissements incorporels et corporels<sup>(4)</sup></b>	<b>1 975</b>	<b>826</b>	<b>424</b>

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 110 millions d'euros en 2020 et pour 132 millions d'euros en 2019.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 126 millions d'euros en 2020 et pour 138 millions d'euros en 2019.

(3) Dont 944 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 569 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(4) Dont 1 338 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 878 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs internationaux et Services partagés <sup>(2)</sup>	Total activités télécoms	Orange Bank	Comptes consolidés Orange
449	174	123	3 142	14	3 156
2	13	6	197	-	197
9	-	-	42	-	42
-	-	-	117	-	117
<b>460</b>	<b>187</b>	<b>129</b>	<b>3 499</b>	<b>14</b>	<b>3 513</b>
418	197	80	3 493	16	3 509
7	1	59	131	-	131
213	-	-	510	-	510
-	-	-	66	-	66
<b>638</b>	<b>198</b>	<b>139</b>	<b>4 200</b>	<b>16</b>	<b>4 216</b>

## 1.5 Actifs sectoriels

	France	Espagne	Europe
(en millions d'euros)			
<b>30 juin 2020</b>			
Ecarts d'acquisition	14 364	6 872	2 645
Autres immobilisations incorporelles	3 999	1 897	1 837
Immobilisations corporelles	15 454	3 667	3 938
Droits d'utilisation	1 364	1 027	916
Titres mis en équivalence	4	-	5
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	9	17	27
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>35 193</b>	<b>13 479</b>	<b>9 368</b>
Stocks	413	60	148
Créances clients	2 189	617	1 075
Autres actifs de contrats clients	366	135	350
Charges constatées d'avance	57	349	63
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	706	39	88
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>3 731</b>	<b>1 201</b>	<b>1 724</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>38 924</b>	<b>14 680</b>	<b>11 093</b>
<b>31 décembre 2019</b>			
Ecarts d'acquisition	14 364	6 872	2 665
Autres immobilisations incorporelles	3 968	1 961	1 941
Immobilisations corporelles	15 308	3 673	4 109
Droits d'utilisation	1 174	1 123	930
Titres mis en équivalence	3	-	5
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	10	17	22
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>34 827</b>	<b>13 645</b>	<b>9 673</b>
Stocks	463	61	149
Créances clients	1 477	667	1 210
Autres actifs de contrats clients	432	150	380
Charges constatées d'avance	41	401	43
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	699	62	74
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>3 113</b>	<b>1 341</b>	<b>1 855</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>37 940</b>	<b>14 986</b>	<b>11 529</b>

(1) Dont immobilisations corporelles et incorporelles en France pour 586 millions d'euros en 2020 et 642 millions d'euros en 2019.

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées en France pour 1 751 millions d'euros en 2020 et 1 736 millions d'euros en 2019. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(3) Dont 1 380 millions d'euros d'actifs financiers non courants liés aux opérations d'Orange Bank en 2020 et 1 259 millions d'euros en 2019 (voir note 11.1.1).

(4) Dont 1 981 millions d'euros d'actifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank en 2020 et 3 098 millions d'euros en 2019 (voir note 11.1.1).

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises <sup>(1)</sup>	Opérateurs internationaux et Services partagés <sup>(2)</sup>	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
1 474	2 217	18	-	27 589	-	-	27 589
2 167	669	3 775	-	14 344	89	-	14 434
3 697	500	1 138	-	28 393	4	-	28 398
870	326	1 663	-	6 165	32	-	6 197
74	1	18	(0)	103	-	-	103
-	-	-	1 027	1 027	-	-	1 027
23	30	20	2 014	2 140	1 390 <sup>(3)</sup>	(27)	3 502
<b>8 304</b>	<b>3 743</b>	<b>6 632</b>	<b>3 042</b>	<b>79 761</b>	<b>1 516</b>	<b>(27)</b>	<b>81 250</b>
81	58	107	-	866	-	-	866
783	1 092	1 064	(888)	5 933	7	(40)	5 899
9	327	0	-	1 189	-	-	1 189
211	98	118	(16)	880	7	(0)	887
-	-	-	10 409	10 409	-	-	10 409
1 025	197	416	86	2 557	2 389 <sup>(4)</sup>	(18)	4 929
<b>2 109</b>	<b>1 772</b>	<b>1 706</b>	<b>9 590</b>	<b>21 834</b>	<b>2 403</b>	<b>(58)</b>	<b>24 178</b>
<b>10 413</b>	<b>5 515</b>	<b>8 338</b>	<b>12 632</b>	<b>101 595</b>	<b>3 919</b>	<b>(86)</b>	<b>105 428</b>
1 481	2 245	18	-	27 644	-	-	27 644
2 318	695	3 766	-	14 649	88	-	14 737
3 674	526	1 128	-	28 418	5	-	28 423
881	314	1 815	-	6 237	26	-	6 263
84	1	10	0	103	-	-	103
-	-	-	685	685	-	-	685
22	25	19	2 104	2 219	1 268 <sup>(3)</sup>	(27)	3 460
<b>8 461</b>	<b>3 805</b>	<b>6 757</b>	<b>2 789</b>	<b>79 956</b>	<b>1 387</b>	<b>(27)</b>	<b>81 316</b>
76	60	96	-	906	-	-	906
720	1 067	974	(771)	5 343	1	(24)	5 320
11	237	-	-	1 209	-	-	1 209
87	143	26	(16)	725	5	(0)	730
-	-	-	10 820	10 820	-	-	10 820
968	216	330	145	2 494	3 511 <sup>(4)</sup>	(3)	6 002
<b>1 862</b>	<b>1 723</b>	<b>1 426</b>	<b>10 178</b>	<b>21 498</b>	<b>3 517</b>	<b>(28)</b>	<b>24 987</b>
<b>10 323</b>	<b>5 527</b>	<b>8 182</b>	<b>12 967</b>	<b>101 454</b>	<b>4 904</b>	<b>(55)</b>	<b>106 303</b>



## 1.6 Passifs sectoriels

	France	Espagne	Europe
(en millions d'euros)			
<b>30 juin 2020</b>			
<b>Capitaux propres</b>	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 106	890	819
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	44	345	247
Avantages du personnel non courants	1 297	8	18
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	552	78	298
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>2 999</b>	<b>1 321</b>	<b>1 381</b>
Dettes locatives courantes	203	274	124
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 070	491	290
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 608	844	840
Passifs de contrats clients	963	91	316
Avantages du personnel courants	1 108	31	133
Produits constatés d'avance	2	-	4
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	1 273	168	277
<b>Total des passifs courants</b>	<b>7 228</b>	<b>1 899</b>	<b>1 983</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>10 227</b>	<b>3 219</b>	<b>3 365</b>
<b>31 décembre 2019</b>			
<b>Capitaux propres</b>	-	-	-
Dettes locatives non courantes	961	945	788
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	35	366	251
Avantages du personnel non courants	1 461	17	34
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	574	80	301
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>3 030</b>	<b>1 409</b>	<b>1 373</b>
Dettes locatives courantes	170	284	166
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 144	563	407
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 682	1 051	935
Passifs de contrats clients	1 015	98	335
Avantages du personnel courants	1 224	33	110
Produits constatés d'avance	2	-	6
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-
Autres	781	178	268
<b>Total des passifs courants</b>	<b>7 017</b>	<b>2 207</b>	<b>2 226</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>10 047</b>	<b>3 616</b>	<b>3 599</b>

(1) Dont 105 millions d'euros de passifs financiers non courants en 2020 et 101 millions d'euros en 2019 (voir note 11.1).

(2) Dont 3 235 millions d'euros de passifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank en 2020 et 4 280 millions d'euros en 2019 (voir note 11.1).

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
-	-	-	<b>34 764</b>	<b>34 764</b>	<b>(104)</b>	-	<b>34 660</b>
820	259	1 358	-	5 252	38	-	5 290
162	-	-	-	798	-	-	798
71	290	705	-	2 388	9	-	2 398
-	-	-	33 339	33 339	-	-	33 339
57	43	57	923	2 007	114 <sup>(1)</sup>	(27)	2 094
<b>1 110</b>	<b>592</b>	<b>2 119</b>	<b>34 261</b>	<b>43 784</b>	<b>162</b>	<b>(27)</b>	<b>43 918</b>
90	77	467	-	1 233	-	-	1 233
464	73	85	(1)	2 472	-	-	2 472
1 258	735	882	(888)	6 279	159	(40)	6 397
130	426	117	(16)	2 027	-	(0)	2 026
80	385	372	-	2 109	6	-	2 115
36	1	7	(0)	50	-	-	50
-	-	-	4 547	4 547	-	(4)	4 543
1 276	225	907	204	4 331	3 697 <sup>(2)</sup>	(14)	8 013
<b>3 334</b>	<b>1 922</b>	<b>2 837</b>	<b>3 846</b>	<b>23 047</b>	<b>3 861</b>	<b>(58)</b>	<b>26 850</b>
<b>4 444</b>	<b>2 514</b>	<b>4 956</b>	<b>72 871</b>	<b>101 595</b>	<b>3 919</b>	<b>(86)</b>	<b>105 428</b>
-	-	-	<b>34 432</b>	<b>34 432</b>	<b>(16)</b>	-	<b>34 416</b>
785	227	1 490	-	5 196	29	-	5 225
166	-	-	-	817	-	-	817
68	264	702	-	2 544	9	-	2 554
-	-	-	33 562	33 562	-	-	33 562
55	39	55	849	1 954	109 <sup>(1)</sup>	(27)	2 035
<b>1 074</b>	<b>530</b>	<b>2 247</b>	<b>34 411</b>	<b>44 073</b>	<b>147</b>	<b>(27)</b>	<b>44 192</b>
124	97	422	-	1 263	4	-	1 267
529	72	135	(1)	2 848	-	-	2 848
1 136	784	763	(771)	6 581	125	(24)	6 682
123	412	126	(15)	2 094	-	(0)	2 093
71	407	411	-	2 254	6	-	2 261
36	1	7	(0)	51	-	-	51
-	-	-	3 950	3 950	-	(3)	3 947
1 211	283	846	341	3 908	4 638 <sup>(2)</sup>	(0)	8 545
<b>3 231</b>	<b>2 055</b>	<b>2 710</b>	<b>3 503</b>	<b>22 950</b>	<b>4 773</b>	<b>(28)</b>	<b>27 695</b>
<b>4 305</b>	<b>2 586</b>	<b>4 957</b>	<b>72 346</b>	<b>101 454</b>	<b>4 904</b>	<b>(55)</b>	<b>106 303</b>

## 1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque

	30 juin 2020			
	Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 103	(87)	-	1 016
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	6 309	33	1	6 343
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	24	-	-	24
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	(704)	(4)	9	(699)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	(267)	28	(9)	(248)
Variation des actifs et passifs de contrats clients	41	-	-	41
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(111)	(20)	-	(131)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(873)	2	-	(871)
Dividendes encaissés	3	-	-	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(623) <sup>(1)</sup>	1	(1)	(624)
Impôt sur les sociétés décaissé	(527)	(0)	-	(527)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)</b>	<b>4 375<sup>(2)</sup></b>	<b>(49)</b>	<b>-</b>	<b>4 326</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(3)</sup>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 382)	(14)	-	(3 395)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(441)	-	-	(441)
Avance sur subventions d'investissements	7	-	-	7
Cession des actifs corporels et incorporels	201	-	-	201
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(0)	-	-	(0)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	(2)
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur	(29)	-	-	(29)
Produits de cession de titres de participations nets de la trésorerie cédée	15	-	-	15
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	351	(49)	(0)	301
<b>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)</b>	<b>(3 280)</b>	<b>(63)</b>	<b>(0)</b>	<b>(3 344)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	2 028	-	-	2 028
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	(1 575) <sup>(4)</sup>	-	-	(1 575)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(211) <sup>(5)</sup>	(8)	0	(219)
Variation nette des dépôts de cash collateral	133	(1)	-	132
Effet change des dérivés net	72	-	-	72
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(633)	(2)	-	(634)
Coupons et autres frais sur titres subordonnés	(186)	-	-	(186)
Cessions (rachats) d'actions propres	(0)	-	-	(0)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle <sup>(6)</sup>	(88)	89	-	1
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(2)	-	-	(2)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(532)	-	-	(532)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(164)	-	-	(164)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)</b>	<b>(1 158)</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>(1 080)</b>

30 juin 2020

	Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>	<b>6 112</b>	<b>369</b>	-	<b>6 481</b>
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(62)	(35)	-	(98)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(19)	-	-	(19)
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>6 031</b>	<b>333</b>	-	<b>6 364</b>

30 juin 2019

	Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 224	(87)	-	1 137
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	6 267	41	-	6 308
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	18	-	-	18
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	(210)	(2)	(7)	(219)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	(226)	(20)	7	(239)
Variation des actifs et passifs de contrats clients	(22)	-	-	(22)
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(134)	(334)	-	(468)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(986)	-	-	(986)
Dividendes encaissés	14	-	-	14
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(764) <sup>(1)</sup>	-	-	(764)
Impôt sur les sociétés décaissé	(640)	-	-	(640)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)</b>	<b>4 541<sup>(2)</sup></b>	<b>(402)</b>	-	<b>4 139</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(3)</sup>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 134)	(16)	-	(4 150)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	7	-	-	7
Avance sur subventions d'investissements	-	-	-	-
Cession des actifs corporels et incorporels	151	-	-	151
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(126)	-	-	(126)
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur	(25)	-	-	(25)
Produits de cession de titres de participations nets de la trésorerie cédée	2	-	-	2
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	(28)	9	2	(17)
<b>Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)</b>	<b>(4 153)</b>	<b>(7)</b>	<b>2</b>	<b>(4 158)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	4 884	-	-	4 884
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	(1 520)	-	-	(1 520)
Remboursements des dettes locatives	(676)	(2)	-	(678)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(730)	9	(2)	(723)
Variation nette des dépôts de cash collateral	(125)	(25)	-	(150)
Effet change des dérivés net	64	-	-	64

30 juin 2019

(en millions d'euros)	Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
<i>Autres flux</i>				
Coupons et autres frais sur titres subordonnés	(267)	-	-	(267)
Cessions (rachats) d'actions propres	(1)	-	-	(1)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle <sup>(6)</sup>	(59)	100	-	41
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(3)	-	-	(3)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 061)	-	-	(1 061)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(243)	-	-	(243)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)</b>	<b>263</b>	<b>82</b>	<b>(2)</b>	<b>343</b>
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>	<b>5 081</b>	<b>553</b>	<b>-</b>	<b>5 634</b>
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	651	(327)	-	324
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	2	-	-	2
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>5 734</b>	<b>226</b>	<b>-</b>	<b>5 960</b>

(1) Dont (62) millions d'euros au 30 juin 2020 et (46) millions d'euros au 30 juin 2019 d'intérêts décaissés sur les dettes locatives.

(2) Dont principaux litiges décaissés et encaissés pour (18) millions d'euros au 30 juin 2020 et 23 millions d'euros au 30 juin 2019.

(3) Dont licences de télécommunications décaissées pour (134) millions d'euros au 30 juin 2020 et (230) millions d'euros au 30 juin 2019.

(4) Dont remboursements des dettes sur actifs financés pour (24) millions d'euros au 30 juin 2020 et (5) millions d'euros au 30 juin 2019.

(5) Dont rachat de titres subordonnés reclassés en emprunts à court terme pour (500) millions d'euros au 30 juin 2020.

(6) Dont 89 millions d'euros au 30 juin 2020 et 65 millions d'euros au 30 juin 2019 de capital d'Orange Bank souscrit par le groupe Orange.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le cash-flow organique des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)</b>	<b>4 375</b>	<b>4 541</b>
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 615)	(3 976)
Remboursements des dettes locatives	(633)	(676)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(24)	(5)
Neutralisation des licences de télécommunications décaissées	134	230
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	18	(23)
<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	<b>255</b>	<b>92</b>

## 1.8 Définition des secteurs opérationnels

Suite à l'évolution de l'organisation du Comité Exécutif effective à compter du 1er septembre 2020, la présentation des informations sectorielles pourrait être modifiée au second semestre 2020.

## Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2020 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2019.

### 2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2020 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 29 juillet 2020.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, ces comptes sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union européenne et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées en note 2.3.

Les données sont présentées sur la base de données en millions d'euros, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception des textes en cours d'adoption actuellement en cours d'analyse.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

## 2.2 Recours à des estimations et au jugement

La direction d'Orange exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions et procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués ou lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Dans le contexte actuel de crise sanitaire, les estimations retenues au 30 juin 2020 pourraient être modifiées dans le cadre des prochains arrêtés (voir note 3).

## 2.3 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1<sup>er</sup> janvier 2020

### 2.3.1 Interprétation et amendement d'IFRS 16 "Contrats de location"

Le Groupe applique la norme IFRS 16 "Contrats de location" depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La décision du comité de l'IFRS IC publiée en novembre 2019 précise qu'il n'est pas possible de retenir uniquement l'approche juridique pour déterminer la période exécutoire d'un contrat, dont la durée ne peut pas être déterminée de façon ferme à l'origine du contrat. Le comité considère qu'un contrat de location reste exécutoire aussi longtemps que le locataire, ou le bailleur, aurait à subir une perte ou une pénalité plus qu'insignifiante en cas d'arrêt du contrat. Pour déterminer la durée exécutoire du contrat de location, il doit être pris en compte l'ensemble des aspects économiques du contrat et pas seulement les indemnités de résiliations contractuelles.

En date d'établissement des comptes consolidés annuels 2019, le Groupe avait retenu, selon les positions comptables et les modalités de mises en œuvre concernant l'appréciation de la durée des contrats, une approche juridique dans un certain nombre de contrats sans durée déterminée avec un préavis inférieur à 12 mois pour lesquels le Groupe a appliqué l'exemption de courte durée, notamment pour les locations de certains sites mobiles.

La décision de l'IFRS IC sur la durée exécutoire des contrats sera mise en œuvre au 31 décembre 2020 sur l'ensemble des contrats de location entrant dans le champ d'application de la décision finale du comité d'interprétation. L'impact de cette mise en œuvre apparaît circonscrit aux contrats à durée indéterminée avec préavis court et aux contrats dont la durée de location initiale serait dépassée et qui seraient en situation de tacite reconduction. Dans le contexte actuel de crise sanitaire, à la date d'établissement des comptes consolidés résumés par le Conseil d'Administration, l'analyse est toujours en cours et le Groupe estime que l'incidence sur le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pourrait se traduire par un effet sur les droits d'usages et dettes locatives estimé entre 400 et 600 millions d'euros.

### 2.3.2 Amendement d'IFRS 3 "Définition d'une activité"

La définition d'une activité a été clarifiée par cet amendement et vise à aider les préparateurs de comptes à déterminer si une acquisition doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Cet amendement s'applique à l'ensemble des acquisitions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ces modifications portent sur la définition d'une entreprise :

- l'entreprise doit inclure des entrées et un processus substantiel qui ont la capacité de contribuer significativement à des sorties ;
- la portée est limitée aux biens et services fournis aux clients et aux produits tirés des activités ordinaires et non aux dividendes, aux réductions de coûts ou tous autres avantages économiques directs pour les investisseurs et éventuellement d'autres tiers.

Cet amendement n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2020 et le Groupe tiendra compte de ces nouvelles dispositions lors de ses prochaines acquisitions.

### 2.3.3 Amendements d'IAS 1 et IAS 8 "Matérialité"

Les amendements d'IAS 1 et IAS 8, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, améliorent la définition de la matérialité afin de déterminer si une information doit être fournie dans les états financiers, ou si la façon dont elle est communiquée aboutit au même effet que si elle

n'avait pas été communiquée. Le Groupe considère que le jugement appliqué dans le choix des informations fournies dans ses annexes aux comptes consolidés répond aux dispositions des amendements publiés par l'IASB.

### Note 3 Incidences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19

Cette note a pour objet de synthétiser les incidences de la crise sanitaire sur l'activité et la performance du Groupe, les jugements et hypothèses retenus ainsi que les principaux effets de la crise sur les états financiers consolidés du Groupe.

#### 3.1 Effets de l'épidémie de Covid-19 sur les activités et la situation financière du Groupe

L'impact du Covid-19 sur la santé humaine a conduit le Groupe à rapidement mettre en œuvre des actions afin de protéger ses salariés, les fournisseurs et clients d'Orange. Le déploiement de ce dispositif ainsi que les décisions prises par les gouvernements des pays dans lesquels le Groupe est présent ont affecté les activités et la situation financière d'Orange.

Ces conséquences ne sont pas aisément quantifiables, étant difficiles à isoler des autres évolutions de la période.

Sur le premier semestre 2020, les principaux effets de l'épidémie de Covid-19 sur le chiffre d'affaires du Groupe sont :

- une forte baisse des ventes d'équipements ;
- un ralentissement des revenus des services aux opérateurs fixes ;
- un recul des revenus issus de l'itinérance (*roaming*) internationale (visiteurs et clients) dans quasiment tous les pays et de façon marquée pour les services aux entreprises ;
- un ralentissement de l'activité des services aux entreprises, avec notamment une baisse des revenus des services d'intégration et des technologies de l'information au deuxième trimestre 2020 ;
- une baisse généralisée de l'activité commerciale.

S'agissant des charges d'exploitation du Groupe, les principaux impacts de l'épidémie de Covid-19 sont :

- une augmentation des charges d'interconnexion, des achats d'équipements de protection et des surcoûts liés au dispositif de mesures d'accompagnement des prestataires réseaux en France ;
- une hausse des dépréciations et pertes sur créances clients ;
- le versement à certains salariés de primes spécifiques en lien avec la crise sanitaire ;
- une baisse significative des charges commerciales et coûts des équipements ainsi que des frais généraux.

Concernant les investissements du Groupe, les principaux effets sont une diminution des investissements s'expliquant par un décalage d'un certain nombre de projets.

#### 3.2 Principaux effets sur les comptes consolidés semestriels

Les principales estimations comptables au 30 juin 2020 lors de la préparation des comptes semestriels du groupe Orange ont concerné :

- les tests de dépréciation d'actifs (voir note 7) ;
- les tests de recouvrabilité des impôts différés actifs (voir note 8) ;
- la dépréciation des créances clients conformément à IFRS 9 (voir notes 5.1 et 6.1) ;
- l'exposition du Groupe aux risques de crédit, de liquidité et de marché (voir note 10) ;

Les recours à des estimations et au jugement ainsi que les principales hypothèses retenues sont détaillées dans chacune des notes dédiées.

Au 30 juin 2020, les principaux surcoûts spécifiques induits par la gestion de la crise sanitaire sur le résultat d'exploitation sont décrits ci-après.

En achats externes, les principaux coûts incrémentaux sont les suivants :

- achats d'équipements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des personnels pour (50) millions d'euros, principalement chez Orange SA ;
- surcoûts liés au dispositif de mesures d'accompagnement de certaines prestations réseaux afin de maintenir l'activité et compenser une partie des coûts fixes des prestataires en France pour (20) millions d'euros (auxquels s'ajoutent (23) millions d'euros enregistrés en investissements) ;
- dons et mécénats de (9) millions d'euros notamment chez les entités en Afrique et Moyen-Orient et Orange SA.

Les charges de personnel incluent le versement à certains salariés de primes spécifiques en lien avec la crise sanitaire pour (10) millions d'euros.



Les autres charges opérationnelles comprennent également des hausses de dépréciations de créances clients, conformément à IFRS 9, pour (72) millions d'euros dont (67) millions d'euros liés aux activités télécoms et (5) millions d'euros liées aux activités d'Orange Bank.

## Note 4 Résultat de cession et principales variations de périmètre

### 4.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat de cession des actifs immobilisés <sup>(1)</sup>	59	68
Résultat de cession de titres et d'activités	0	0
<b>Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités</b>	<b>59</b>	<b>68</b>

(1) Dont en 2020, 197 MEUR de prix de cession et (139) MEUR de valeur nette comptable et en 2019, 131 MEUR de prix de cession et (63) MEUR de valeur nette comptable.

### 4.2 Principales variations de périmètre

#### Offre publique de retrait des actions de Business & Decision

Le 28 mai 2020, Orange Business Services a lancé une offre publique de retrait obligatoire visant à acquérir la totalité des actions Business & Decision non encore détenues par le Groupe, représentant 6,38% du capital.

Cette offre s'est clôturée le 8 juillet et a été suivie du retrait de cote effectif des actions de Business & Decision le 13 juillet 2020.

Au 30 juin 2020, Orange détient 95,08 % du capital suite au rachat des actions Business & Decision apportées dans le cadre de l'offre publique de retrait à cette date. Une dette financière de 3 millions d'euros a été comptabilisée dans les comptes au 30 juin 2020 au titre de l'engagement de rachat des actions restantes du fait de leur transfert au Groupe à l'issue de la procédure de retrait obligatoire de Business & Decision du marché boursier.

## Note 5 Ventas

### 5.1 Créances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Valeur nette des créances clients - en début de période</b>	<b>5 320</b>	<b>5 295</b>
Variations liées à l'activité	615	1
Variations de périmètre	-	50
Ecart de conversion	(42)	28
Reclassements et autres	6	(53)
<b>Valeur nette des créances clients - en fin de période</b>	<b>5 899</b>	<b>5 320</b>

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Créances clients nettes dépréciées sur la base de l'ancienneté	1 036	1 233
Créances clients nettes dépréciées sur la base d'autres critères	455	579
<b>Créances clients nettes échues</b>	<b>1 491</b>	<b>1 812</b>
Non échues <sup>(1)</sup>	4 408	3 508
<b>Créances clients nettes</b>	<b>5 899</b>	<b>5 320</b>
Dont part à court terme	5 656	5 044
Dont part à long terme <sup>(2)</sup>	243	276
Dont créances clients nettes des activités télécoms	5 899	5 320
Dont créances clients nettes d'Orange Bank	-	-

(1) Les créances non échues sont présentées nettes du solde de la provision IFRS 9 qui s'élève à (33) millions d'euros au 30 juin 2020 et (23) millions d'euros au 31 décembre 2019.

(2) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement différé dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues des offres de location-financement d'équipements aux entreprises.

Le Groupe a apprécié le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2020 et a comptabilisé des dépréciations de créances clients pour un montant de (225) millions d'euros sur la période au compte de résultat, dont (67) millions d'euros pour les activités télécoms en lien avec les effets de la crise sanitaire reflétant principalement une hausse du risque sur le segment France de (27) millions d'euros.

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2019, Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises) et de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger.

Du fait de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, des mesures de soutien économique à destination des entreprises et des particuliers ont été prises par un certain nombre d'Etats et ont contribué à contenir partiellement le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2020, réduisant ainsi la visibilité de l'ampleur de la dégradation attendue de l'environnement économique (notamment sur le risque de défaillances des entreprises).

De son côté, Orange a appliqué une série de mesures générales en faveur de ses clients (tous segments de clientèle confondus), dont la suspension temporaire de mesures coercitives et des procédures de recouvrement et a accordé des échéanciers de règlement à certains clients.

Dans ce contexte spécifique, le Groupe a renforcé son suivi du recouvrement des créances clients sur la période afin de gérer et d'adapter les mesures de relance, lesquelles ont repris progressivement à compter du mois de juin sur tous les segments de clients.

Au regard de l'incertitude persistante autour de l'environnement économique, le Groupe accordera une attention spécifique à l'évolution du risque de non-recouvrement des créances clients sur le second semestre.

Pour Orange Bank, les effets de la crise sanitaire sur le risque de crédit bancaire sont décrits dans la note 6.1.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière pour les activités télécoms :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Dépréciations sur créances clients - en début de période</b>	<b>(888)</b>	<b>(816)</b>
Dotations nettes comptabilisées au résultat	(225)	(332)
Pertes réalisées sur créances clients	141	271
Variations de périmètre	-	(1)
Ecarts de conversion	6	(5)
Reclassements et autres	0	(5)
<b>Dépréciations sur créances clients - en fin de période</b>	<b>(966)</b>	<b>(888)</b>

## 5.2 Actifs nets et passifs de contrats clients

L'analyse menée par le Groupe sur la dépréciation des actifs de contrats clients n'a pas mis en évidence d'effet significatif au 30 juin 2020.

## Note 6 Autres charges

### 6.1 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Dépréciations et pertes sur créances clients - activités télécoms	(225) <sup>(1)</sup>	(149)
Litiges	(169)	19
Résultat de change opérationnel	8	(5)
Coût du risque de crédit bancaire	(11)	(4)
Coûts d'intégration	(5)	(7)
Autres charges	(46)	(55)
<b>Total</b>	<b>(448)</b>	<b>(201)</b>

(1) voir note 5.1.

Le coût du risque de crédit bancaire concerne uniquement Orange Bank et comprend les dotations et reprises sur les dépréciations des titres à revenus fixes, des prêts et créances à la clientèle ainsi que les dotations et reprises de dépréciations relatives aux engagements de garantie donnés, les pertes sur créances et les récupérations de créances amorties.

Dans le contexte de crise sanitaire, les paramètres utilisés pour l'évaluation du risque de crédit ont été actualisés (voir note 11.2). Une provision de 5 millions d'euros a été reconnue au 30 juin 2020, dont 3 millions d'euros sur le périmètre des crédits à la consommation amortissables et 2 millions d'euros sur les secteurs considérés comme sensibles (hôtellerie, immobilier commercial, agriculture, activité patrimoniale) hérités de Groupama Banque.

## 6.2 Coûts des restructurations

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Plans de départ des salariés	(7)	(13)
Immobilier	2	(2)
Réseaux de distribution	(1)	(9)
Autres	(7)	(28)
<b>Total coûts des restructurations</b>	<b>(13)</b>	<b>(52)</b>

## 6.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

### Avances et paiements anticipés de factures fournisseurs dans le cadre de la crise sanitaire

Afin de soutenir les petites et moyennes entreprises dans le cadre de la crise sanitaire, Orange a mis en place un dispositif d'avances financières et de paiements accélérés d'un certain nombre de factures.

### Extension des délais de règlement de fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Depuis plusieurs années, certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures. Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 400 millions d'euros au 30 juin 2020.

## Note 7 Pertes de valeur

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et lorsque des indicateurs de dépréciation sont identifiés.

L'évolution du contexte économique et financier, l'appréciation de la capacité de résistance des acteurs du marché des télécommunications à une dégradation plus ou moins profonde des environnements économiques locaux, l'évolution des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs analysés pour la mise en œuvre de tests de dépréciation.

Par rapport aux éléments décrits au 31 décembre 2019, l'épidémie de Covid-19 a des incidences à date dont le Groupe a tenu compte lors de l'identification d'indices de perte de valeur et notamment dans :

- les hypothèses de marché des taux d'actualisation et de croissance ;
- la réalisation de la première année des plans d'affaires.

Les travaux de planification pluriannuelle étant réalisés au second semestre, les réexamens semestriels, rendus nécessaires du fait des indicateurs de dépréciation, sont conduits sur la base de révisions préliminaires des trajectoires de flux de trésorerie retenues à la fin de l'année précédente.

Au 30 juin 2020, compte tenu du contexte de crise sanitaire, l'exercice de revue des indices de perte de valeur a été marqué par les évolutions suivantes :

- hausse des taux d'actualisation de la zone Afrique et Moyen-Orient liée à l'augmentation des spreads de dette et des primes de risque pays ;
- révision des flux de trésorerie adressée de façon ciblée en cas de non réalisation de la première année de la trajectoire et en fonction de la matérialité du risque sur la marge de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) testées ;
- analyses de sensibilité prenant en compte dans les paramètres financiers et/ou les flux de trésorerie, les incertitudes du contexte actuel et notamment en faisant varier la magnitude des effets sur les semestres à venir et l'horizon de retour à la normale des activités.

### Au 30 juin 2020

La revue des indicateurs a conduit à réviser la valeur d'utilité de l'UGT Espagne : sur la base de la meilleure appréciation du management dans le contexte actuel, la valeur d'utilité estimée est en baisse significative par rapport au 31 décembre 2019 du fait de la prise en compte des effets du contexte économique local, de la concurrence sur les offres clients et, dans une moindre mesure, de la crise sanitaire.

Les paramètres financiers (taux d'actualisation et taux de croissance à l'infini) utilisés pour la mise à jour de la valeur d'utilité n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2019.

Cette révision des flux futurs de trésorerie n'a cependant pas conduit le Groupe à constater de dépréciation au 30 juin 2020. La marge limitée découlant de cette nouvelle valorisation fera l'objet d'un suivi au second semestre en prenant en compte l'évolution de la gouvernance locale et la mise jour des hypothèses clés de valorisation.

L'analyse de sensibilité menée sur la nouvelle valorisation de l'Espagne montre un effet sur la valeur recouvrable d'environ 1,1 milliard d'euros en cas de variation :

- de 10% des flux de trésorerie futurs de l'année terminale ; ou
- de 50 pdb du taux d'actualisation après impôt ; ou
- de 50 pdb du taux de croissance à l'infini.

Sur les autres UGT, la revue des indices de perte de valeur et les analyses réalisées n'ont pas mis en évidence de nouveaux risques significatifs de dépréciation au 30 juin 2020.

### Au 30 juin 2019

Au 30 juin 2019, la revue des indicateurs n'avait pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

## Note 8 Impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Impôt sur les sociétés</b>	<b>(491)</b>	<b>(513)</b>
Impôt exigible	(474)	(525)
Impôt différé	(18)	12

Au 30 juin 2020, la charge d'impôt différé comprend une augmentation de (63) millions d'euros des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange. En effet, le gouvernement britannique a annulé la baisse prévue du taux d'impôt de 19% à 17% en 2020, maintenant ainsi le taux à 19%. Les impôts différés passifs sur la marque sont désormais valorisés au taux de 19%.

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs. La recouvrabilité est notamment appréciée au regard des plans d'affaires utilisés pour les tests de perte de valeur.

Au 30 juin 2020, en lien avec la révision des flux futurs de trésorerie de l'Espagne (voir note 7), une charge d'impôt différé de (50) millions d'euros a été constatée afin de refléter l'effet négatif sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs reconnus des effets du contexte économique local, de la concurrence sur les offres clients et de la crise sanitaire dans une moindre mesure.

## Note 9 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)

### 9.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 9 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 11 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Orange Bank	Note	dont éliminations activités télécoms / banque
Actifs financiers non courants liés aux opérations d'Orange Bank	1 380	-		1 380	11.1.1	-
Actifs financiers non courants	1 274	1 301	9.6	-		(27) <sup>(1)</sup>
Dérivés actifs non courants	881	881	9.4	-		-
Actifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank	1 977	-		1 981	11.1.1	(4)
Actifs financiers courants	4 375	4 376	9.6	-		(1)
Dérivés actifs courants	41	41	9.4	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 364	6 031	9.4	333		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations d'Orange Bank	-	-		27	11.1.2	(27) <sup>(1)</sup>
Passifs financiers non courants	32 744	32 744	9.4	-		-
Dérivés passifs non courants	672	594	9.4	78		-
Passifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank	3 234	-		3 235	11.1.2	(1)
Passifs financiers courants	4 489	4 493	9.4	-		(4)
Dérivés passifs courants	54	54	9.4	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

## 9.2 Résultat de change financier

Le résultat de change financier inclut principalement l'effet de la revalorisation des dérivés de transaction détenus en couverture économique des nominaux des titres subordonnés libellés en livres sterling et enregistrés en capitaux propres pour leur valeur historique (voir note 12.6).

## 9.3 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé

A fin juin 2020, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 554 millions d'euros contre une perte de (184) millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2019. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe par des *cross currency swaps*.

Le gain sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020 s'explique principalement par la baisse du différentiel de taux euro-dollar sur la période. La perte sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019 s'expliquait principalement par la mise en place de nouvelles couvertures de flux de trésorerie, notamment à la suite de l'émission obligataire en livres sterling de janvier 2019, ainsi que la hausse du différentiel de taux euro-livre sterling sur la période.

## 9.4 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
TDIRA	641	822
Emprunts obligataires	30 807	30 893
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	4 467	4 013
Dettes sur actifs financés	216	125
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	417	261
NEU Commercial Papers <sup>(1)</sup>	391	158
Banques créditrices	182	203
Autres passifs financiers <sup>(2)</sup>	118	602
<b>Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net</b>	<b>37 237</b>	<b>37 076</b>
Dérivés passifs courants et non courants <sup>(3)</sup>	648	436
Dérivés actifs courants et non courants <sup>(3)</sup>	(922)	(573)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couverture en vie	(28)	(542)
<b>Endettement financier brut après dérivés (a)</b>	<b>36 935</b>	<b>36 397</b>
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> <sup>(4)</sup>	(147)	(123)
Placements à la juste valeur <sup>(5)</sup>	(4 337)	(4 696)
Quasi-disponibilités	(3 247)	(3 651)
Disponibilités	(2 784)	(2 462)
<b>Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)</b>	<b>(10 514)</b>	<b>(10 931)</b>
<b>Endettement financier net (a) + (b)</b>	<b>26 420</b>	<b>25 466</b>

(1) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(2) Inclut les titres subordonnés requalifiés en 2019 en passifs financiers court terme rachetés à la première date de call, le 7 février 2020, pour 500 millions d'euros.

(3) Au 30 juin 2020, l'effet change sur les *cross currency swaps* couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain latent de 578 millions d'euros.

(4) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(5) Seuls les placements, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

Le 28 janvier 2020, Orange SA a racheté 12 749 titres à durée indéterminée remboursables en actions ("TDIRA") pour un nominal de 180 millions d'euros. Compte tenu de ce rachat, 45 232 TDIRA restent en circulation pour un nominal global de 638 millions d'euros.

## 9.5 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires

Au cours du premier semestre 2020, Orange SA a procédé au remboursement à échéance de trois emprunts obligataires pour 1 050 millions d'euros.

Durant cette même période, Orange SA a émis un emprunt bancaire de 350 millions d'euros à échéance 2027 auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) ainsi que deux emprunts obligataires :

- 750 millions d'euros le 7 avril 2020 à échéance 7 juillet 2027 avec un coupon de 1,25 % ;
- 750 millions d'euros le 7 avril 2020 à échéance 7 avril 2032 avec un coupon de 1,625 %.

Le 6 février 2020, le Groupe a remboursé par anticipation l'emprunt de 150 millions d'euros émis en 2018 par SecureLink portant intérêt au taux Euribor 3 mois + 5,5 % et dont la maturité initiale était le 6 février 2023.

## 9.6 Actifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019
	Non courant	Courant	Total	Total
<b>Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat</b>	<b>298</b>	-	<b>298</b>	<b>277</b>
Titres de participation	298	-	298	277
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>277</b>	<b>4 337</b>	<b>4 613</b>	<b>4 953</b>
Placements à la juste valeur <sup>(1)</sup>	-	4 337	4 337	4 696
Titres de participation	130	-	130	133
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	147	-	147	123
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>727</b>	<b>39</b>	<b>766</b>	<b>772</b>
Créances rattachées à des participations <sup>(2)</sup>	48	13	61	70
Autres <sup>(3)</sup>	679	26	705	702
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>1 301</b>	<b>4 376</b>	<b>5 677</b>	<b>6 001</b>

(1) Exclusivement des *NEU Commercial Papers* et des titres obligataires.

(2) Dont prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

(3) Dont la consignation de 347 millions d'euros au titre du litige Digicel.

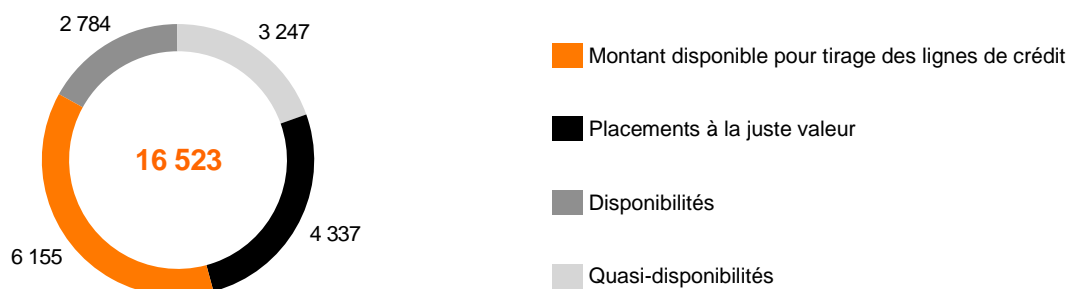
## Note 10 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (hors activités d'Orange Bank)

### 10.1 Politique de gestion des risques

Au premier semestre 2020, la crise sanitaire n'a pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers. Ainsi, le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Les couvertures de flux de trésorerie en place, notamment, n'ont pas été remises en cause malgré la crise. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié (voir note 9.5) lui permettant de présenter au 30 juin 2020 la position de liquidité suivante :

#### Position de liquidité

(en millions d'euros)



Pour la gestion spécifique du risque de contrepartie lié aux créances clients, voir note 5.1.

### 10.2 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange n'a pas évolué au premier semestre 2020 par rapport au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020, la notation Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	Non applicable

### 10.3 Ratios financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2019 demeurent respectés.

### 10.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun événement significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2020.

## Note 11 Activités d'Orange Bank

### 11.1 Eléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank

Les comptes d'Orange Bank ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 9 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 11 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2020.



(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Orange Bank	Note	dont éliminations activités télécoms / banque
Actifs financiers non courants liés aux opérations d'Orange Bank	1 380	-		1 380	11.1.1	-
Actifs financiers non courants	1 274	1 301	9.6	-		(27) <sup>(1)</sup>
Dérivés actifs non courants	881	881	9.4	-		-
Actifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank	1 977	-		1 981	11.1.1	(4)
Actifs financiers courants	4 375	4 376	9.6	-		(1)
Dérivés actifs courants	41	41	9.4	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 364	6 031	9.4	333		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations d'Orange Bank	-	-		27	11.1.2	(27) <sup>(1)</sup>
Passifs financiers non courants	32 744	32 744	9.4	-		-
Dérivés passifs non courants	672	594	9.4	78		-
Passifs financiers courants liés aux opérations d'Orange Bank	3 234	-		3 235	11.1.2	(1)
Passifs financiers courants	4 489	4 493	9.4	-		(4)
Dérivés passifs courants	54	54	9.4	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

### 11.1.1 Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank

(en millions d'euros)	30 juin 2020			31 décembre 2019
	Non courant	Courant	Total	Total
<b>Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Titres de participation	2	-	2	2
<b>Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat</b>	<b>645</b>	<b>5</b>	<b>650</b>	<b>656</b>
Titres de dettes	645	5	650	656
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>99</b>	<b>-</b>	<b>99</b>	<b>179</b>
Placements à la juste valeur	-	-	-	79
Dépôts versés de cash collateral	76	-	76	76
Autres	22	-	22	25
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>635</b>	<b>1 976</b>	<b>2 611</b>	<b>3 519</b>
Titres à revenu fixe	635	6	641	506
Prêts et créances auprès de la clientèle	-	1 857	1 857	1 937
Prêts et créances auprès des établissements de crédit	-	109	109	1 073
Autres	-	4	4	3
<b>Total Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank</b>	<b>1 380</b>	<b>1 981</b>	<b>3 361</b>	<b>4 357</b>

### Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en début de période</b>	<b>656</b>	<b>925</b>
Acquisitions	110	165
Remboursements et cessions	(114)	(442)
Variation de juste valeur	(2)	9
Autres effets	(1)	(1)
<b>Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en fin de période</b>	<b>650</b>	<b>656</b>

## Prêts et créances d'Orange Bank

Dans le cadre de la retranscription des comptes d'Orange Bank dans le plan comptable du Groupe, les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle ont été rassemblés au sein des prêts et créances auprès de la clientèle.

A fin juin 2020, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (représentant 849 millions d'euros) et de crédits à l'habitat (représentant 858 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

### 11.1.2 Passifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées principalement par des dettes de la banque auprès de la clientèle pour 2 150 millions d'euros, des établissements de crédit pour 617 millions d'euros ainsi que par des certificats de dépôts pour 467 millions d'euros.

A fin juin 2020, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées principalement de comptes ordinaires de la clientèle pour 1 273 millions d'euros et de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 876 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et emprunts à terme.

## 11.2 Informations sur la gestion du risque de crédit

Au 30 juin 2020, la crise sanitaire a eu une incidence sur la gestion et l'évaluation du risque de crédit.

Les paramètres utilisés pour l'évaluation du risque de crédit ont été actualisés sur la base d'informations prospectives requises par la norme IFRS 9 (prévisions du PIB français pour les années 2020 et 2021). Les effets reconnus au compte de résultat sont présentés dans la note 6.1.

## Note 12 Capitaux propres

Au 30 juin 2020, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2020, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,44 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 5,53 % du capital et 8,85 % des droits de vote.

### 12.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2020.

Au cours de la période close le 30 juin 2020, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'élève à 2 654 514 167 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives est de 2 682 021 278 actions.

### 12.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 19 mai 2020, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (Programme de Rachat 2020) et mis fin avec effet immédiat au Programme de Rachat 2019. Cette autorisation a une période de validité de 18 mois à compter de l'Assemblée générale susnommée. Le descriptif du Programme de Rachat 2020 figure dans le document d'enregistrement universel (DEU) déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 avril 2020.

Les rachats d'actions effectués au cours de l'exercice par Orange l'ont été principalement au titre du plan Long Term Incentive Plan (LTIP) 2019 – 2021.

Au 30 juin 2020, la société détenait 1 788 037 actions propres (dont 992 500 au titre du contrat de liquidité et 795 537 au titre des plans LTIP 2018 – 2020 et LTIP 2019 – 2021).

Au 31 décembre 2019, la société détenait 9 742 968 actions propres (dont 853 500 au titre du contrat de liquidité et 8 889 468 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions Orange Vision 2020, LTIP 2018 - 2020 et LTIP 2019 - 2021).

### 12.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 19 mai 2020 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,50 euro par action au titre de l'exercice 2019 au lieu d'un dividende de 0,70 euro par action annoncé lors de la présentation des résultats consolidés 2019 en février 2020. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 4 décembre 2019 pour un montant total de 796 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,20 euro par action a été mis en paiement le 4 juin 2020 pour un montant de 532 millions d'euros.

## 12.4 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 566	2 701
<i>dont groupe Orange Polska</i>	959	987
<i>dont groupe Sonatel</i>	653	736
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	270	275
<i>dont groupe Jordan Telecom</i>	170	166
<i>dont Médi Telecom</i>	124	148
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(12)	(13)
<b>Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)</b>	<b>2 553</b>	<b>2 688</b>

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
<b>Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires</b>	<b>206</b>	<b>243</b>
<i>dont groupe Sonatel</i>	166	192
<i>dont Médi Telecom</i>	24	22
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	14	14
<i>dont groupe Jordan Telecom</i>	-	13

## 12.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(184)	52
Reclassement dans le résultat de la période	0	(2)
<b>Total écarts de conversion</b>	<b>(184)</b>	<b>50</b>

La variation de l'écart de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2020, une diminution de (94) millions d'euros au titre de la dépréciation du zloty ainsi que (30) millions d'euros au titre de la dépréciation de la couronne norvégienne ;
- sur le premier semestre 2019, une augmentation de 45 millions d'euros au titre de l'appréciation de la livre égyptienne.

## 12.6 Titres subordonnés

Le montant présenté dans la colonne "titres subordonnés" du tableau de variation des capitaux propres de 5 803 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique (les tranches libellées en livres sterling ne faisant pas l'objet de réévaluation depuis leur émission en 2014). Les frais et primes d'émission de (88) millions d'euros ont été imputés sur les réserves.

Au cours du premier semestre 2020, Orange a versé les coupons suivants :

- le 8 février 2020, une rémunération de 53 millions d'euros et 38 millions de livres sterling (équivalents à 45 millions d'euros) aux porteurs des titres subordonnés émis en février 2014 ;
- le 19 mars 2020, une rémunération de 4 millions d'euros aux porteurs des titres subordonnés émis en septembre 2019 (1<sup>er</sup> call portant sur la période 19 septembre 2019 – 19 mars 2020) ;
- le 1<sup>er</sup> avril 2020, une rémunération de 35 millions de livres sterling (équivalents à 38 millions d'euros) aux porteurs de la tranche libellée en livres sterling des titres subordonnés émis en octobre 2014 ;
- le 15 avril 2020, une rémunération de 24 millions d'euros aux porteurs des titres subordonnés émis en avril 2019.

L'effet impôt afférent à la rémunération des titres subordonnés est constaté en résultat sur la période.

L'effet impôt associé aux écarts de conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling s'élève à (32) millions d'euros sur la période. Cet effet est présenté dans les "autres mouvements" du tableau des variations des capitaux propres consolidés.

## Note 13 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

### 13.1 Litiges

Au 30 juin 2020, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 569 millions

d'euros (643 millions d'euros au 31 décembre 2019). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2019.

- Le 17 juin 2020, la Cour d'appel de Paris a infirmé les modalités d'actualisation du préjudice prévues dans le jugement rendu par le tribunal de commerce de Paris le 18 décembre 2017 qui a condamné Orange à payer à Digicel la somme de 180 millions d'euros en principal. Ce montant (y compris l'actualisation infirmée) avait fait l'objet d'un séquestre (voir note 9.6) en attendant que la Cour d'appel se prononce sur le fond du litige et fait actuellement l'objet d'un désaccord sur le montant du décaissement, qu'Orange estime après actualisation, sur la base de la décision de la Cour d'appel, à un montant maximum de 224 millions d'euros. Orange a procédé à une nouvelle appréciation du risque compte tenu de l'évolution de la procédure et a l'intention de se pourvoir en cassation.
- Dans le cadre des procédures en cours sur le marché de la clientèle « entreprises » opposant SFR, BT Group, Céleste et Adista à Orange, BT Group s'est désisté de l'instance devant le tribunal de commerce de Paris pour indemnisation de son préjudice. L'instruction de procédures restantes est en cours.
- Plusieurs différends actionnaires opposent la société commune constituée entre Agility et Orange, d'une part, et son coactionnaire irakien dans le capital de l'opérateur irakien Korek Telecom, d'autre part. Ces différends, qui portent sur diverses infractions aux documents contractuels font l'objet de précontentieux et contentieux arbitraux et judiciaires dans différents pays. Par ailleurs, le 19 mars 2019, par suite d'un décret administratif adopté par le Ministère irakien du Commerce et de l'Industrie, la Direction Générale des sociétés à Erbil a mis en œuvre la décision de l'autorité réglementaire irakienne (CMC) de 2014 d'annuler le partenariat de mars 2011 entre l'opérateur Korek Telecom, Agility et Orange. En conséquence, la restitution des actions de Korek Telecom aux actionnaires initiaux a été imposée sans indemnisation. Orange, qui considère avoir été illégalement exproprié de son investissement, a notifié le 24 mars 2019 une lettre de griefs à la République d'Irak en se fondant sur le traité bilatéral d'investissement conclu entre la France et l'Irak, et poursuit des discussions amiables avec l'Etat irakien en vue de tenter de parvenir à un accord amiable. Orange a pris toute mesure nécessaire afin de pouvoir déposer une requête d'arbitrage auprès du Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements si ces discussions n'aboutissaient pas rapidement.
- En Jordanie, l'opérateur de télécommunications Zain a intenté une action contre Jordan Telecommunications Company (Orange Jordan) pour défaut d'ouverture des numéros géographiques attribués par le régulateur jordanien et estime avoir subi un préjudice qu'il évalue à 250 millions de dinars jordaniens (environ 314 millions d'euros). Une procédure d'arbitrage est en cours, et Orange Jordan considère que le montant de la réclamation n'est pas justifié.
- Le Comité de suivi et de réparation mis en place dans le cadre du procès dit de la crise sociale de France Télécom afin d'examiner les demandes individuelles transmises par des personnes physiques présentes dans l'entreprise entre 2007 et 2010 et leurs ayants droit a étendu la période de dépôt des dossiers jusqu'à la fin du mois de septembre, en vue d'une instruction jusqu'à fin décembre 2020. Il a poursuivi l'analyse et le traitement des demandes reçues. A début juillet 2020, environ 740 demandes individuelles ont été reçues, dont environ 220 ont été clôturées à la suite d'un accord.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2019 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

### 13.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Au 30 juin 2020, aucun événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés du 31 décembre 2019.

## Note 14 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2020, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiés au 31 décembre 2019.

## Note 15 Evénements postérieurs à la clôture

### Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 29 juillet 2020 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2020 de 0,30 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 9 décembre 2020. Le montant du décaissement estimé s'élève à 798 millions d'euros sur la base du nombre d'actions ayant droit à dividende au 30 juin 2020.

### 3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2020

Le Directeur Général Délégué, Finance, Performance et Europe

**Ramon Fernandez**

# 4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 29 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité du Conseil d'Administration établi le 29 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2020

Paris La Défense, le 30 juillet 2020

KPMG Audit

*Département de KPMG S.A.*

Jacques Pierre

*Associé*

ERNST & YOUNG Audit

Yvon Salaün

*Associé*